HAL
open science

Présentation du parcours biographique et scientifique en vue de l'obtention de l'Habilitation à Diriger des Recherches (HDR) en Sciences de l'information et de la communication (Volume 1) & Histoires de vie et études sur le journalisme - Approche sociobiographique (Volume 2)

Bernard Idelson

To cite this version:

Bernard Idelson. Présentation du parcours biographique et scientifique en vue de l'obtention de l'Habilitation à Diriger des Recherches (HDR) en Sciences de l'information et de la communication (Volume 1) & Histoires de vie et études sur le journalisme - Approche sociobiographique (Volume 2). Sciences de l'information et de la communication. Université de Lorraine, 2014. tel-01405453

HAL Id: tel-01405453

https://hal.univ-reunion.fr/tel-01405453

Submitted on 30 Nov 2016

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Université de Lorraine
Centre de recherche sur les médiations - CREM (EA 3476)

Volume 1

(et dossier de publications)

Présentation du parcours biographique et scientifique

en vue de l'obtention de l'Habilitation à Diriger des Recherches (HDR)
en Sciences de l'information et de la communication

Bernard IDELSON
Maître de conférences en Sciences de l'information et de la communication
Laboratoire de recherche sur les espaces Créoles et Francophones (LCF-EA 4549)
Université de La Réunion

Jury :

M. François DEMERS, rapporteur, Professeur, Université Laval (Québec - Canada)
Mme Béatrice FLEURY, Professeure, Université de Lorraine
M. Marc LITS, Professeur, Université Catholique de Louvain (UCL), (Belgique)
M. Arnaud MERCIER, Professeur, Université de Lorraine
M. Nicolas PÉLISSIER, rapporteur, Professeur, Université de Nice Sophia Antipolis
M. Jacques WALTER, garant de l'HDR, Professeur, Université de Lorraine
M. Michel WATIN, Professeur, Université de La Réunion
Mme Adeline WRONA, rapporteur, Professeure, Université de Paris-Sorbonne CELSA

- 7 février 2014 -

Garant : Professeur Jacques WALTER

Du bon usage de l'autobiographie 2

I - DE LA FORMATION UNIVERSITAIRE AU MONDE PROFESSIONNEL 5

1/ Une représentation idéal-typique du « journalisme » 5
2/ La pratique journalistique et la nécessité de recul 7

II - DE L'ACTIVITE JOURNALISTIQUE A LA RECHERCHE : UN PARCOURS REFLEXIF 11

1/ Un long chemin de (re)acculturation 12
2/ Entre empiries et postures théoriques, des tentatives de « bricolage savant » 25

III - LE TEMPS DU BILAN SCIENTIFIQUE ET DE L'APPORT COLLABORATIF 32

1/ « Hasard » puis logique des programmes 32
2/ Difficultés et obstacles du parcours et récapitulatifs des influences théoriques majeures 35
3/ Quand les expériences de recherche prennent sens 40

Poursuivre les recherches sociobiographiques sur le journalisme 43

Curriculum vitæ 48

DOSSIER DE PUBLICATIONS 57

Du bon usage de l'autobiographie

Quelles sont les consignes précises qui régissent le travail du mémoire en vue de l'obtention à l'Habilitation à diriger des recherches (HDR) ? La question se pose à tout chercheur désireux de se lancer dans l'aventure. Ce diplôme de l'université française est souvent perçu comme le dernier précieux parchemin à posséder, comme l'ultime rite à accomplir, pour certains dans la souffrance, pour d'autres dans le plaisir que procure la recherche. Il ne semble pas exister, et fort heureusement d'ailleurs, de réponse bien formatée. En fait, plusieurs cas de figure se présentent, avec diverses exigences qui varient au gré des disciplines, des universités ou des périodes. En sciences de l'information et de la communication, les deux grands modèles généralement suggérés sont, pour le candidat à l'HDR, de proposer soit un bilan de recherche de son parcours d'enseignant-chercheur, en se focalisant particulièrement sur ses productions scientifiques, soit de rédiger une œuvre dite originale avec pour objectif d'apporter sa contribution à tel ou tel aspect de la discipline[1].

C'est cette seconde formule que nous a conseillé d'entreprendre notre garant, Jacques Walter, et nous lui en savons gré à présent. Car au départ, il nous faut avouer avoir été dérouté par ce que nous estimions être une démarche d'introspection bien présomptueuse, alors que nous nous considérions toujours comme un apprenti chercheur, précisément en raison d'un parcours professionnel effectué pour partie en dehors de l'université. Cette deuxième voie (une réflexion théorique propre) se compose elle-même de deux parties : le travail original proprement dit, précédé (dans un volume distinct) d'une présentation biographique du parcours scientifique.

Pour être tout à fait sincère, nous avons d'abord différé la rédaction de ce volume 1, remettant à plus tard l'ouvrage dans une sorte de déni d'utilité de cette tâche que nous envisagions, évidemment à tort, comme une simple exigence de procédure. C'est au cours d'une présentation de notre projet de proposition « d'approche sociobiographique en journalisme », lors d'un séminaire réunissant au CREM divers collègues préparant également une HDR[2], que nous prîmes conscience, durant les échanges, de l'utilité et sans doute de la pertinence de l'exercice : nous intéressant au travail biographique d'acteurs des médias, il paraissait opportun et logique de tenter de dégager des liens entre notre propre parcours professionnel et scientifique et la thématique de notre recherche. Réfléchissant aux

[1] Quelle que soit l'option choisie, les textes officiels précisent que « le document doit montrer une capacité à l'encadrement de jeunes chercheurs (doctorants), une ouverture internationale, développer une thématique originale et une stratégie autonome de recherche » : CNU 71e section : http://www.cpcnu.fr/web/section-71/rapport-d-activites-et-documents

[2] Séminaire HDR – Centre de Recherches sur les Médiations (CREM) – Université de Lorraine – 11 mai 2013 – Metz.

interactions entre chercheurs biographes et acteurs des médias biographés, nous ne pouvions contourner cette présentation miroir de notre propre pratique de chercheur.

Le travail présenté dans le volume 2 est une proposition de théorie de terrain, qui, pour emprunter l'expression d'Olivier Schwartz, plaide pour un « empirisme irréductible », « tâtonnant », mais non moins rigoureux, et débouchant malgré tout sur une « connaissance positive »[3]. Il nous est alors apparu intéressant de (re)situer cette démarche en fonction du parcours de celui qui la présentait. Le chercheur est le propre corps de sa recherche ; le contexte et les conditions d'exercice, de même que la période durant laquelle s'effectue son travail, ne peuvent être dissociés des résultats. Il ne s'agit pas, dans un souci obsessionnel de contextualisation, de présenter l'ensemble des paramètres de la recherche, mais de montrer comment l'espace, les conditions de la recherche – et précisément la propre sociobiographie du chercheur – conditionnent sa pratique scientifique[4].

Nous entamons donc cette relation biographique du parcours scientifique dans le même état d'esprit que le sémiologue qui s'intéresse à la situation d'énonciation d'un discours produit, et qui se demande qui parle à qui, dans quel contexte et dans quelles circonstances[5]. Mais dans le même temps, il convient de prendre le recul nécessaire, et critique également, avec l'auto-présentation qui va suivre. Toute biographie (et *a fortiori* toute autobiographie) est une forme de construction. Dans le travail présenté sur l'approche biographique, nous cherchons ainsi à montrer comment, dans les discours de biographés, l'absence de certains aspects de la vie personnelle ou professionnelle est précisément révélatrice de sens. La réflexion porte sur ce qu'Anthony Giddens nomme la « conscience discursive » – ce qu'un acteur sait dire, ou non, de ce qu'il fait – et sur l'interprétation des sujets de leur propre action[6].

Pour rédiger les pages suivantes, nous avons donc assumé le rôle d'autobiographeur. Nous avons tenté de contourner le risque schizophrénique d'une telle posture. Mais il nous paraît important de rappeler que ce retour sur des expériences de recherche a été décliné au prisme inévitablement déformant du mode narratif qui lui est inhérent. Cette question de la

---

[3] Schwartz O., 1993, « L'empirisme irréductible. La fin de l'empirisme ? », (postface), *in* N. Anderson, *Le Hobo, sociologie du sans-abri*, Paris, Nathan, [Armand Colin, 2012], pp. 335-384.

[4] Notre cheminement de chercheur se déroule ainsi au sein d'une université nouvelle créée en 1984, celle de La Réunion (et dans un laboratoire encore rattaché à l'Université d'Aix-Marseille), au moment même où les sciences de l'information et de la communication commencent à s'y institutionnaliser.

[5] Référence de formulation empruntée au titre de l'ouvrage d'Eliseo Veron à propos des propriétés discursives du Journal télévisé : Veron E., 1983, *Il est là, je le vois, il me parle. Communications*, n° 38, vol. 38, pp. 98-120.

[6] Giddens A., 1987, *La constitution de la société. Éléments de la théorie de la structuration*, [Trad. M. Audet, Presses Universitaires de France, 2005], p. 55.

prise en compte de la narration qui s'oppose au non verbal dans tout récit de biographé est bien sûr abordée dans le volume 2.

Retracer son propre parcours par écrit, en laisser une trace (un *graphein*) peut apparaître comme un exercice particulièrement complexe et immodeste : donner à voir ce que l'on a produit, pensé, éventuellement mené à bien ou à mal, n'est guère une tâche aisée pour le chercheur en sciences humaines et sociales (SHS) plutôt sensibilisé à la nécessité d'objectivation. Philippe Lejeune a bien problématisé la question : toute autobiographie est un pacte ; elle se présente à la fois comme une fiction et un désir de dire non pas la vérité, mais sa vérité[7]. L'objectif semble bien improbable, mais puisque l'injonction fait partie de l'aventure intellectuelle constituée par la candidature à une Habilitation à diriger des recherches, nous nous y sommes plié. La première prise de conscience qui en résulta – fort instructive pour notre proposition générale d'approche biographique des études sur le journalisme – a été de nous rendre compte du caractère intrusif de la démarche qui consiste à demander à un acteur de relater, par le menu, sa vie personnelle et professionnelle. Nous avons pu ensuite vérifier combien la relation de son parcours, fût-il scientifique, se construisait comme un récit, avec des découpages en séquences et des catégorisations de mondes sociaux qui n'apparaissaient qu'après coup.

Notre itinéraire scientifique s'est ainsi déroulé en plusieurs temps au sein de sphères géographiques et professionnelles différentes. Comme tout parcours de chercheur, il est constitué de difficultés d'acculturation – à la littérature savante – et de ruptures. Il s'est accompli au fil d'expériences duelles, au sein d'univers différents, mais aux frontières néanmoins poreuses : le monde du journalisme et celui de l'université, l'Ile de France et l'Ile de La Réunion. Voici donc les différentes étapes du parcours d'un biographeur, (auto)biographé à son tour.

[7] Lejeune P., 2005, *Signes de vie. Le pacte autobiographique 2*, Paris, Seuil, p. 38.

I - DE LA FORMATION UNIVERSITAIRE AU MONDE PROFESSIONNEL

Ma[8] première initiation à la recherche a débuté à l'Université de Paris 8, encore installée au cœur du bois de Vincennes. L'établissement possédait alors le statut de « Centre expérimental universitaire », avec toutes les expériences novatrices, parfois incertaines, qui y étaient liées en matière de pédagogie et de transmission du savoir. Sous la direction de l'historienne du mouvement ouvrier et co-fondatrice de l'Université de Vincennes, Madeleine Rebérioux, j'y ai préparé un mémoire de maîtrise d'histoire consacré à l'émigration réunionnaise en France. J'ai pu également m'initier à la géopolitique d'Yves Lacoste, fondateur de la revue géographique *Hérodote,* qui alimenta mes premières réflexions à propos du monde des post-colonisations auquel appartient La Réunion. Mes données provenaient, d'une part, d'un travail d'archives et, d'autre part, de rencontres et d'entretiens avec plusieurs acteurs migrants réunionnais et responsables de mouvements associatifs, représentants de la communauté domienne[9] en métropole. Cette approche, déjà en partie empirique, la découverte d'un aspect relativement nouveau à l'époque de la discipline, l'histoire du temps présent, ainsi que cette méthode qualitative me stimulèrent. L'idée de devenir journaliste en découla ; elle était liée à une représentation idéal-typique de la profession partagée par bien des étudiants en journalisme : comprendre le temps présent, en pénétrant les différents univers sociaux qui le composent, et surtout en allant à la rencontre des autres.

1/ Une représentation idéal-typique du « journalisme »

L'institut Français de Presse (IFP), rattaché à l'Université de Paris 2, m'accueillit alors dans une formation récente : le DESS « Journalisme »[10]. Le programme d'enseignements proposait des cours théoriques (« Histoire de la presse » dispensée d'une manière très descriptive par Pierre Albert l'un des enseignants fondateurs de l'IFP, « Sociologie des médias » de Francis Balle, « Économie des médias » de Nadine Toussaint-

[8] « Je est un autre » : la formule est attribuée à Rimbaud et est reprise par Philippe Lejeune (1980, *Je est un autre : l'autobiographie de la littérature aux médias*, Paris, Seuil). Mais, c'est pour des raisons de lisibilité que nous préférons, à partir d'ici, l'usage de la première personne du singulier à celui du pluriel de modestie généralement usité dans la recherche universitaire.
[9] Issue des Dom-Tom : Départements et Territoires d'Outre-mer.
[10] DESS obtenu en 1982.

Desmoulins et des enseignements pratiques de journalisme). Je me souviens des premières expériences de « microtrottoirs »[11] avec des magnétophones de la marque Nagra à bande magnétique, effectuées auprès des passants au Jardin du Luxembourg attenant aux locaux de l'IFP, ou des simulations de journaux télévisés réalisées dans le studio aménagé dans le sous-sol de l'établissement, sous la houlette de Michel Zlotowski, journaliste, chargé des enseignements audiovisuels[12]. J'y ai été confronté à cette tension récurrente entre culture professionnelle et culture académique, tension à laquelle l'IFP a dû s'adapter en permanence, puisqu'il est, en quelque sorte, issu de cette double culture. En effet, l'Institut des Sciences de la Presse (ISP), organisme qui l'a précédé, créé en juillet 1937, comprenait déjà dans son premier conseil d'administration, présidé par le recteur de l'Université de Paris, des universitaires de renom (choisis dans divers établissements), ainsi que des bibliothécaires, des directeurs de journaux, et des journalistes, essentiellement des membres du Syndicat National des Journalistes (SNJ)[13]. Dans les *Cahiers de la presse*, revue publiée par l'ISP, une certaine vision – normative, voire fonctionnaliste – de la presse apparaît, partagée par ces différentes catégories d'acteurs, à une période où les démocraties européennes commençaient à être considérablement menacées[14]. Le rôle de la Presse – comme garante de la liberté d'expression – y est sans cesse rappelé. L'ISP disparaît pendant la Seconde Guerre, mais renait en 1947 sous la forme d'un Centre d'étude scientifique de la presse (CESP), qui devient l'IFP en 1951[15]. Le DESS Journalisme de l'IFP devient la douzième formation reconnue par la profession en 2004. Mais l'Institut assure toujours un parcours recherche (jusqu'au doctorat) et une activité internationale de recherche alimentée par des colloques et des séminaires.

J'ai donc vécu « de l'intérieur » cette posture d'étudiant à l'université, souhaitant s'insérer dans un secteur professionnel, voulant en acquérir rapidement des compétences pratiques, mais bénéficiant en même temps (et sans toujours comprendre alors la qualité de cet apport) du recul que proposaient les enseignements disciplinaires en sciences de l'information et de la communication. Toutefois, je ne découvris que plus tard l'apport de la théorie critique des médias, peu présente dans les enseignements de l'IFP davantage imprégnés des thèses libérales sur l'information.

---

[11] Technique d'interview pratiquée par des journalistes qui interrogent des passants ciblés dans la rue, présentés comme « représentatifs de l'opinion publique », en leur demandant de réagir sur un sujet, d'actualité ou non.

[12] En presse écrite, l'IFP avait recours également à des chargés de cours professionnels des médias : Bruno Voisin de *La Croix* et Noël Copin, ancien de *La Croix* également exerçant alors à Antenne 2, sont ceux dont le souvenir m'est resté.

[13] Pélissier, N., 2008, *Journalisme : avis de recherches. La production scientifique française dans son contexte international*, Bruxelles, Bruylant, Médias, Sociétés et Relations Internationales, p. 20.

[14] *Idem*, p. 21.

[15] Site de l'IFP [consulté le 18/06/2013]: http://ifp.u-paris2.fr

2/ La pratique journalistique et la nécessité de recul

Dès l'année de DESS, je « basculais » ainsi dans le cœur de la presse, bercé, ou plutôt porté par l'imaginaire du métier, par ses mythes et son passé[16]. Je découvrais alors « l'esprit et la matière » d'un journal qui symbolisait bien ces représentations[17]. Je décrochais des piges, encore plutôt bien rémunérées à l'époque, de secrétaire de rédaction à *France Soir*, dont la rédaction, les bureaux et l'imprimerie étaient encore situés dans le quartier historique de la presse du XIXe et du XXe siècle, boulevard de Sébastopol, lieu symbolique de la naissance de « la civilisation du journal »[18]. J'y apprenais à produire de la copie, à calibrer « un papier ». J'assistais aux rapports de force entre monteurs du Syndicat du livre et une myriade de rédacteurs en chef, un pour chaque rubrique, qui, « au marbre »[19], s'activaient comme des abeilles reines autour des pages dont ils étaient en charge, relisant, pointilleux presque à l'excès, les textes, scrutant la moindre coquille, ordonnant que l'on modifie, çà et là, la force de corps d'un caractère. J'observais le travail du « titreur », ouvrier du livre qualifié et faisant preuve d'une impressionnante érudition grammaticale, chargé de typographier les gros titres de la Une. J'y récoltais les récits et anecdotes des plantons en uniforme qui retraçaient plusieurs décennies de ce titre gaulliste, héritier de *Défense de la France*, et qui évoquaient avec nostalgie le temps de sa splendeur, celui de Pierre Lazareff[20]. Malgré l'ambiance de fin de règne que l'on commençait à percevoir alors, en raison des chiffres de ventes en baisse, le portrait de celui que le tout Paris de la Presse surnommait « Pierrot les Bretelles » trônait encore dans la rédaction, semblant toujours dicter ses consignes éditoriales depuis l'au-delà des patrons de presse. À deux heures du matin, après

---

[16]Comme le décrit Jacques Le Bohec, j'adhérais alors à cette vision prestigieuse du métier, représentation qui permet de supporter les cadences contraignantes de son exercice, et qui, par là même, régule son fonctionnement : Le Bohec J., 2000, *Les mythes professionnels des journalistes. L'état des lieux en France*, Paris, L'Harmattan, Communication et Civilisation.

[17] Lévrier A., Wrona A., (dir.), 2013, *Matière et esprit du journal. Du Mercure galant à Twitter,* Paris, Presses de l'Université Paris Sorbonne (PUPS).

[18] D. Kalifa, Ph. Régnier, M.-È. Thérenty, A. Vaillant, (s/d.), 2011, *La Civilisation du journal. Histoire culturelle de la presse française au XIXe siècle*, Paris, Nouveau Monde éditions.

[19] Désigne les tables de montage lumineuses sur lesquelles les pages étaient montées (autrefois en fonte, et non en marbre…).

[20] « Une phrase c'est un sujet, un verbe, un complément. Pour un adjectif, me prévenir. Au premier adverbe vous êtes viré ! », cette maxime triviale est attribuée à Pierre Lazareff qui reprit au lendemain de la Seconde Guerre mondiale à *Défense de la France*, puis à *France-Soir,* les procédés d'accroche du lecteur qui avaient fait, entre les deux guerres, le succès de *Paris Soir* de Jean Prouvost (Courrière Y., 1995, *Pierre Lazareff ou le vagabond de l'actualité*, Paris, Gallimard, Coll. Biographies).

Je ne me sentais pas particulièrement en phase avec cette approche, mais mon objectif était alors d'acquérir du savoir-faire pour m'orienter ensuite vers d'autres médias. J'étais par exemple séduit par la presse « alternative » et rencontrai Jean-François Bizot, le patron du magazine *Actuel*, avec qui, si cela avait été possible, j'aurais souhaité collaborer. Mais j'étais également imprégné de cette culture professionnelle qui enjoint aux jeunes apprentis journalistes, même une fois diplômés, de saisir toutes les opportunités d'apprendre davantage du « terrain ».

le bouclage, tous se retrouvaient joyeusement au rez-de-chaussée, autour du zinc de l'estaminet sis au sein même de l'établissement.

J'assurais ensuite des remplacements à l'hebdomadaire *Le Point*, alors dirigé par Claude Imbert, rue de Rennes, puis dans quelques autres titres ainsi qu'à Radio France Internationale et à Radio France Orléans. J'obtins la carte de presse n° 50 219, sablai le champagne à cette occasion, convaincu d'avoir pu accéder à un métier gratifiant, faisant échapper à la routine de la majorité des salariés, et réservant chaque jour mille joies et découvertes, à la rencontre de l'autre et à celle du monde.

En 1984, je décidai néanmoins de quitter la presse parisienne pour *Le Quotidien de la Réunion et de l'océan Indien* principal titre de Presse Quotidienne Régionale (PQR) de La Réunion. Originaire de la ville de Montrouge (dans les Hauts-de-Seine), je connaissais l'île pour y avoir séjourné quelques mois en y ayant notamment effectué mon stage de DESS (au *Journal de l'Ile de la Réunion*, concurrent du *Quotidien*).

J'ai vécu dans cette île une expérience journalistique riche : La Réunion est un département français d'outre-mer, mais de par son positionnement géographique dans le sud-ouest de l'océan Indien, à 10 000 km de Paris, l'actualité y est traitée à l'échelle d'un petit pays. La variété des situations d'exercice peut y sembler, par conséquent, beaucoup plus importante que dans la PQR métropolitaine ; elle permet de côtoyer des mondes sociaux très hétérogènes. Mais après une douzaine d'années de pratiques dans divers titres (et occupant diverses responsabilités), confronté surtout aux logiques économiques sans doute exacerbées dans un petit marché insulaire, les mythes du jeune journaliste (qui n'était plus tout à fait juvénile…) commencèrent à s'effriter.

Si la presse locale a participé à l'essor rapide de l'espace public réunionnais, la multiplication des titres et l'éclosion des radios privées, à partir des années 1980, ont engendré une situation de tension économique de plus en plus exacerbée. Aux journaux d'opinions et de partis qui s'affrontaient dans une posture plutôt clivée, vont succéder, à partir de la même période, des titres correspondant aux canons journalistiques, plus proches de la norme démocratique : par exemple, *Le Quotidien de la Réunion*, à sa création en 1976, annonce une ligne rédactionnelle indépendante de tout pouvoir ou groupe de pression, et affirme surtout rendre compte, en toute impartialité, du fait local[21]. De même, la remise en cause du monopole de l'audiovisuel public (avec la création des radios « libres » en 1981 et d'une télé privée, non autorisée en 1986) va modifier considérablement l'espace médiatique de l'île. Cette période correspond également à une structuration de la profession de

[21] Idelson B., 2006, *Histoire des médias à La Réunion, de 1946 à nos jours*, Paris, Le Publieur. Voir également la partie consacrée à l'espace public médiatique réunionnais dans le volume 2.

journalistes qui va peu à peu s'organiser (création d'un club de la presse, syndicalisation progressive des journalistes qui aboutit à la création de la représentation locale du Syndicat National des Journalistes [SNJ] en 1995, etc.), et qui tente de se positionner face à des petits propriétaires de titres ou de stations[22]. Ces derniers, enthousiastes à l'idée d'investir dans un domaine qu'ils jugent prestigieux et soutenus par des mesures avantageuses de défiscalisation sur les investissements, seront pourtant bien vite aux prises avec des difficultés de gestion et avec la versatilité d'une économie du tertiaire reposant sur des transferts financiers publics (TFP).

Un jeune journaliste métropolitain arrivant dans un tel contexte pouvait alors bénéficier d'opportunités de recrutement (le nombre de journalistes augmentant très rapidement), mais se trouvait également confronté aux turbulences inhérentes à la rapidité des mutations de ce secteur d'activité.

En 1994, sans doute imprégné par ce que Cyril Lemieux définit comme une « morale d'exception »[23] propre à la profession, je quittai le journal qui m'employait en invoquant la clause de conscience des journalistes[24]. L'apport des entretiens recueillis par Alain Accardo qui, dans la tradition bourdieusienne, se livre à une « socioanalyse »[25] de la condition de classe des journalistes précaires me permit, plus tard, de mieux saisir la situation dans laquelle se trouvait bon nombre de mes anciens confrères journalistes réunionnais. Pour l'heure, je diversifiais mes activités professionnelles en qualité d'indépendant (pigiste de presse et conseil en communication). Je me suis alors rapproché du département Information-Communication de la Faculté des Lettres et des Sciences Humaines (FLSH) de l'Université de La Réunion, entamant une collaboration en qualité de chargé de cours en journalisme de presse écrite.

En 1989, la création de ce département émane d'une demande de l'Université de La Réunion qui confie le projet à Jacky Simonin, à l'origine un sociolinguiste, devenu enseignant chercheur en sciences de l'information et de la communication, alors en poste à Paris 13-Villetaneuse. Il s'agit donc d'une demande institutionnelle, dans un contexte réunionnais, où, comme quelques années auparavant en métropole, l'information et la

---

[22] Le SNJ est à l'origine des textes statutaires qui régissent la profession au début du XXe siècle.

[23] Lemieux C., 1992, « Les journalistes, une morale d'exception ! », *Politix*, n°18, pp. 31-37.

[24] Guidé par une conception toujours normative de la profession, nourri par cet imaginaire qui me faisait refuser de transiger avec des repères déontologiques que j'imaginais immuables, je fus le premier journaliste de l'Ile à obtenir gain de cause auprès d'un employeur de presse. Il s'agit d'une clause dite « exorbitante du droit » commun, issue de la Loi du 29 mars 1935 sur le statut des journalistes, et qui permet à tout journaliste de quitter – de sa propre initiative – l'entreprise qui l'emploie, tout en bénéficiant du régime du licenciement, s'il considère et prouve qu'il y a un changement de ligne éditoriale, ne correspondant plus à sa « conscience journalistique », ou encore s'il y a eu cession du média à un nouveau propriétaire : Art. L7112-5 du Code du Travail.

[25] Accardo A., (dir.), 1995, *Journalistes au quotidien*, Bordeaux, Le Mascaret, p. 39.

communication commencent à représenter des enjeux sociétaux considérés comme importants, notamment avec l'essor du secteur tertiaire sur lequel repose l'économie insulaire. Un Diplôme d'Études Universitaires Sciences et Techniques (DEUST) « Communication » est alors proposé. Un dossier de second cycle est ensuite monté qui aboutit à la création d'une licence et d'une maîtrise « Infocom » à la rentrée 1992/1993. Il n'est pas envisageable, pour des raisons de moyens, d'installer une Maîtrise de Sciences et Techniques en Information-Communication comme celles qui sont alors créées en métropole sur le modèle d'universités telles Villetaneuse, Bordeaux ou Grenoble. La filière information-communication de la toute jeune Faculté des Lettres et des Sciences humaines reste donc un second cycle généraliste, mais J. Simonin en conçoit les maquettes, alternant enseignements disciplinaires et enseignements professionnalisants. Trois grands modules d'enseignements les composent alors : des enseignements dits théoriques (en Sic), des enseignements dits « technologiques » (de la réalisation audiovisuelle et de l'informatique), et des enseignements de spécialité professionnelle, en communication d'entreprise et en « médias-presse-multimédias »[26]. C'est la mise en place de cette dernière option qui me fut confiée. J'eus ainsi la charge du contenu des enseignements professionnalisants, de la mise en place et du suivi des stages, ainsi que des relations avec la sphère professionnelle des médias réunionnais.

Parallèlement, les échanges avec les membres du Laboratoire de recherche sur les espaces créoles et francophones (LCF) dont faisaient partie les enseignants en poste au département Information-Communication m'incitèrent à entamer un Diplôme d'Études Approfondies (DEA « Études Créoles et Francophones » de l'Université de La Réunion et de l'Université d'Aix-Marseille) consacré à l'histoire de la télévision réunionnaise à travers le récit d'un acteur pionnier, Jean Vincent-Dolor, journaliste omniprésent dans le paysage médiatique réunionnais durant quarante ans. Cet acteur « pionnier » de la presse, de la radio et de la télévision réunionnaises joua aussi un rôle fondateur, en quelque sorte, dans ma recherche, constituant, sans que j'en aie eu conscience alors, le point de départ d'un nouveau parcours scientifique.

[26] Voir l'historique détaillé du département Information-Communication de l'Université de La Réunion dans lequel est développé le thème de la tension que peut provoquer la professionnalisation vers les métiers du journalisme au détriment des enseignements plus disciplinaires en SHS, peu reconnus par le monde professionnel : Idelson B., Noël-Cadet N., 2009, « Chercher, enseigner et professionnaliser " outremer " : Le cas des Sciences de l'information et de la communication à La Réunion », *Paroles d'outre mer*, (s/d. B. Idelson & V. Magdelaine-Andrianjafitrimo), L'Harmattan, pp. 203-214. Se reporter également à l'historique de cette tension à l'échelle nationale et qui existe depuis la création des écoles de formation en journalisme à partir de l'après-seconde guerre mondiale dans l'ouvrage de N. Pélissier, *op. cit.,* p. 44.

II – De l'activite journalistique a la recherche : un parcours reflexif

À l'origine, le LCF est un laboratoire de linguistique créé par Robert Chaudenson, spécialiste des créoles à base lexicale française, dont le créole réunionnais. En 1996, au moment où elle m'accueillit en qualité de membre associé, l'équipe concentrait surtout ses recherches sur la linguistique et la créolistique. Grâce à sa pluridisciplinarité, le laboratoire élargira ensuite sa réflexion générale aux phénomènes de contacts des langues, des textes, d'éducation et de communication qui caractérisent les sociétés créolophones et francophones de l'océan Indien[27].

Les premiers contacts avec les séminaires organisés par le laboratoire furent d'ailleurs pour moi une confrontation de langues. Je découvrais des spécialistes de la parole, du texte, de l'écrit, du langage qui, tout comme les journalistes, en avaient fait leur métier, mais dont le rapport à la langue me paraissait totalement divergent. J'étais à la fois impressionné et dérouté par leur capacité à s'abstraire, à formuler des analyses complexes et que j'imaginais bien entendu fort savantes et érudites (dont la compréhension m'échappait totalement), mais qui apparaissaient antinomiques et opposées aux règles canoniques de l'expression journalistique.

Le paradigme journalistique de la clarté, de la concision, du « concret », de l'exemplification par la métaphore et l'image me semblait ici bien malmené. La démarche et l'expression scientifiques consistant à problématiser longuement des objets d'études avant d'avancer, avec précaution, des éléments d'analyse, nécessitaient une temporalité et un investissement fort différents du temps de la production journalistique et surtout de son rapport communicationnel avec son public. J'assistais, en silence, aux échanges durant les longs séminaires animés par la petite équipe d'une dizaine d'enseignants chercheurs plus nombreux, malgré tout, que les rares étudiants présents.

Malgré la bienveillance et l'accueil convivial que me réservèrent les membres du laboratoire, j'éprouvais alors des sentiments qui oscillaient entre intérêt intellectuel et déstabilisation. Il me fallut pourtant bien admettre que le chemin d'une certaine acculturation scientifique allait être long et difficile, et qu'il le serait, dans mon cas, sans doute davantage que pour un étudiant non formaté par un parcours journalistique. En effet, il allait falloir se dégager de réflexes, de routines d'écriture, changer son rapport au temps, à la réflexion, et somme toute, sa vision du monde social. Dans le même temps, cette expérience

[27] URL du LCF : http://www.lcf-reunion.fr/

professionnelle de plusieurs années allait me permettre d'approcher mes terrains avec un autre regard, sinon plus aiguisé, du moins différent de celui d'un chercheur exogène[28].

1/ Un long chemin de (re)acculturation

Si l'on observe la morphologie des chercheurs en sciences de l'information et de la communication, on remarque que beaucoup d'entre eux réinvestissent la discipline d'origine dans laquelle ils ont été formés[29]. Ayant suivi un second cycle d'histoire, il me sembla, et cela d'une manière intuitive, que la thématique de l'histoire des médias autour de l'objet télévision locale pouvait permettre de se rapprocher du champ info-communicationnel. J'entrepris quelques lectures qui traitaient de la télévision dans la discipline[30], puis débutai mon « terrain ». L'objectif, peu précis et surtout peu problématisé, de la recherche était alors d'analyser l'histoire de la télévision réunionnaise depuis sa création jusqu'à la fin des années 1980. Cette période correspondait précisément à la carrière d'un acteur pionnier des médias réunionnais, Jean Vincent-Dolor[31].

La faisabilité matérielle de ce recueil d'une histoire de vie me guida certainement. Le premier journaliste de l'histoire de la radio et de la télévision réunionnaises était à présent à la retraite. Disponible et intéressé par le projet, il me reçut régulièrement durant une année, sous la varangue de sa maison saint-gilloise[32], déroulant le récit de sa vie personnelle et professionnelle avec le souci de la précision de la formulation et une grande mémoire du détail qui lui étaient propres.

Ces moments de récolte de données (qui se traduisent par la transcription de dix-sept heures d'entretien) se déroulèrent comme un nouveau rituel d'entretien, qui n'était plus tout à fait journalistique, ne serait-ce que par sa temporalité. Ce temps long de la rencontre me semblait particulièrement appréciable ; il permettait d'échapper à la pression de la restitution immédiate à laquelle est généralement soumis, dans la presse, tout interviewer.

De retour au laboratoire LCF, à l'université, j'assistais, au sein du pôle info-com composé alors de trois chercheurs, à l'élaboration d'une problématisation de l'espace public local. Jacky Simonin et Michel Watin, au congrès de la Société française des sciences de l'information et de la communication (SFSIC) de 1992, en avaient déjà posé les bases,

---

[28] Nous tentons de théoriser ce thème dans le travail original du volume 2 consacré à l'approche sociobiographique dans les études de journalisme.

[29] Boure R., (éd.), 2002, *Les origines des sciences de l'information et de la communication : regards croisés,* Villeneuve d'Asq, Presses Universitaires du Septentrion, p. 18.

[30] Rémy Rieffel et Dominique Wolton essentiellement, voir bibliographie : Idelson, B., 1995, « De la RTF à RFO, la télévision réunionnaise. À travers le récit de vie d'un acteur-pionnier : Jean Vincent-Dolor », (dir. J. Simoin), Mémoire de DEA en sciences de l'information et de la communication, Université de La Réunion.

[31] Voir la description complète de ce travail dans le volume 2.

[32] Saint-Gilles est une ville balnéaire et touristique située sur la côte ouest de La Réunion.

s'interrogeant sur la façon dont pouvait être discuté l'aspect canonique du modèle normatif habermassien par rapport au terrain réunionnais[33]. Éliane Wolff, auteure d'un ouvrage de référence local d'ethnologie urbaine des quartiers défavorisés de Saint-Denis de La Réunion, rédigeait alors une thèse consacrée à la presse lycéenne[34]. Poursuivant une démarche ethno-sociologique, il s'agissait pour elle d'observer les mutations des sphères urbaines, scolaires et médiatiques de La Réunion. Le travail montrait comment, par un effet de circularité des transformations sociales au sein de ces différentes sphères, avait émergé, à partir des années 70, un espace public local. À partir de la compréhension de ce substrat socio-historique, les chercheurs de La Réunion s'intéressèrent aux transformations rapides de cette société issue de la colonisation et ayant accédé à la départementalisation, une forme de décolonisation interne particulière, à l'échelle mondiale.

Sous l'impulsion de Jacky Simonin se poursuivait ainsi une entreprise de production de connaissances en sciences de l'information et de la communication, à partir du terrain réunionnais. La publication, en 1995, du numéro 17 de la revue *Études de communication*, en a constitué une étape importante. Les contributions réunies montraient précisément comment la recherche communicationnelle en terrain insulaire et comment cette mise en contexte local pouvaient enrichir, grâce à une visée comparative, la compréhension de processus plus génériques observés d'un point de vue communicationnel[35].

Les trois composantes de la thématique, espace public régional, communication, et médias, étaient alors considérées comme un modèle dynamique à aborder à deux niveaux d'analyse ; cette approche du social guida par la suite l'ensemble de mon parcours scientifique. Le premier niveau est celui des structures : il s'intéresse au contexte socio-historique réunionnais, à ses transformations structurelles (l'urbain, l'école, les médias, l'économie). Les chercheurs estiment alors que les effets de la deuxième phase de la départementalisation, ceux des transferts publics d'équipements (impulsés – depuis le début des années 60 – par Michel Debré, ancien Premier ministre du général De Gaulle, élu député à La Réunion) modifient en profondeur et très rapidement (sur une trentaine d'années) la société réunionnaise. Ils considèrent que l'île passe d'un fonctionnement issu de la société

---

[33] Simonin J., Watin M., 1992, « L'espace public réunionnais : une opportunité pour problématiser certaines problématiques établies », *Les nouveaux espaces de l'information et de la communication, Actes du 8ème Congrès National des Sciences de l'Information et de la Communication*, Lille, CRDO/SFIC, pp. 407- 413. Voir volume 2.

[34] Wolff, É, 1991, *Quartiers de vie, approche ethnologique des populations défavorisées de l'île de la Réunion,* Paris, Méridiens Klincksieck. Dans cet ouvrage, l'auteure réalise des récits de vie croisés, convoquant le paradigme de « culture de la pauvreté » d'Oscar Lewis. Wolff, É, 1996, « Émergence d'un espace public : presse et expériences lycéennes à l'île de La Réunion 1970-1995 », Thèse de doctorat en sciences de l'information et de la communication, s/d. J. Simonin, Université de La Réunion/Université de Provence.

[35] Simonin J., (dir.), 1995, *Médias et communication dans un espace régional, Études de Communication*, n° 17.

coloniale de Plantation, à une forme de société « post-industrielle, moderne, complexe et segmentée »[36]. Cette transition est d'abord présentée comme un « télescopage » entre deux modes de sociabilité, puis le terme « d'hybridation » est utilisé. Les travaux, consacrés notamment aux médias d'information, montrant comment les notions de « tradition » *versus* « modernité » pouvaient être à reconsidérer dans des sociétés insulaires soumises à des processus de créolisation. Le rapport endogène/exogène apparaît en effet ici particulier car il est en fait consubstantiel de l'histoire de l'île et de son peuplement récent[37]. Il est difficile d'affirmer qu'il y aurait d'abord eu une société ancestrale qui, grâce à un État bienfaiteur et libérateur lui ayant octroyé le statut de département, aurait ensuite pu accéder à une postmodernité occidentale. La sociohistoire de cette île, d'abord déserte, puis peuplée à partir du XVIIe siècle, montre au contraire qu'elle est elle-même issue de plusieurs mondes, de plusieurs univers ethnoculturels (ses habitants sont originaires des cinq continents). La société créole réunionnaise actuelle résulte de ces mondes entremêlés à celui de la francité ; elle se situe au sein d'un espace régional particulier, parmi d'autres espaces régionaux français[38].

Le second niveau d'analyse – dans lequel mes premiers travaux me situèrent alors – est celui du point de vue des acteurs. Acteurs et structures apparaissent en articulation ; cela semble particulièrement vérifiable dans la sphère politico-médiatique[39]. Cette dernière précision me permet de revenir sur le travail biographique consacré à Jean Vincent-Dolor, débuté bien empiriquement à partir d'une simple intuition. Ce n'est qu'une fois les données recueillies et leur transcription effectuée que mes collègues du laboratoire LCF m'aidèrent à prendre conscience de cette articulation : la trajectoire personnelle de cet acteur clef éclairait la connaissance des médias réunionnais. Elle permettait de lire le fonctionnement de ces médias, de comprendre leur transformation, notamment avant et après les années 70, étape charnière[40] vers l'ouverture et l'émergence de l'espace public. Dans la même livraison *d'Études de Communication*, je cosignai un article avec J. Simonin qui rendait compte de l'état des approches biographiques en France en montrant comment le lien théorique pouvait

[36] Watin M., Wolff É., 1995, « L'émergence de l'espace public à la Réunion. Un contexte socio-historique singulier », in *Médias et communication dans un espace régional, Études de Communication*, n° 17, pp. 18-35 : p. 20.
[37] Cette problématique locale est développée dans le volume 2.
[38] Labache L., Médéa L., Vergès F., (dir.), 2005, *Identité et société réunionnaise. Nouvelles perspectives et nouvelles approches*, Paris, Karthala.
[39] À ce propos, dans le volume 2, nous convoquons la loi de l'action de Raymond Boudon.
[40] Le terme « d'années charnières » pour décrire la période des premiers journaux lycéens est utilisé pour la première fois dans sa thèse par É. Wolff (*op. cit.*).

s'établir entre médias et biographie[41]. J'eus alors le sentiment de commencer à entrevoir l'atout de compréhension, l'enjeu de connaissance particulièrement riche, et si éloigné de l'analyse journalistique, constitués par une problématisation en sciences humaines et sociales. Il me semble qu'une première étape d'acculturation scientifique fut alors franchie.

Pour mettre en place et assurer le fonctionnement de la filière Information-Communication de l'Université de la Réunion, J. Simonin fit appel à des collègues de la discipline qui vinrent dispenser des cours à La Réunion, en lien avec leur domaine de spécialité. Ces collègues sont encore régulièrement sollicités pour participer aux programmes de recherche du pôle communication du laboratoire LCF.

Au moment de la rédaction de mon DEA, J. Simonin pilotait un programme de recherche sur l'espace médiatique réunionnais, sous un angle d'analyse textuelle consistant « à mettre à jour des contenus informatifs, des systèmes argumentatifs, des figurations discursives à l'œuvre dans les documents d'information »[42]. Un corpus de presse avait ainsi été récolté traitant de l'élection de Christophe Payet à la présidence du Conseil général de la Réunion de 1994 ; il comprenait l'ensemble de la presse écrite régionale et des sujets diffusés au Journal Télévisé régional de RFO-Réunion.

Un parcours scientifique s'effectue à l'aide de lectures, de découvertes de littératures sur les thématiques du champ exploré, mais également de rencontres. Je pus participer ainsi aux échanges effectués avec trois chercheurs « missionnaires » à l'Université de La Réunion à qui fut soumis ce corpus. Leurs contributions composent la deuxième partie du n° 17 consacrée à la construction des messages médiatiques par la presse régionale réunionnaise. Philippe Breton y propose une réflexion sur la presse régionale qu'il situe entre « le fait universel et le commentaire local »[43]. Travaillant sur l'argumentation (voir *infra*), il montre comment il est possible d'effectuer une distinction entre information et argumentation dans l'acte de communication médiatique. De par sa généalogie de presse de partis, et donc d'opinion, la presse réunionnaise superpose souvent ces deux genres discursifs. Considérant le corpus à partir de paradigmes de lecture nord-américains, notamment ceux de Jean de Bonville et Jean Charron[44] sur le « journalisme de communication », Gilles Gauthier partage la même analyse d'un journalisme réunionnais qui, au-delà de l'information et du simple

[41] Idelson B., Simonin J., 1995, « Médias et biographie : Jean Vincent-Dolor, 40 ans de journalisme à la Réunion (1948-1987), in *Médias et communication dans un espace régional, Études de Communication*, n° 17, pp. 41-66.
[42] Simonin, *idem*, p.69.
[43] Breton P., 1995, « La presse régionale entre le fait universel et le commentaire local », *Médias et communication dans un espace régional, Études de Communication*, n° 17, pp. 73-89.
[44] Charron J., Bonville (de) J., 1996, « Le paradigme du journalisme de communication », *Communication*, vol. 17, n° 2, pp. 51-98.

témoignage narratif, se positionne comme un « magistère ». Ce mode journalistique énonce une parole politique qui prend part au débat public, dans le même temps qu'il en devient constitutif[45]. Jean Mouchon, se consacrant à la modélisation de l'énonciation politique, analyse la couverture médiatique de cette élection territoriale. Il repère des marqueurs énonciatifs qui traduisent, selon lui, le positionnement des journalistes réunionnais dans l'espace public local. Par exemple, il pointe, dans le discours journalistique, la référence au modèle externe ternaire politiques-médiateurs-opinion publique, mais constate également des « signes de sociabilité traditionnelle », tels que le recours au créole [46]. L'ensemble révèle ainsi des logiques de médiations propres à un contexte culturel et à un espace public insulaire. Enfin, toujours dans cette partie, J. Simonin observe l'acte de langage, récurrent dans le discours des journalistes comme dans celui des candidats politiques, constitué par l'usage de la métaphore considérée comme une représentation journalistique du monde[47]. Il décrit ainsi cette pratique discursive comme une « rhétorique politico-médiatique, un système d'argumentation/séduction qui se veut en prise sur un auditoire érigé à certains moments de la vie démocratique en électorat »[48]. À partir de ces analyses textuelles, une réflexion est ensuite menée autour de ces moments, fortement ritualisés, et selon des modalités différentes des élections locales métropolitaines, qui ponctuent la vie politique réunionnaise.

Après cette initiation à un travail collaboratif, stimulé par l'apport d'échanges avec des spécialistes de la discipline, je me sentis attiré par le travail d'analyse discursive de la presse, centré sur la production du journal, correspondant à une démarche plutôt constructiviste[49]. Sans vouloir abjurer quinze années de pratique du journalisme, cette approche me permettait d'objectiver, de prendre de la distance avec mon ancien milieu professionnel, que je trahissais en quelque sorte aux yeux de certains de ses acteurs…

Pensant pouvoir mobiliser, à bon escient (?), des approches théoriques d'analyse de discours de presse, j'entrepris un travail monographique de thèse consacré au journal *Le*

---

[45] Gauthier G., 1995, « Le journalisme réunionnais considéré à partir d'un modèle du journalisme nord-américain », *Médias et communication dans un espace régional, Études de Communication*, n° 17, pp. 91-109.

[46] Mouchon J., 1995, « Polymorphie de la représentation politique dans les médias réunionnais », *Médias et communication dans un espace régional, Études de Communication*, n° 17, pp. 111-126, p. 118. Parmi les collègues missionnaires, Nicole d'Almeida collabore à la partie enseignement et recherche de la thématique « communication des organisations » des Masters.

[47] Convoquant le travail de Georges Lakoff et Mark Johnson à propos de la métaphore conceptuelle, je m'inspirai également de cet article de J. Simonin pour bâtir, dans ma thèse, la grille d'analyse du discours de presse du *Quotidien*. Lakoff G. et Johnson M. 1986, *La métaphore dans la vie quotidienne*, Paris, Ed. de Minuit, Propositions.

[48] Simonin J., 1995, « La médiatisation d'un événement public médiatisé. L'élection à la présidence du conseil général de la Réunion (avril 1994) », *Médias et communication dans un espace régional, Études de Communication*, n° 17, pp 128-144, p. 128.

[49] La lecture de l'ouvrage de référence sur le sujet de M. Mouillaud et J.-F. Tétu (1989, *Le Journal quotidien*, Presses Universitaires de Lyon) représenta une étape importante pour l'analyse du dispositif du journal.

Quotidien de la Réunion et de l'océan Indien[50]. L'objectif était de s'interroger sur le discours de ce journal comme instrument de compréhension du rôle d'un titre régional dans l'espace local. Créé au moment des « années charnières » de la départementalisation (évoquées *supra*), *Le Quotidien* a occupé une fonction d'actant dans l'émergence de l'espace public local réunionnais : du moins, notre projet était-il de le montrer, à travers l'analyse de trois séquences sur une vingtaine d'années (1976-1997), décryptées à l'aide du dépouillement de six mille numéros du journal. Ces épisodes étaient constitués par la relation médiatique de trois mouvements sociaux locaux : le premier a été le mouvement autoréférentiel (de l'histoire du journal) de soutien au journal par ses propres lecteurs, lors de difficultés financières qui risquèrent de le condamner en 1977. Le deuxième a concerné la couverture médiatique du mouvement de protestation suite à la saisie des émetteurs de Télé FreeDom en 1991. En soutenant un autre média, *Le Quotidien* confortait alors sa propre légitimité. Enfin, le troisième mouvement a été celui de fonctionnaires descendus dans la rue pour protester contre l'annonce, par le gouvernement de l'époque, de la suppression des compléments des rémunérations[51] versés aux agents des fonctions publiques exerçant dans les DOM. Le titre, plutôt favorable à cette réforme, opta alors pour un positionnement pour le moins louvoyant, ne pouvant se heurter frontalement à une partie de son propre lectorat.

Le parti-pris explicite de la démarche générale de ce travail fut donc de valoriser une lecture discursive et argumentative, de mettre en œuvre une grille d'analyse socio-sémiologique, comme outil d'exploration des prises de position d'un média local, de son insertion dans les conflits sociaux, en tant précisément qu'acteur social local. Une présentation contextuelle socio-historique tentait également de situer l'analyse.

Un cadre théorique, toujours d'inspiration constructiviste, fut élaboré autour d'auteurs travaillant également sur la médiatisation de l'événement, plus précisément sur ce que Patrick Charaudeau appelle « le processus d'événementialisation »[52]. Leurs travaux montraient comment des occurrences d'actualité pouvaient accéder, au prisme des médias, au statut événementiel[53]. Mais malgré un corpus secondaire composé de quelques entretiens, notamment avec le fondateur du titre, Maximin Chane-Ki-Chune, et malgré cet effort de contextualisation historique effectué en présentation, il manqua sans doute d'autres modèles

[50] B. Idelson, 1999, « La presse quotidienne régionale (P.Q.R), acteur social local. Analyse d'un discours de presse : le cas du *Quotidien de la Réunion* (1976-1977) », Thèse de doctorat en sciences de l'information et de la communication, s/d. J. Simonin, Université de la Réunion/Université de Provence.
[51] 53% à La Réunion.
[52] Charaudeau P., 1997, *Le discours d'information médiatique. La construction du miroir social*, Paris, Nathan/INA, Médias-Recherches, p. 105.
[53] Veron É, 1981, *Construire l'événement, les médias et l'accident de Three Mile Island*, Paris, Éd. de Minuit ; Barthélémy M., 1992, « Événement et espace public : l'affaire Carpentras », *Quaderni*, n°18, pp. 125-140 ; Quéré L., 1997, « L'événement », *Sociologie de la Communications*, *Réseaux*, Reader, CENT, pp. 413-432.

d'analyses plus sociologiques, voire ethnographiques, pour bien faire ressortir les logiques de production de l'information locale du *Quotidien de La Réunion*. Aux membres du jury de thèse qui m'en firent la remarque, j'expliquais la nécessité de distanciation qui m'avait été nécessaire pour accomplir ce travail. Venant du journalisme, j'avais souhaité éviter de produire ce qui aurait pu être perçu comme une simple restitution, spéculaire, d'une expérience « indigène ». Le travail sur corpus écrit, que j'ai poursuivi durant les années qui suivirent la thèse, a constitué en effet une sorte d'initiation, d'entrée dans un habitus « initiatique », sur lequel je reviendrai plus loin.

Ainsi, à l'issue de la thèse, deux questionnements, en rapport également avec les travaux de l'ensemble des chercheurs en sciences de l'information et de la communication (Sic) de l'équipe, prirent forme. Le premier concernait le choix d'un champ de connaissances théoriques à investir. Les quelques éléments d'initiation que j'avais pu puiser – pour bâtir une grille d'analyse de corpus de presse – au sein notamment des théories de l'argumentation et de l'énonciation, se révélaient bien incomplets, même s'ils pouvaient donner l'illusion d'une scientificité tant recherchée par les apprentis chercheurs.

Pourtant, les travaux sur les discours d'information médiatique, notamment d'inspiration foucaldienne, c'est-à-dire qui consistaient à observer les phénomènes langagiers pour y déceler la marque – et l'ordre – du social, commençaient à éclore. Les discours de la « machine médiatique », comme les désigne également P. Charaudeau,[54] étaient généralement analysés sous trois aspects ayant trait aux producteurs-énonciateurs, aux récepteurs-interprétants, et aux dispositifs ou lieux de production. Les relations d'interlocutions entre ces trois composantes y étaient également repérées. N'ayant suivi aucune formation en sciences du langage, je me sentis quelque peu découragé par cette voie, même si je participais à des travaux, émergents alors, autour de la notion de genre rédactionnel, de son hybridation qui transformait la production journalistique[55]. Ce constat conduisit ainsi à une première confrontation avec les limites, mais aussi les richesses, de ma nouvelle discipline. Le chercheur en Sic est sans doute condamné à convoquer des auteurs de plusieurs disciplines dont il n'est pas forcément issu ; il possède dans sa boîte à analyses de nombreux outils pluridisciplinaires, mais s'il peut s'en inspirer, il ne peut tous les maîtriser[56]. Néanmoins, cette position de surplomb propre à ces approches plurielles peut se révéler féconde pour appréhender des objets communicationnels dans leur complexité. Certains

[54] Charaudeau P., 2005, *Les médias et l'information. L'impossible transparence du discours,* Bruxelles, De Boeck, Médias Recherches, p. 202.
[55] Travaux impulsés, toujours au sein du Réseau d'études sur le journalisme (REJ), par Roselyne Ringoot et Jean-Michel Utard (2005, *Le Journalisme en invention*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, Res Publica).
[56] La question disciplinaire est évoquée plus longuement dans le volume 2.

chercheurs en Sic tiennent à rester dans la logique de leur discipline d'origine[57]. D'autres, plus jeunes, issus des Sic et formés par elles, ont clos ce débat depuis longtemps. Pour ma part, la question d'identité (ou de fiction identitaire ?) disciplinaire ne se posa pas, du moins au début. En tant qu'ancien professionnel de l'information, j'imaginais, bien naïvement, que l'accès aux sciences de l'information et de la communication allait être facilité : l'art du journaliste étant de produire des messages, en créant de la médiation entre ses lecteurs, auditeurs, téléspectateurs et lui, les processus communicationnels mis en œuvre pour atteindre cet objectif ne devaient pas lui être si complexes à saisir... Avec le recul et quelques expériences de recherche, je ne pense pas avoir réussi à contourner la difficulté : la découverte de ces savoirs me semble toujours ressembler à celle d'un puits sans fond.

Le deuxième questionnement, lui aussi loin d'être clos, autour de mon projet de thèse, concernait la possibilité ultérieure de généraliser les conclusions dégagées. *Le Quotidien*, pour avoir contribué à une certaine ouverture, constituait bien un élément d'analyse essentiel de compréhension du débat constitutif de l'espace public réunionnais médiatique en émergence. L'analyse concernait un titre appartenant à la Presse Quotidienne Régionale (PQR). Ce secteur constitue la grande majorité de l'activité journalistique de la presse quotidienne en France, alors que la plupart des travaux sur la presse concernaient, du moins à la période de ma thèse, des titres nationaux, parisiens. Dès lors, une double interrogation de la généralisation des conclusions était à formuler : comment tenir compte de la particularité de la sphère médiatique réunionnaise, dans un espace régional institutionnellement français, mais qui ne pouvait, de par son histoire, être appréhendé comme les autres régions françaises ? Comment également problématiser cet espace public original dont l'analyse ne pouvait correspondre à l'approche canonique du modèle habermassien, alors que l'espace public insulaire en émergence ne pouvait apparaître que fragmenté, pluriforme et ne correspondant pas au modèle universel d'un État centralisateur ? Formulé autrement, comment appliquer à la société réunionnaise, ou à d'autres territoires insulaires indo-océaniques, des analyses en sciences humaines et sociales dont les concepts ont été forgés dans des lieux aux variables socio-historiques différentes ? Comment, enfin, tenir compte de ces variables sociétales autres qui, loin d'être statiques, sont en perpétuelle évolution, parce qu'appartenant à des sociétés en mutation rapide[58] ? La Réunion, on le rappelle, n'a pas connu de période de développement industriel et est passée très rapidement, en une trentaine

[57] En présentation d'un recueil des textes qui retracent son parcours scientifique, J. Simonin se positionne comme un sociolinguiste devenu professeur en sciences de l'information et de la communication en raison d'une simple logique institutionnelle : Simonin, J, (Textes réunis par B. Idelson et G. Ledegen), 2012, *Parcours d'un sociolinguiste. Banlieue Nord de Paris/La Réunio*n, Paris, L'Harmattan, Espaces Discursifs.

[58] Wolff É. et Watin M., (s/d.), 2010, *La Réunion, une société en mutation*, Univers créoles 7, Paris, Économica Anthropos.

d'années, d'une économie reposant sur le secteur agricole, à un fonctionnement de société du tertiaire. Ainsi, les travaux en SHS sur La Réunion apparaissent-ils très récents (une trentaine d'années) et une sociologie de ce territoire (à forger avec des outils théoriques, des variables et des indicateurs à adapter) n'en était, il y a une quinzaine d'années, qu'à ses balbutiements[59]. Convoquant la notion bourdieusienne de champ scientifique, Michel Beniamino, anciennement chercheur au LCF, a montré comment une communauté scientifique s'est formée, des sociétés savantes réunionnaises du XIXe siècle aux premières thèses de doctorat des années 1960 et 1970[60]. Ce processus aboutit à la création en 1970 d'un centre universitaire rattaché à l'Académie d'Aix, puis d'une université de plein exercice en 1982 (l'Académie de La Réunion est créée en 1984)[61].

Par ailleurs, d'autres terrains (décrits *infra*) liés à la sphère médiatique, mais n'y appartenant pas entièrement, me conduisirent à m'intéresser à de nouveaux acteurs producteurs ou récepteurs « ordinaires » de l'information ; ces approches permirent ainsi de se dégager d'un média-centrisme quelque peu prégnant dans mes premiers travaux. Le passage de l'étude des médias à celle des médiations (évoqué également dans le volume 2) élargit le champ d'exploration et de compréhension de l'espace public local.

Un parcours scientifique est en général lié à un parcours institutionnel. Après la thèse et la qualification, j'eus l'opportunité de pouvoir candidater et d'être recruté à l'Université de la Réunion sur un poste de maître de conférences. Je possédais déjà une expérience pédagogique de quelques années, mais dans le domaine de l'enseignement professionnalisant[62]. J'allais désormais pouvoir me consacrer à l'enseignement et à la recherche à plein temps, ce qui ne se fit pas sans tensions : la disponibilité psychologique que nécessite la recherche était souvent parasitée par l'engagement pour les cours de journalisme que je continuais à dispenser ainsi que par ma participation à la gestion administrative de la filière, notamment de la partie « médias, presse, multimédias », devenue par la suite l'option « Journalisme »[63]. Au fil des ans, j'aspirais alors à réinvestir, dans mon

---

[59] Signalons tout de même les travaux précurseurs de Jean Benoist : 1983, *Un développement ambigu. Structure et changement de la société réunionnaise*, Saint-Denis de La Réunion, Fondation pour la recherche et le développement dans l'océan Indien (FRDOI).

[60] Beniamino M., 1999, « De l'interprétation publique de la réalité à l'Ile de la Réunion », *Journal des anthropologues*, n° 79, pp. 115-137, [En ligne, consulté le 3 novembre 2013, URL : http://jda.revues.org/3107]

[61] Site de l'Université de La Réunion : http://www.univ-reunion.fr/luniversite/presentation

[62] J'ai exercé en tant que professeur associé en sciences et techniques (Past), puis Attaché temporaire de recherches (Ater) à mi-temps, parallèlement à mon activité journalistique.

[63] Cette tension entre logiques de recherche et logiques de productions journalistiques, liée notamment aux différences de temporalités, de routines, et somme toute, de rapport au social et à son appréhension, est décrite et analysée dans le volume 2. On peut néanmoins l'illustrer ici par la difficulté d'animer un cours pratique en L3 intitulé « Rédaction du portrait journalistique » et d'analyser en même temps, d'un point de vue discursif et historique, ce genre particulier (voir également dans le vol. 2, Wrona A., 2012, *Face au portrait. De Sainte-Beuve à Facebook*, Paris, Hermann, Cultures numériques).

enseignement, les résultats de la recherche sur le journalisme, ce qui ne fut pas toujours aisé, car la partie professionnalisante du master nécessitait un profil d'enseignant journaliste praticien plus que chercheur. Le recrutement à mi-temps d'un Past journaliste me permit de poursuivre le processus entamé d'acculturation à la recherche. Je pris conscience, et c'est là une belle contrepartie à la difficulté de l'entreprise scientifique, que les travaux pouvaient s'empiler, peu à peu, comme les parties d'un édifice de savoir à transmettre aux étudiants, consolidant les approches, se régénérant, à l'inverse de la production journalistique tellement éphémère. Par exemple, l'expérience de récolte de la biographie de Jean Vincent-Dolor, ses résultats et son interprétation prenaient toujours davantage de sens au fur et à mesure que l'équipe à laquelle j'appartenais, désormais à part entière, produisait de la connaissance sur la société créole réunionnaise. J'ai alors été confronté, comme d'autres, au problème de la conciliation entre les exigences des enseignements en journalisme et celles de la recherche sur les médias, posture relevant parfois de la schizophrénie. Une mission, dans le cadre d'un programme européen d'enseignement Erasmus, me permit de rencontrer quelques collègues de l'équipe du département de communication dirigé par Gérard Derèze de l'Université catholique de Louvain-la-Neuve en Belgique. J'ai pu observer comment était organisée l'École de Journalisme de ce même département. Son directeur, Benoît Grévisse, journaliste devenu chercheur en communication parvenait à harmoniser, grâce à une dimension réflexive, enseignements professionnels en journalisme et analyse critique de cette pratique. Sa réflexion est étayée par les travaux menés par Marc Lits sur le passage du récit en général au récit médiatique (au sein de l'observatoire du récit médiatique) – modèle, inspiré de Paul Ricœur se transformant avec le numérique en « hypernarratologie »[64]. Dans cette lignée, B. Grévisse s'intéresse également au journalisme narratif ou au *story telling*[65].

Nous sommes au début des années 2000. Le premier numéro de la collection « Univers Créole » lancée par Michel Watin et à laquelle collaborent les chercheurs du LCF (alors UMR 6058 du CNRS), vient d'être publié[66]. L'ouvrage propose un état des savoirs théoriques dans le champ de la communication, appliqué à des terrains réunionnais. Plusieurs contributions sont ainsi signées par deux chercheurs, l'un extérieur, généralement spécialiste d'un domaine particulier d'approche communicationnel, l'autre, local, et qui présente ses travaux d'une manière plus contextualisée. L'introduction annonce clairement l'ambition de mettre en œuvre dans des aires créoles des théories et des concepts communicationnels, pris comme repères, ainsi que des méthodologies propres. Les chercheurs considèrent que ces

[64] Lits M., 2012, « Quel futur pour le récit médiatique ? », *Questions de communication*, n° 21, pp. 37-48, p. 47.
[65] Grévisse B., 2008, *Écritures journalistiques. Stratégies rédactionnelles, multimédia et journalisme narratif*, Bruxelles, De Boek, Info Com.
[66] Watin M., (dir), 2001, *Communications et espace public*, Univers créoles 1, Paris, Anthropos.

sociétés excentrées de la France continentale (l'ouvrage concerne La Réunion et les Départements français d'Amérique), de par leur dimension géographique et leur histoire relativement courte, constituent des terrains d'observation du social particulièrement fertiles pour comprendre les effets d'ouverture et de mondialisation provoqués par l'irruption de ce que l'on appelle alors les nouvelles technologies de l'information et de la communication. « On peut même avancer que la taille et la particularité des sociétés créoles offrent des conditions d'observation et d'étude tout à fait exceptionnelles qui peuvent contribuer à une meilleure compréhension de sociétés plus vastes » écrit M. Watin, toujours dans les propos introductifs[67].

Trois chapitres de l'ouvrage sont consacrés aux médias réunionnais, l'un, signé par J. Simonin est intitulé « Discours, interactions sociales et communications médiatisées »[68], un autre, de Serge Proulx et Éliane Wolff traite de « La réception sociale de la télévision »[69], et, avec Érik Neveu, je co-signe celui qui établit le lien entre « […] médias de masse et journalisme »[70]. L'histoire y est convoquée pour analyser les transformations médiatiques et la place des médias d'information dans les processus communicationnels au sein de l'espace public.

Peu à peu, j'ai pu cerner ainsi le champ de connaissance dans lequel j'allais pouvoir exercer ma recherche, même s'il m'a fallu beaucoup de temps – avant que sa délimitation ne soit davantage affinée. Je compris plus tard, et somme toute assez récemment, qu'il me fallait associer des cadres théoriques, des approches, des méthodologies et des terrains pluriels. Ce qui commençait à se dégager, c'est qu'il semblait possible d'aborder la thématique des médias d'information dans l'océan Indien par une approche ternaire : la dimension historique (de l'ordre des structures), l'analyse socio-discursive (des produits), et l'approche biographique (les acteurs producteurs).

Au sein du laboratoire LCF, É. Wolff orientait ses recherches vers les publics ainsi que vers la réception et l'usage des médias, autour de l'objet télévisuel ; elle s'intéressait notamment aux contenus et à la réception des médias et des TIC en lien avec la culture juvénile. Dans le sillage de Marc Augé, une anthropologie de la communication a pu être ainsi rapatriée sur des terrains réunionnais (par exemple avec les études du public ordinaire de radio FreeDom, et d'une manière plus générale, avec J. Simonin, sur les *communautés interprétatives*, notion empruntée aux *Cultural Studies*)[71]. Venant de l'anthropologie urbaine,

---

[67] *Idem*, p. V.
[68] *Ibidem*, pp.81-102.
[69] *Ibid.*, pp. 129-156.
[70] *Ibid.*, pp. 103-128.
[71] - Augé M., 1994, *Pour une anthropologie des mondes contemporains*, Paris, Aubier.

M. Watin, quant à lui, posait les bases théoriques d'une « homologie entre espace communicationnel et espace urbain » et dirigeait ses recherches vers les réseaux liés aux Technologies de l'Information et de la Communication (TIC), toujours à partir du terrain réunionnais[72].

Ce n'est qu'au moment du projet d'HDR, que je réalisai qu'il manquait à mes travaux une réflexion épistémologique sur la nature et l'inscription des études sur le journalisme dans lesquelles je me situais véritablement. Cette réflexion s'insère d'ailleurs dans un questionnement plus général, entrepris par N. Pélissier dans sa propre HDR, portant sur l'existence éventuelle d'un champ scientifique autour d'un savoir académique sur le journalisme qui, en France, n'apparaît pas organisé comme les *Journalism studies* anglo-saxonnes[73].

Ayant pris (enfin) du recul par rapport à mon ancien milieu professionnel (avec qui je restais néanmoins en contact par la formation en journalisme que je coordonnais), j'éprouvais le besoin de rencontrer à nouveau les acteurs des médias, les journalistes, sur leur lieu d'exercice, de comparer les situations et les terrains. Dans le cadre de différents programmes de recherche du laboratoire LCF, j'investis de nouveaux espaces indo-océaniques. Mais, on ne se sépare pas d'un habitus professionnel forgé durant plusieurs années. Je partis « enquêter » dans la zone régionale à Maurice, Madagascar, aux Seychelles et dans l'Archipel des Comores (Mayotte, Anjouan, Grande Comore), un peu comme on se lance dans un grand reportage. L'avantage d'une telle posture, d'un tel réinvestissement de routine journalistique, fut la facilité et la rapidité des contacts que je pus obtenir dans des contextes tendus (par exemple où il est difficile d'échapper au contrôle officiel de certains États réticents à laisser libre un chercheur français s'intéressant aux médias). La difficulté fut de trouver le bon positionnement, d'arriver à établir la bonne distance, de se rapprocher

---

- Simonin J., Wolff É., 2009, « Communauté interprétative et analyse de discours. Pour une anthropologie empirique de la mondialisation », *Les sciences de l'information et de la communication à la rencontre des* Cultural Studies, (s/d.) F. Albertini et N. Pélissier, Paris, L'Harmattan, Communication et Civilisation, pp. 215-229.

[72] Watin M., 2002, « De l'homologie entre espace communicationnel et espace urbain. Espace(s) public(s), réseau(x), flux et citoyenneté », Habilitation à Diriger des Recherches, (dir.) J. Simonin, Université de La Réunion

- 2005, *Les espaces urbains et communicationnels à La Réunion. Réseaux et lieux publics*, Paris, L'Harmattan, coll. Villes et Entreprises. É. Wolff et M. Watin dirigent actuellement leurs recherches vers le web de la migration réunionnaise, interrogeant la notion de diaspora réunionnaise, ou de migrants connectés, après avoir réalisé une monographie du site « Réunionnais du monde » et participé au programme international « e-Diasporas ».

[73] Pélissier N., 2005, *Écrire sur le journalisme : étude de la dispersion d'un savoir scientifique (1937-2005)*, mémoire d'HDR, Université de Nice Sophia Antipolis. Le travail repose sur un corpus d'entretiens de 36 chercheurs questionnés sur leur approche du journalisme. L'ouvrage du même auteur *op. cit.* en reprend les grandes lignes.

davantage du travail d'ethnographe de rédactions que de la visite confraternelle[74]. L'essentiel, cependant, fut de pouvoir récolter dans le temps matériel imparti des données pouvant être réinvesties dans la recherche collective. Les perspectives anthropologiques que présente l'approche comparative de médias au sein d'un espace régional constituèrent alors un axe théorique fort, développé à nouveau par les chercheurs locaux dans un travail ayant pour objet le traitement médiatique de la visite, en 1989, du pape Jean-Paul II dans l'océan Indien[75]. L'objectif était de comprendre comment un événement médiatique se construisait, à travers les médias, dans des aires périphériques (Réunion, Maurice, Madagascar) d'un centre européen, territoires hétérogènes mais ayant partagé une même histoire coloniale. J'y dressai un état des lieux contextualisé et comparé des médias réunionnais et malgaches, rappelant l'histoire respective des médias des deux îles, et dégageant les procédés journalistiques mis en œuvre par les producteurs médiatiques. Cette visite eut un retentissement important, occupa les espaces publics médiatiques d'une manière « cérémonielle »[76]. Ce travail aboutit à une prise d'une conscience, en termes de posture de recherche. Ayant, en tant que journaliste et responsable d'une rédaction, participé à la couverture médiatique de cette visite à La Réunion (qui avait mobilisé alors une grande partie de la population et des centaines de journalistes français et internationaux), je me retrouvais une décennie plus tard à observer et analyser minutieusement un vaste corpus de la période, dans lequel figuraient mes propres articles de presse. Je pointais ainsi, par l'expérience de la recherche, la différence fondamentale du rapport au temps de l'événement du chercheur et du journaliste.

D'autres chantiers de recherche s'ouvriront ensuite. Ils s'inséreront dans différents programmes, toujours dans la dynamique du laboratoire LCF, ainsi que dans celle du Réseau d'Études sur le Journalisme (REJ) rejoint à partir de 2002. Ce regroupement (non institutionnel) de chercheurs issus d'horizons géographiques divers (Mexique, Brésil, France, Canada) commençait, au sein de programmes, à s'intéresser aux mutations des industries de l'information dans l'espace local et régional à l'heure d'internet. Un pôle « Réunion » du REJ fut constitué (composé de J. Simonin, É. Wolff et de moi-même) et des échanges réguliers permirent, autour de la thématique de la recherche sur le journalisme, une ouverture internationale de l'ensemble des travaux des membres. L'esprit convivial qui y régnait – des

[74] Ces aspects liés aux postures de recherche en journalisme sont abordés dans le volume 2.

[75] Simonin J., (s/d.), 2002, *Communautés périphériques et espaces publics émergents. Les médias dans les îles de l'Océan Indien*, Paris, L'Harmattan, Communication et Civilisation. Nous revenons sur cette approche théorique *infra*.

[76] Dayan D., Katz E, 1996, *La Télévision cérémonielle*, Presses Universitaires de France, Paris. Daniel Dayan participa d'ailleurs à ce programme : Dayan D. 2002, « Modeler le visage d'un groupe. Télévision en direct et casting hagiographique », *in* J. Simonin (s/d.), *Communautés périphériques et espaces publics émergents*, *op. cit.*

chercheurs se réunissaient sans autre enjeu que de se retrouver pour confronter leur expérience de recherche autour d'objets ou de programmes communs – fut pour moi l'occasion d'échapper à l'endogamie scientifique dont souffre parfois notre petite équipe de chercheurs isolée dans l'océan Indien, à 10 000 km de la métropole. La découverte d'aires de recherche différentes sur le journalisme fut également féconde[77].

Les différents colloques et séminaires auxquels je pus participer à l'extérieur de l'île, comme ceux que le Laboratoire LCF organisa à La Réunion[78], furent également l'occasion de rencontres intéressantes qui me firent prendre conscience de l'importance de l'interaction humaine dans le processus de construction de la recherche et de son propre savoir.

2/ Entre empiries et postures théoriques, des tentatives de « bricolage savant »

Le parcours scientifique décrit ici côtoie donc un autre parcours – professionnel – qui se situe en dehors du champ académique. Il a été ponctué de paliers, de prises de conscience objectivantes, à propos de la pratique journalistique. La thèse en a bien sûr constitué une étape (symbolique) importante. Ma rencontre avec J. Simonin, qui la dirigea, fut également déterminante. J. Simonin, comme indiqué *supra*, revendique une identité de sociolinguiste qu'il s'est forgée en s'imprégnant des courants interactionnels issus de la microsociologie nord-américaine d'auteurs tels Erving Goffman, de l'ethnométhodologie d'Harold Garfinkel, ainsi que de l'ethnographie de la communication de Dell Hymes ou de John Gumpers (il a participé à la traduction française de ce dernier). Il s'intéresse donc au langage et aux communications sociales, à partir de deux terrains de départ, l'école et l'urbain, qu'il étend, notamment à partir de sa nomination à La Réunion, aux médias[79]. Loin du structuralisme bourdieusien, l'analyse du lien entre le langage et les situations de communication constitue ainsi une part importante de son travail. Mais confronté au terrain réunionnais, qu'il

[77] Par exemple, la découverte de la situation bien particulière d'un pays comme le Brésil, où l'exercice du journalisme était régi (ce qui n'est plus le cas depuis peu) par l'obligation d'un diplôme en journalisme de l'université fut riche de perspectives comparatistes : Le Cam F., Ruellan D., 2004, « Professionnalisme, professionnalisation et profession de journaliste au Brésil, en France et au Québec : un essai de comparaison », *in* Legavre J.-B., (dir.), *La presse écrite : objets délaissés*, Paris, L'Harmattan, Logiques politiques, pp. 53-69.

[78] Voir *curriculum vitæ infra*. Dans la zone océan Indien, le colloque « *Media and Democracy* » organisé par l'Université de Maurice réunissant plusieurs dizaines de chercheurs de l'Afrique de l'Est et du Sud et de l'Est ainsi que des îles de l'océan Indien fut un moment fort de réunion laissant entrevoir de vastes perspectives de recherche, malgré les difficultés structurelles liées aux échanges entre des aires géographiques pourtant proches : Kasenally R., Bunwaree, S., (éds), 2005, *Media and Democracy in an age of transition (17-18 mai 2004),* Organization for Social Science Research in Eastern and Southern Africa (OSSREA) Mauritius Chapter, University of Mauritius.

[79] Il est le co-auteur de l'ouvrage de référence : C. Bachmann - J. Lindenfeld - J. Simonin, 1993, *Langage et communications sociales*, Paris, Didier. Au sein de la SFSIC, J. Simonin a également participé avec J. Mouchon, J.-F. Tétu (et d'autres) au lancement du Groupe de recherche sur l'analyse du discours de médias (GRAM).

considère, reprenant la formule de l'école de Chicago, comme un « laboratoire social »[80], J. Simonin va consolider, au sein du laboratoire LCF, les recherches sur les espaces créoles et francophones de l'océan Indien, dans lesquelles est incluse l'analyse des discours médiatiques.

Cette confrontation avec différentes approches et disciplines, structurales ou interactionnistes, macrosociologiques ou microsociologiques, communicationnelles, linguistiques, créolistiques, littéraires, ou éducationnelles, me passionna, mais elle fut également à l'origine de doutes. Si des objets communs – les sociétés créoles indo-océaniques – nous réunissaient, il allait falloir se situer et se positionner davantage par rapport à leur problématisation. Le travail socio-sémiologique effectué surtout autour du texte à propos de la production médiatique d'un journal (*Le Quotidien*) me fit entrevoir ce que pourrait signifier une telle spécialisation. Dans cette approche, le discours de presse est considéré comme partie d'une « sémiosis sociale », pour reprendre l'expression d'E. Veron[81], c'est-à-dire comme permettant de lire les éléments du débat qui prenait forme au sein de l'espace public réunionnais. J'ai hésité alors à me diriger, sur les pas de J. Simonin, vers une approche socio-sémiotique et pragmatique, en me focalisant davantage sur l'implication des sens des signes dans les interactions sociales au sein de la sphère médiatique. Il m'aurait fallu m'orienter davantage vers cet immense champ de connaissance de la sociolinguistique. Le chemin me parut long et ardu, tandis qu'au REJ, je rencontrai des chercheurs en sciences de l'information et de la communication qui se rejoignaient, malgré leurs différences d'origine disciplinaire, autour des études sur le journalisme, et surtout ne se focalisaient pas uniquement autour de l'analyse de texte mais s'intéressaient à d'autres dimensions du journalisme, notamment à celle des acteurs : analyse de discours et de dispositifs (Jean-Michel Utard, Roselyne Ringoot), sociologie des professionnels (Denis Ruellan, Florence Le Cam), etc. La question de la genèse d'un savoir sur le journalisme en France fut ensuite problématisée par Nicolas Pélissier[82]. J'éprouvais également le besoin de ne plus me limiter à l'analyse des produits, objets ou dispositifs médiatiques et souhaitais retourner sur le terrain, à la rencontre des acteurs (pas forcément des seuls producteurs d'ailleurs). Ce faisant, je me retrouvais également confronté, auprès des professionnels, à la nécessité de maîtriser des outils d'analyse de leur parole ; cet aspect est abordé dans la présentation de l'approche sociobiographique du volume 2.

---

[80] Simonin J., 1995, « La médiatisation d'un événement public médiatisé. L'élection à la présidence du conseil général de la Réunion (avril 1994) », *op. cit.*, p. 11.
[81] Veron E, 1987, *La Sémiosis sociale. Fragments d'une théorie de la discursivité*, Presses universitaires de Vincennes, Sciences du langage.
[82] Pélissier, *op. cit.* Voir également volume 2.

J'ai été également influencé par la dimension compréhensive qui présidait à une nouvelle recherche de C. Lemieux[83], effectuée dans quelques rédactions nationales, et qui me parut féconde, bien qu'issue d'un corpus, somme toute, réduit et limité. Elle s'intéressait à la justification commune des journalistes, en tant que groupe professionnel, de leurs routines de production, ainsi qu'au sens qu'ils donnaient à leurs actions. La notion de « grammaires professionnelles », proposée par l'auteur, put être réinvestie dans plusieurs travaux réalisés avec des étudiants sur le terrain réunionnais.

D'autres interrogations prirent alors forme, relevant d'une esquisse de théorie de terrain, développée également dans le volume 2. La question du positionnement de chercheur au sein d'un milieu familier occupa une place centrale du travail : quelques lectures entreprises, grâce à la fréquentation de collègues de sciences de l'information et de la communication formés à l'anthropologie et à l'ethnologie, me permirent de nourrir ma réflexion. Par exemple, le parcours de recherche, pour le moins peu ordinaire, d'une anthropologue empirique comme Jeanne Favret-Saada, dont je me souvenais de l'influence à l'Université de Vincennes mais dont je n'avais pas lu les travaux à l'époque, attisa ma curiosité. Chez elle, le rapport entre théories et terrains, implication personnelle et nécessité d'objectivation face au milieu étudié, semblait en perpétuelle dynamique. Chaque situation de recherche était propre. Toute codification pouvait être remise en cause, y compris contre les usages académiques. La temporalité de la recherche ne comptait pas, J. Favret-Saada continuait à tirer matière de son terrain, quarante années plus tard, après que les pratiques de sorcellerie eurent disparu du bocage normand sous l'effet des transformations démographiques de cette région et qu'elle fut devenue elle-même psychanalyste thérapeute[84].

Et enfin, surtout, la théorisation effectuée sur son terrain n'avait été possible que grâce à une subjectivation, revendiquée et nécessaire, une immersion quasi complète auprès des enquêtés (elle est venue habiter avec sa famille dans un village de Mayenne en 1969), alors que cette proximité était alors considérée comme un écueil nuisant au travail ethnographique. J. Favret-Saada a montré combien, au contraire, la posture du chercheur indigène pouvait être féconde, qu'elle permettait de voir ce qui n'était pas visible à l'anthropologue tel qu'on se le représente, qu'il n'était pas forcément nécessaire de planter sa tente dans une contrée lointaine, mais que la pratique ethnologique pouvait s'exercer dans son propre pays, auprès d'acteurs qui parlent la même langue. Elle a également battu en brèche cette idée que le chercheur sur le terrain, muni de son carnet de bord et de ses outils

[83] Lemieux C., 2000, *Mauvaise Presse*, Paris, Métaillié.

[84] Avec toujours l'emploi d'un même registre d'écriture précis et rigoureux : Favret-Saada J., 2009, *Désorceler*, Paris, éditions de l'Olivier (paru 32 ans après *Les Mots, la Mort, les Sorts. La sorcellerie dans le Bocage,* voir bibliographie du vol. 2).

d'observation affûtés en laboratoire, devait contrôler la situation, dans la temporalité de la recherche que lui octroyait l'institution dans laquelle il travaillait[85]. Ainsi, c'est en devenant elle-même actrice, parmi d'autres à qui elle donna en quelque sorte une voix, qu'elle conduisit sa recherche sur un temps long, ce qui lui permit de formuler plus tard des conclusions plus génériques sur le caractère universel de la fragilité des rapports entre les êtres humains, de leur façon de supporter, ou non, le lien social, et de la peur, face à l'adversité de l'existence, éprouvée par chacun d'eux[86]. Ce constat d'universalité n'est pas effectué au niveau des structures (comme dans l'anthropologie de Claude Lévi-Strauss), mais à celui des manières d'être, en l'occurrence ici d'être affectés par divers malheurs, des individus de toute société, proche ou lointaine. La découverte de cette façon d'enquêter, innovante, et en rupture, pour les sciences sociales de l'époque, me permit de réfléchir à la complexité de mon propre rapport au terrain journalistique. J. Favret-Sadaa avait pu appréhender les mécanismes de la croyance en la sorcellerie, parce que précisément, elle ne s'était pas comportée en ethnologue « classique », du moins après avoir réalisé que la pratique ethnographique habituelle qui aurait consisté à continuer à aller enquêter auprès des médecins, curés, notables, etc., ne la mènerait pas à cette connaissance fine du milieu étudié. Il fallait faire fi des représentations que ces derniers formulaient à propos des paysans normands (« ils sont arriérés, leurs histoires sont fantasques », etc.). La seule solution consista alors, pour elle, à être au côté des enquêtés en prenant part à leur mode de relations sociales ; les croyances qu'elle observait constituant un mode de relations sociales, régulant ou dérégulant le lien autour de conflits de proximité[87].

La comparaison est sans doute hasardeuse, mais les stéréotypes et les idiotismes émanant parfois du milieu académique à propos des[88] journalistes (qui existent également dans la sphère journalistique vis-à-vis du monde universitaire) m'incitaient, intuitivement, à essayer d'en comprendre les origines et le fonctionnement, lesquels débouchaient souvent sur des incompréhensions, voire des tensions, mutuelles.

La figure de Robert Park, fondateur de l'école de Chicago, compta également. Un journaliste devenu sociologue, assez tardivement dans sa vie, et qui propose de considérer

---

[85] Devant la famille Babin (nom qu'elle lui attribue pour garantir son anonymat) auprès de qui elle enquête, et qui la prend pour une désorceleuse, elle comprend rapidement qu'il lui faut se départir de son statut d'ethnologue et, sinon occuper entièrement la place qu'on lui désigne, du moins adopter une posture d'écoute attentive, et accepter un autre rôle, thérapeutique, que celui normalement assigné au chercheur. Ce qui ne l'empêche pas, une fois rentrée chez elle, de cautionner avec minutie le fruit de ses observations.

[86] J. Favret-Saada, retrace les étapes du travail de toute une vie devant des étudiants, lors d'une conférence filmée au Centre des sciences cognitives de Neuchâtel : [En ligne, consulté le 6 juillet 2013 : http://www.youtube.com/watch?v=ckYh-BtVBjg]

[87] Ce point est également développé dans le vol. 2.

[88] Souligné par nous. N. Pélissier se livre également à l'analyse des « relations problématiques » entre chercheurs et professionnels des médias, *op. cit.*, p. 188.

l'information de presse comme une forme de connaissance, y compris intuitive, ne pouvait que m'interpeller dans cette quête (initiatique ?) d'acculturation scientifique[89].

La relation de l'expérience peu commune de recherche de Nels Anderson, élève de R. Park, ayant appartenu à ce que l'on a appelé la première génération de l'école de Chicago fit également partie des lectures de ce courant sur lesquelles je me suis arrêté. Si J. Favret-Saada s'éloigne physiquement de la sphère académique pour élire domicile à proximité du lieu de son enquête (elle n'investigue pas, cependant, dans le village où elle réside), Anderson suit le chemin inverse, il échappe à son milieu de Hobos en frappant à la porte de l'université, puis y retourne en l'étudiant. Les Hobos sont des sans-abris qui se déplacent le long des voies, au fur et à mesure de la construction du chemin de fer étasunien, et N. Anderson va enquêter auprès de cette population, importante à Chicago, dont il est issu. Son travail deviendra une enquête de référence d'ethnologie urbaine de l'entre-deux-guerres de l'école de Chicago. Au départ, ses recherches sont dénuées de véritable procédure méthodologique, mais au fil du temps, il saura construire un savoir ethnographique, au cours d'un long parcours résumé dans l'autobiographie figurant dans une édition ultérieure de son ouvrage consacré aux Hobos[90]. Son approche bien particulière et empirique du terrain peut être considérée comme un « outil pour l'enseignement de l'enquête », ainsi qu'une « reconnaissance pour la débrouille en sociologie »[91].

Les premiers membres de l'école de Chicago (à partir des années 20) ont mené une réflexion méthodologique pionnière à propos du travail de terrain, (*field work*), réflexion par la suite enrichie par Everett Hughes et quelques autres, puis, par Erwin Goffman, ou encore Howard Becker[92], qui ont été ses élèves et qui ont proposé des façons pragmatiques d'observer des situations de travail ou d'interaction entre des acteurs.

D'autres approches ethnographiques – issues de ce même courant nord-américain – ont pu également nourrir mon essai de théorisation de la méthode sociobiographique, telles que les récits de vie d'Indiens d'Amérique (Paul Radin et Leo Simmons), ou les trajectoires de vie des paysans polonais émigrés aux Etats-Unis (William I. Thomas et Florian Znaniecki), ou celles d'une famille issue des quartiers pauvres de Mexico (Oscar Lewis) ,

---

[89] Park R., 1940, « News as a Form of Knowledge», *American Journal of Sociology*, n° XLV, pp. 669-686 (trad. française, 2008, *Le journaliste et le sociologue*, présentation G. Muhlmann, E. Plenel, pp. 66-89).

[90] Anderson N., 1993, *Le Hobo, sociologie du sans-abri*, Paris, Armand Colin (traduction de la première édition de 1923) ; voir volume 2. Venant du journalisme, j'ai éprouvé la nécessité de rupture avec le « groupe » de même que le « passage » dans le champ académique fut considéré comme un préalable important. L'originalité de la situation d'Anderson est que ce n'est qu'après avoir réalisé, en tant que Hobo, son enquête sur les Hobos, qu'il est devenu ethnologue (voir également vol. 2).

[91] Aborio A.-M., Fournier P., 1993, « Pourquoi lire Le Hobo aujourd'hui ? », préface, *Le Hobo, sociologie du sans-abri*, *idem*, pp. 3-21, p.9.

[92] La clarté de Howard Becker (convoqué à plusieurs endroits du volume 2) lorsqu'il parle des questions que se pose tout chercheur en sciences sociales m'a été d'une aide précieuse.

ou encore, toujours en illustration de cette vaste tradition américaine d'ethnographie urbaine qui se perpétue plus d'un demi-siècle plus tard, celle de travailleurs vagabonds des années 70 (Harper Douglas)[93].

Le lien entre cette littérature anthropologique (ici ethnographique) et mes propres questionnements de chercheur en sciences de l'information et de la communication, travaillant sur le terrain des rédactions, s'effectua logiquement. Il faut reconnaître que l'écriture et l'approche de quelques sociologues américains, par leur aspect concret, leur pragmatisme et leur accessibilité me parurent séduisantes[94].

Cependant, je me retrouvais bien vite dans cette même perplexité de recherche : comment articuler des situations individuelles, conjoncturelles, avec une visée plus globalisante et structurelle ? Comment analyser des phénomènes de médiatisation des problèmes publics sans surdéterminer le rôle des médias ? Comment, à partir de la parole ou de l'expérience propre d'un individu, au sein d'un groupe, dégager des caractères constants du fonctionnement de ce groupe, ou encore, comment à partir de micro-situations, accumuler du savoir plus général sur le fonctionnement d'un ensemble social ? J'ai d'abord opté pour une approche volontairement « oscillante » entre plusieurs grands paradigmes en apparence inconciliables. Mais cela m'a obligé par la suite à tenter de justifier les grands écarts théoriques qui pouvaient ressortir de la convocation de tel ou tel auteur. Cette posture dialogique me guida. Par exemple, pour mener l'étude sur les journalistes indo-océaniques[95], je me suis servi de la notion *d'allants de soi* de l'ethnométhodologie de Harold Garfinkel[96]. Cet emprunt, appliqué à une phénoménologie des médias, m'a paru très utile pour comprendre un certain nombre de routines journalistiques partagées souvent non explicitement par l'ensemble des membres de ce groupe. Mais la nécessité de recourir à une sociologie qui s'intéressait également aux interactions entre les agents, comme reliés,

---

[93] Radin P., 1926, *Crashing Thunder : The Autobiography of an American Indian*, New York, D. Appleton and Co.
- Simmons Leo (éd.), 1942, *Sun Chief, the Autobiography of a Hopi Indian, New Haven, Yale University Press,* [trad. française : Talayesva Don C., [*Soleil Hopi, l'autobiographie d'un Indien Hopi,* Leo W. Simmons (éd.), Paris, Plon, 1959].
- Thomas W.I., Znaniecki F., 1918, *The Polish Peasant in Europe and America, 5 vol.*, New York, Alfred A. Knopf.
- Lewis O., 1959, *Five Families: Mexican case Studies in the Culture of Poverty*, New York, New York Basic Books Inc.
- Harper D., 1980, *Good company* , Chicago, University of Chicago Press.

[94] Nous évoquons Antoine Hennion à ce propos, en volume 2, lorsqu'il oppose les approches des deux continents (l'Europe et les États-Unis) : Hennion A., 1990, « De l'étude des médias à l'analyse de la médiation », *Médiapouvoirs*, n°20, pp. 39-52, p. 39.

[95] Idelson B., 2008, *op. cit.*

[96] Garfinkel H., 2007, *Recherches en ethnométhodologie*, Paris, Presses Universitaires de France, Quadrige Grands textes, p. 45.

comme les pions d'un jeu d'échecs, au sein des structures (sociétales indo-océaniques), me dirigea également vers Norbert Elias[97]. La question du positionnement théorique se posa alors. Devait-il se situer dans la tradition pragmaticienne meadienne et dans celle de l'école de Chicago (terme trop vague eu égard à l'hétérogénéité de pensée des auteurs qui en sont issus) ? Fallait-il focaliser l'observation sur l'unique relation de l'individu au groupe ? Mais, dans ce cas, comment en tirer des traits génériques à d'autres groupes ? Comment aboutir à une généralisation conceptuelle ? J'optais alors pour une démarche entièrement inductive qui, à partir d'études de cas (monographies, études d'événements médiatisés, récits de vie, ethnographies de rédaction, etc.), n'allait pas obstinément chercher à monter en généralité, mais comprendrait quand même, avec une visée comparative, l'examen d'autres situations et d'autres terrains d'enquête. Au sein des études sur le journalisme, je me positionne toujours de la sorte.

Auteur de la préface à l'ouvrage de N. Pélissier précédemment cité, François Demers évoque, à propos de la partie française de ces études, « un domaine scientifique en formation », qui « n'apparaît pas encore comme un véritable " champ scientifique " au sens de Pierre Bourdieu, ce qui autorise le chercheur à proposer des pistes en vue d'une meilleure structuration du domaine qu'il étudie »[98]. Notre proposition d'approche sociobiographique au sein des études sur le journalisme se présente, pour le moment, comme un outil et un montage *ad hoc* pour lire des situations ayant trait à l'activité journalistique dans des contextes donnés.

Les empiries qui constituent ces terrains, confrontées à mes lectures qui tentent de s'en accommoder, tiennent ainsi du « bricolage savant » pour parcourir le chemin qui mène de constatations concrètes à une certaine montée en abstraction. Cette expression est empruntée à Gérard Derèze, dans sa reprise de la posture « d'empirisme irréductible » défendue par Olivier Schwartz, précisément dans la postface de l'édition française du Hobo[99]. Dans cette immersion (parfois immersion/fusion) avec les terrains, il s'agit d'abord de ne pas chercher à tout prix une validité scientifique aux données recueillies. Mais, l'absence de modèle rigide d'enquête ne dispense pas d'acquérir ce que Schwartz nomme une « conscience » de la recherche, c'est-à-dire « un capital d'exigences méthodologiques »,

---

[97] Elias N., 1939, *La société des individus*, Paris, Librairie Arthème Fayard, [1987, 1991] ; ces questionnements sont développés dans le volume 2.
[98] *Op. cit.* p. V-VI.
[99] - Derèze G., 1995, « À propos de " L'empirisme irréductible ", Relecture de la postface d'Olivier Schwartz (1993) au livre de Nels Anderson, *Le Hobo. Sociologie du sans-abri* (1923), *Recherches en communication*, n° 3, pp. 209-225.
- Schwartz O., *op. cit.* Voir également volume 2.

qui contraint le chercheur à « critiquer (et) évaluer ses résultats »[100]. La réflexion porte sur les conditions de l'enquête, sa situation, l'interprétation de ces données et leur restitution dans les champs académiques, scientifiques et sociaux. Une telle posture permet de découvrir certaines évidences de ce qui se donne à voir – ou qui se dissimule en nous en apprenant tout autant. Elle permet d'avancer dans la connaissance des espaces publics indo-océaniques.

C'est en partant de cette approche « irréductiblement empiriste », mais aussi critique analytique, que je forge ma recherche de l'intérieur, en proposant de m'interroger sur le statut épistémologique des données (notamment sociobiographiques). Ainsi les liens « fondateurs et intimes »[101] entre sciences de la communication et anthropologie peuvent ressortir des études de cas au sein de la sphère médiatique.

III - LE TEMPS DU BILAN SCIENTIFIQUE ET DE L'APPORT COLLABORATIF

La production de recherche d'un enseignant-chercheur à l'université est souvent liée au hasard des opportunités des programmes et – il faut bien le reconnaître – à une certaine forme de demande sociale qu'il convient de faire correspondre ensuite à une logique scientifique. Ce constat est d'autant plus vérifiable dans un environnement comme celui de l'Université de La Réunion, établissement à taille réduite ; l'insertion dans des programmes nationaux ou internationaux apparaît également parfois difficile en raison des objets de recherche des enseignants chercheurs plus spécialisés sur leurs terrains excentrés indo-océaniques. Toutefois, de l'état récapitulatif des travaux effectués depuis une quinzaine d'années, il semble se dégager une certaine cohérence que nous proposons de mettre en exergue, à partir d'un retour sur ces recherches les plus marquantes.

1/ Au hasard (?) des programmes

Le programme de recherche (évoqué *supra*) sur la visite papale dans l'océan Indien apparaît comme une étape clef ayant permis de poser un cadre théorique, notamment par J. Simonin, réinvesti pour des programmes ultérieurs autour de la notion d'événement

[100] Schwartz, *idem,* p. 337.
[101] Derèze, *op. cit.*, p.209.

médiatique. Dans cette plaidoirie « pour une anthropologie empirique de l'événement »[102], il s'agit d'analyser des occurrences qui, une fois médiatisées, atteignent le statut d'événements se produisant au sein des espaces publics indo-océaniques hétérogènes révélant des problèmes publics. Ces événements s'observent empiriquement en étant contextualisés socio-historiquement. Ils sont également en lien avec la sphère politique et permettent de développer des analyses relevant, à partir de ce même dénominateur événementiel, de champs sociaux multiples. Pour exemplifier ce propos, deux programmes de recherche collaborative peuvent être évoqués. Le premier concerne la crise du chikungunya (2005-2006), épidémie qui a sévi dans le sud-ouest de l'océan Indien, le second le média FreeDom (voir *supra*) lié à un mouvement social appelé « les événements du Chaudron », ayant donné lieu, en 1991, à des émeutes urbaines.

L'analyse de la médiatisation de la crise du chikungunya

La maladie émergente du chikungunya, transmise par le moustique *aedes albopictus*, est apparue dans l'océan Indien en 2005, et s'est propagée dans l'île, atteignant le stade de pandémie au début 2006. Inédite, cette crise sanitaire provoquée par l'épidémie s'est accompagnée d'une crise sociale d'envergure. Elle a surpris par son ampleur, tout particulièrement à La Réunion, un département français d'outre-mer, région ultra-périphérique européenne (RUP). En effet, les habitants se croyaient protégés par ses infrastructures de santé modernes et par un service de prophylaxie jugé alors performant. Mais, l'irruption dans l'île de ce virus particulièrement invasif renvoya au temps et à la mémoire collective des pires épidémies de l'avant-départementalisation (paludisme, choléra, grippe espagnole, etc.). En outre, elle a posé, au niveau planétaire, la question de la vulnérabilité des populations face aux nouvelles maladies émergentes (SRAS, grippe A, grippe aviaire, etc.).

Des fonds importants furent alors octroyés pour la recherche. De plus, une fois n'est pas coutume, les chercheurs en sciences humaines et sociales furent sollicités. Au-delà de l'effet cosmétique qu'on leur attribue souvent au sein de programmes de sciences dites exactes, il leur fut demandé alors de révéler les mécanismes qui avaient transformé cette crise de santé en une crise sociale, à travers notamment la mise en doute de la crédibilité de l'action des pouvoirs publics. Je participais à plusieurs programmes consacrés à la

[102] Simonin J., 1999, « Pour une anthropologie empirique de l'événement », *Études de communication*, n° 22, pp. 93-114.

médiatisation de la crise[103], centrés sur l'analyse critique et comparée de différents discours médiatiques (dans leur production). La parole des protagonistes impliqués était également analysée, à la manière d'une sémiotisation des discours multiples et discordants de la crise : journalistes, élus, responsables des administrations en charge de la gestion publique, professionnels de la santé, de la communication, et bien entendu malades (ou anciens malades).

Sur le plan méthodologique, cette recherche, effectuée sur plusieurs années, me permit d'élargir et de croiser différents types de données, à partir d'un corpus conséquent, en comparant l'épidémie de cette arbovirose[104] dans trois contextes (Réunion, Maurice, Seychelles) : je pus ainsi faire reposer l'analyse sur un trépied constitué de corpus de presse, d'une contextualisation socio-politique et d'entretiens d'acteurs (journalistes, élus, responsables sanitaires, professionnels de santé, associations non gouvernementales), ce qui me permit de proposer, à partir du traitement médiatique de cet événement, une catégorisation des figures du journalisme indo-océanique[105].

FreeDom, l'ordinaire du journalisme

La partie réunionnaise d'un programme intitulé « l'ordinaire du journalisme »[106] fut l'occasion de réinvestir collectivement des travaux menés sur l'objet du mouvement FreeDom (partie développée dans le volume 2). Radio FreeDom, qui s'inscrit dans l'histoire des médias de La Réunion comme une radio libre et un mouvement d'abord social, puis politique, a constitué un objet particulier ayant permis de solliciter un cadre théorique lié à l'espace public médiatique local.

En observant le dispositif de cette radio écoutée par 40 % des auditeurs réunionnais (ce qui la place à la première place des mesures d'audience), on constate que des acteurs auditeurs participent à la production de l'information qui en constitue la matière première éditoriale. L'ensemble du dispositif est controversé par les acteurs professionnels des autres médias, mais ses résultats, en termes d'audience et de notoriété, invitent à l'analyse. En dehors des critiques, notamment déontologiques, pouvant être formulées, force est de constater que l'écoute de FreeDom produit une certaine forme locale de lien social.

Cette distinction entre activité professionnelle et non professionnelle introduit l'idée de

[103] Voir *curriculum vitæ infra*.
[104] Maladie virale due à un arbovirus dont le vecteur est un moustique.
[105] Idelson B., Ledegen G., (eds), 2012, *Chikungunya ; la médiatisation d'une crise. Presse, humour, communication publique*, Fernelmont (Belgique), Éditions Modulaires Européennes, EME, Sciences du Langage, Proximités.
[106] Programme du Réseau d'études sur le journalisme (REJ) lancé en 2007 et coordonné par D. Ruellan.

l'ordinaire du journalisme qui serait produit par des individus intervenant en marge d'un journalisme « pro » *versus* journalisme amateur ou commun. Cette forme d'intervention déjà présente dans la presse papier (avec la participation des correspondants ou les traditionnels tribunes ou courriers des lecteurs) se renforcerait depuis l'arrivée de sites collaboratifs.

Il est possible de faire éclater ce modèle clivé (ne serait-ce qu'en observant l'évolution des critères d'attribution de la Commission de la carte d'identité des journalistes professionnels), et d'élargir la sphère de l'activité « Journalisme » en y incluant ces auditeurs participatifs. Dans l'exemple de FreeDom, le public est au centre du dispositif de production de l'information ; il en est le cœur, la ressource principale, la matrice constitutive. Il est sollicité à tout moment, omniprésent, il couvre – mieux que les journalistes patentés ? – l'ensemble du territoire physique ou symbolique, intervenant depuis chaque lieu-dit, chaque rue, chaque *kaz* (maison) de La Réunion, ou des régions du monde (via le net), pour donner des informations sur la vie *ordinaire,* mais évidemment en dehors des canons et des règles professionnels ; ce qui suscite des réactions de la part de plusieurs journalistes qui dénoncent une certaine « freedomisation de l'information »

2/ Difficultés et obstacles du parcours et récapitulatif des influences théoriques majeures

La présentation d'un parcours scientifique, on l'a rappelé, est une (auto)construction. Elle présente le risque inhérent qui consisterait à nier une série d'obstacles, d'interrogations, de découragements, en les diluant dans une linéarité déformante. Il me faut donc évoquer ces longs moments improductifs passés à tâtonner et à douter. Le temps de la recherche correspond à celui d'une carrière de chercheur, qui ne dure généralement pas plus de trois décennies. Cette recherche à l'échelle individuelle s'inscrit cependant dans des dynamiques collectives qui, idéalement, sont censées se régénérer et se poursuivre. Dans le cas de mon propre parcours commencé relativement tardivement, à la suite d'une « autre vie » professionnelle, la durée disponible à la maturation scientifique se réduit d'autant.

Comme d'autres collègues ayant suivi un tel itinéraire, il m'a fallu composer avec deux difficultés majeures. La première a été de transformer mon premier vécu professionnel de journaliste en atout pour le travail de recherche sur le journalisme. Cet objectif a nécessité de chercher longuement une posture scientifique qui pouvait permettre d'y parvenir. La seconde, amplifiée par les transformations en cours de l'université, fut de me sentir légitime au sein de l'institution et de l'établissement qui m'accueillirent.

Chargé de restructurer les enseignements pratiques en journalisme, je me suis investi

dans cette tâche, tout en tentant de la concilier avec mes activités de recherche. L'entreprise est complexe mais elle reflète bien les tensions qui caractérisent les missions parfois contradictoires de l'université. Sources de contraintes, et de souffrances, récemment rappelées par Arnaud Mercier[107], les injonctions multiples auxquelles sont soumis les enseignants chercheurs sont liées aux transformations de l'institution. La critique de ces changements est déjà émise après les directives de Bologne[108] dont l'objectif a été d'unifier les systèmes d'enseignements universitaires européens. Mais, comme le montrent plusieurs contributions d'une livraison récente de la revue *Questions de communication*[109], la « crise universitaire » possède une longue histoire et a été précédée, depuis plus de deux siècles, par plusieurs autres ruptures. Le débat ne sera pas repris ici, mais la réflexion proposée à la suite du constat établi par A. Mercier me permet de resituer les difficultés personnelles évoquées dans leur contexte. Jeune établissement, l'Université de La Réunion a dû opérer des choix de politique éducative. Il lui a fallu d'abord accueillir une génération entière de néo-bacheliers issue d'une croissance démographique extrêmement rapide (et dont l'accès à la scolarisation dans le secondaire est relativement récent)[110]. Comme dans d'autres académies, l'idéal-type de l'établissement universitaire symbolisant la culture et le progrès correspondit à l'installation du premier centre universitaire, en pleine période d'essor des infrastructures de la départementalisation. Une référence de l'université se développa d'abord ; celle permettant d'accéder à la connaissance, ainsi qu'au « haut savoir qui lui est associé (le transmettre, le faire éventuellement avancer ou progresser)»[111]. Au sein de la Faculté des lettres et des sciences humaines (FLSH), la création du département des sciences de l'information et de la communication en 1989 aboutit à une nouvelle formule qui intégrait, dans les maquettes, un volet d'enseignements professionnalisants. Cette particularité fut (et est toujours) source de tensions au sein de l'établissement. Pour autant, un enseignement plus généraliste peut également conduire à une insertion professionnelle satisfaisante, dans la mesure où il propose aux étudiants des clefs de compréhension et d'adaptation dont ils sauront faire bon usage. L'université doit aussi permettre de s'interroger quant au devenir de la société locale, en offrant l'accès à des outils théoriques essentiels pour appréhender la complexité réunionnaise. Cette perspective implique de proposer des contenus pédagogiques

---

[107] 2012, *Op. cit.*
[108] Winkin Y., 2004, « Bologne, je cogne » ?, *Hermès*, n° 38, p. 190.
[109] 2013, *Question de communication*, n° 23.
[110] La population réunionnaise a doublé entre 1960 et 1980 : Sandron F., 2007, La population réunionnaise. Analyse démographique, Paris, Institut Régional de Développement, IRD-Éditions, p. 16 [En ligne, consulté le 7/11/2013, URL : http://horizon.documentation.ird.fr/exl-doc/pleins_textes/ed-06-08/010041862.pdf],
[111] Labelle G., Martin É., Ouellet M., 2013, « "Dérapage" ou remise en cause de l'institution universitaire », *Questions de communication*, n° 23, pp. 251-260, p. 254.

qui ne soient pas directement opérationnels, laissant aux étudiants la possibilité de prendre du recul. Lorsque la formation revêt un aspect plus technique (et souvent plus ludique), le temps de la pratique (par exemple en réalisation audiovisuelle) empiète sur celui de la lecture. En réalité, l'équilibre entre ces deux approches, l'une immédiatement « utilitariste », l'autre plus réflexive, apparaît parfois difficile à trouver. La demande sociale d'insertion professionnelle des étudiants apparait très forte dans le contexte socio-économique réunionnais dans lequel le taux de jeunes demandeurs d'emploi est trois fois plus élevé que la moyenne nationale[112]. Mais il me semble que cette situation sociale également tendue ne doit pas pour autant transformer l'Université en centre d'apprentissage de métiers dont la pérennité est d'ailleurs loin d'être acquise. Dans un tel environnement, trouver sa place au sein de l'Institution, pour y être à l'aise, notamment dans la tâche d'enseignant, ne fut pas acquis d'emblée. L'éloignement géographique de l'Université de La Réunion rend parfois difficile les échanges avec d'autres collègues de la discipline. Le caractère relativement « endogame » des équipes réunionnaises qui connaissent moins de rotations que celles d'autres universités, ainsi que leur taille réduite, peuvent également être source de tensions autour de mêmes objets de recherche qu'il faut se partager.

Par ailleurs, ce parcours est également lié à celui du positionnement scientifique, tout aussi complexe à assumer. En devenant chercheur débutant, après une quinzaine d'années de journalisme, j'avais l'impression, en raison de la diversité d'expériences vécues, d'être relativement familiarisé avec la réalité humaine et sociale des terrains que j'avais maintes fois parcourus. J'ai mis longtemps à prendre de la distance avec ce tropisme qui place le journaliste au centre des mondes sociaux, et le considère comme particulièrement apte à en saisir le sens, grâce à ce que Elihu Katz appelle une « théorie latente des journalistes »[113].

Arrivé à l'université, il m'a fallu (re)découvrir ce que pouvaient apporter les sciences humaines et sociales (SHS) à la compréhension de cette réalité dont j'avais la sensation paradoxale qu'elle m'échappait, dès lors que j'avais quitté le monde du journalisme. Je ne compris que plus tard que le travail épistémologique commençait alors. Pour reprendre l'expression « d'univers journalistique et d'univers sociologique » empruntée à Hervé Glevarec et Aurélie Aubert, je suis passé progressivement de l'un à l'autre de ces univers. Ces auteurs évoquent deux sphères professionnelles qui reposeraient sur des « points d'appui normatifs » propres : le « savoir » pour le sociologue et la « démocratie » pour le

[112] Il avoisine les 40 % de la population active (Sandron, 2007, *idem*).
[113] Katz E., 2009, « Les journalistes comme scientifiques », *Questions de communication*, n° 16, pp. 119-130. (cité dans le volume 2).

journaliste[114]. Ces fondements ne sont pas exclusifs et les pratiques de ces deux activités peuvent parfois se superposer : dans certains cas, il serait alors possible d'épouser la thèse « continuiste » qui met en avant l'existence « d'une proximité, voire d'une identité »[115] entre les deux, approche qui n'est pas sans rappeler celle de R. Park.

Revenons à l'itinéraire : à ce stade, il est possible de s'essayer à une brève synthèse récapitulative des influences théoriques majeures de ce parcours, dont la cohérence n'apparaît sans doute guère immédiatement probante.

La notion durkheimienne (puis bourdieusienne) de rupture m'aida à franchir le sas qui sépare l'approche commune (sur laquelle repose la pratique journalistique) du positionnement plus distancié qui a recours à la conceptualisation pour expliquer des phénomènes sociaux. J'ai trouvé confortable cette posture positiviste issue également des thèses de Gaston Bachelard. J'eus ainsi l'impression de me doter du sésame qui allait me permettre d'accéder à « l'univers savant ».

Le travail de thèse, accompli essentiellement sur un corpus de presse, me permit cette rupture de liens avec le monde étudié. L'approche constructiviste médiatique autour de l'événement d'E. Veron constitua une étape importante dans ce cheminement théorique. L'analyse du discours d'un journal régional, considéré comme un acteur social local se positionnant au sein de mouvements sociaux, me conduisit vers une démarche socio-sémiologique avec une analyse textuelle portant sur l'argumentation journalistique (et ayant recours à des théoriciens de l'argumentation et du discours tels que Georges Lakoff et Mark Johnson, Chaïm Perelman et Lucie Olbrechts-Tyteca, Christian Plantin ou encore Olivier Reboul, et, pour l'argumentation dans la communication, Gilles Gauthier et Philippe Breton)[116]. L'ouvrage de référence de Michel Mouillaud et Jean-François Tétu[117] me fit prendre conscience de la structure propre du récit journalistique, « ensemble clos » qui lui confère une valeur argumentative.

Après la période de la thèse, la volonté « d'un retour vers les gens » put se concrétiser avec l'optique plus compréhensive et interactionniste d'une sociologie de professionnels du journalisme.

Dans ma proposition d'approche sociobiographique appliquée aux sciences de l'information et de la communication, la convocation de Raymond Boudon (individualisme méthodologique) et celle de Norbert Elias (configurations entre acteurs) constituent des

[114] Glevarec H., Aubert A., 2013, « Savoir et démocratie : le fondement normatif des univers sociologiques et journalistique », *SociologieS*, Théories et Recherches, [En ligne, consulté le 28 novembre 2013 : http://sociologies.revues.org/4484].
[115] *Idem* note précédente : § 14.
[116] Idelson, 1999, *op. cit.*
[117] *Op. cit.*

fondements de la démonstration. L'individu est ainsi appréhendé dans la trame des interdépendances dans lesquelles il évolue. Si la sociologie de l'individu propose de situer l'étude de l'individuation en dehors de l'idée de « personnage sociale » ou de « société »[118], la proposition sociobiographique tente d'articuler, à sa manière, les deux modèles. Les sociobiographies d'acteurs du journalisme se situeraient ainsi dans un interstice entre le portrait sociologique et le portrait individuel.

Par ailleurs, cette activité du journalisme est observée, au sens foucaldien, comme une formation discursive[119]. Ce sont les discours prononcés dans l'espace social à propos de cette activité qui nous permettent d'en saisir le sens. D'autres chercheurs en études sur le journalisme (convoqués dans le volume 2) ont également guidé mes pas.

C'est aussi parce que ces travaux sont géographiquement situés qu'ils conditionnent une pratique et des postures de recherche. Il est ainsi montré comment des modèles épistémologiques vont devoir être adaptés à des contextes indo-océaniques. Par exemple, dès le début de la recherche réunionnaise en Sic, Jacky Simonin et Michel Watin proposèrent de revisiter le modèle canonique habermassien d'espace public, afin de mieux en tirer profit dans l'analyse de la société réunionnaise[120]. Avec Valérie Magdelaine-Andrianjafitrimo, nous organisâmes à La Réunion un colloque pluridisciplinaire consacré aux « paroles d'outre-mer » dans leurs identités linguistiques, leurs expressions littéraires et leurs espaces médiatiques. Il s'agissait de réunir des chercheurs de La Réunion, de la Nouvelle-Calédonie, de Guyane, de Martinique et de métropole afin de confronter leurs différentes approches épistémologiques, analytiques et méthodologiques[121].

C'est ainsi, en nuançant quelque peu la prétention universalisante de certains concepts issus du « Nord », qu'une archéologie de la connaissance sur le journalisme indo-océanique peut être produite.

Concernant mes propres objets, cette connaissance repose sur une posture revendiquée d'empirisme. Les anthropologues nord-américains convoqués dans le volume 2, pour certains issus de l'école de Chicago, ont souvent guidé mes pas. Mes enquêtes sociobiographiques aboutissent à une proposition de théorie de terrain qui s'éloigne de la posture initiale de la nécessité de distanciation souvent prônée en sciences humaines et sociales. Dans cette perspective l'idée qu'il serait utopique d'imaginer que les agents sont dotés d'une conscience claire de leurs actes est battue en brèche. Ainsi, en recueillant les

---

[118] Martucelli D., 2009, « Qu'est qu'une sociologie de l'individu moderne ? Pour quoi, pour qui, comment ? *Sociologie et société*, vol. 41, n° 1, pp. 15-33, p. 31.
[119] Foucault M., 1969, *L'archéologie du savoir*, Paris, Gallimard, nrf, Bibliothèque des sciences humaines, p. 44.
[120] Cf. Volume 2, ch. 3.
[121] Idelson B., Magdelaine-Andrianjafitrimo, (s/d.), 2009, *Paroles d'outre-mer*, Paris, L'Harmattan, p. 13.

histoires de vie de ceux qu'il nomme des « musiciens entrepreneurs », interprètes reconnus de musique ancienne, Emmanuel Padler propose de déceler, au sein de ces discours, des « théories ordinaires » qui attestent du « rapport pratique à la création » de ces musiciens, mieux que ne pourraient le faire des « théories savantes »[122]. Pour autant, il ne s'agit pas de rejeter toute forme de rationalité de la théorie scientifique, mais simplement de proposer un spectre plus large d'appréhension des phénomènes sociaux, notamment ceux liés à l'activité journalistique. Dans cette optique, la *doxa* partagée par les acteurs des médias – considérée en articulation avec le contexte dans lequel ils évoluent – est prise en compte.

In fine, l'objectif a été de s'insérer dans une équipe de chercheurs, au sein du LCF, qui s'efforce depuis plusieurs années de saisir, d'une manière critique et anthropologique, les transformations des espaces publics au sein des sociétés créoles du sud-ouest l'océan Indien, élargies depuis peu à celles du Grand océan Indien.

Tableau synthétique du cheminement scientifique

Productions	Influences théoriques majeures	Approches
Thèse et programmes de recherche	Constructivisme médiatique Théories de l'argumentation Événement	Socio-sémiologique
Programmes de recherche	Sociologie compréhensive des journalistes (retour vers les acteurs)	Interactionniste
Travaux et proposition de l'Hdr	Études ethnographiques sur le journalisme - Médiations - Théorie de terrain	Sociobiographique

3/ Quand les expériences de recherche prennent sens

De l'histoire des médias d'information à la sociohistoire eliasienne, autour des jeux d'acteurs, de la mise à distance du modèle habermassien, permettant un renouvellement théorique mieux adapté à la compréhension des espaces publics médiatiques indo-océaniques, de l'analyse socio-discursive de la médiatisation événementielle à la sociologie des journalismes de l'océan Indien, mes diverses expériences de recherche prirent peu à peu du sens.

Au-delà du simple objet « journalisme », les dynamiques communicationnelles à l'œuvre dans ces contextes socio-politiques constituent l'axe central de ces approches. La mise au travail de ces problématisations sert, somme toute, à observer et comprendre les

[122] Padler É., 2013, « Les théories ordinaires de la musique ancienne », *in* É. Padler et J. Cheyronnaud, (s/d.), *Théories ordinaires*, Paris, Éditions des Hautes études en sciences sociales (HESS), Enquête, pp. 85-104, p.93.

transformations d'un espace public médiatique local : l'approche diachronique de la sphère médiatique réunionnaise, comme celle des sphères médiatiques indo-océaniques a permis d'en saisir les évolutions et les mutations. La part du numérique dans ces transformations est également prise en compte par divers travaux sur les stratégies éditoriales en ligne, tenant compte du rapport au territoire et à l'économique[123]. Il a ainsi été possible de s'intéresser aux discours enchanteurs à propos du web 2, souvent formulés par les promoteurs, et de repérer, notamment autour de l'objet télévisuel, des traces récurrentes de déterminisme technique. J'ai donc tenté de ne pas faire la part trop belle à une analyse sociétale qui serait surdéterminée par les médias, en tentant de l'élargir à d'autres paramètres sociétaux de compréhension. Les études sur le journalisme peuvent (et doivent) comporter d'autres objets sociaux d'analyse que les seuls journalistes. Les travaux sur la crise sociale « totale » du chikungunya, insérés dans des réflexions pluridisciplinaires sur des questions de santé publique, vont dans ce sens.

Durant cette quinzaine d'années de recherche, mon travail s'est situé au sein de recherches collaboratives, ce qui ne va pas toujours de soi dans une petite équipe de chercheurs aux approches et aux pratiques hétérogènes. J'ai néanmoins essayé d'apporter ma contribution à cette production collective. Regrouper les connaissances, les vulgariser, les transmettre, pour faire le point, pour poser également, à partir de ses propres travaux et de ceux des autres, des cadres théoriques d'analyse des transformations de ces médias, fut l'objectif de l'ouvrage en nom propre consacré à l'histoire des médias réunionnais de 1946 à nos jours. Cette publication sert également de document pédagogique à destination des étudiants[124]. De même, les enquêtes empiriques effectuées pendant plusieurs années dans différentes rédactions des îles de l'océan Indien ont pu aboutir à l'ouvrage collectif sur les journalismes de l'océan Indien[125].

L'apport des échanges et du travail nécessités par la participation à des colloques nationaux ou internationaux fut également l'occasion de réflexions nouvelles. Les rencontres avec des collègues chercheurs de l'équipe du Centre de Recherche sur les Médiations (CREM) de l'Université de Lorraine, animé par J. Walter peuvent l'illustrer. Le travail que ce dernier avait effectué sur les directeurs de communication, analysant les « avatars » du

---

[123] Idelson B., 2009, « "*Partout, tout le temps !* ". Presse régionale en ligne : dispositifs et stratégies éditoriales multimédias. Le cas de La Réunion », *in* I. Saleh, S. Leleu-Muviel, Y. Jeanneret, L. Massou, N. Bouhai, (coord.), *Rétrospective et perspective, 1989-2009, H2PTM'09*, Hermès-Lavoisier, Paris, pp. 299-312.

[124] Idelson, B., 2006, *op. cit*. La collection Univers Créoles (mentionnée *supra*) dirigée par Michel Watin et Éliane Wolff en est à son septième ouvrage et développe plus largement l'ensemble des connaissances produites par le laboratoire LCF dans ses quatre disciplines : littérature, sciences de l'éducation, sciences du langage et sciences de l'information et de la communication.

[125] Idelson B., (dir.), 2008, *Journalisme dans l'océan Indien*, Paris, L'Harmattan, Communication et Civilisation.

modèle professionnel de ce groupe se situait dans le même champ de la sociologie des professionnels de la communication. Ses recherches plus récentes (conduites avec Béatrice Fleury) sur les liens entre acteurs, mémoire et représentation de l'histoire à travers les témoignages de vie me confortèrent également dans l'idée de développer davantage, sur mes terrains, l'approche biographique.

C'est donc J. Walter qui m'orienta vers ce projet de théorisation de la pratique sociobiographique en recherche sur le journalisme. Dans le dédale de concepts et de paradigmes convoqués dans divers travaux, dans les tâtonnements productifs nourris par les rencontres et les opportunités de participation à des programmes collectifs, cette voie me sembla alors prendre sens. Je trouvais de la cohérence dans une démarche, peut-être peu orthodoxe, mais donc le caractère inductif me convenait : partir de l'enquête empirique, retracer ces rencontres effectuées avec les journalistes, entamer une réflexion épistémologique, pour s'essayer ensuite, non sans boucle de rétroaction (entre le terrain et la littérature scientifique), à une proposition de problématisation.

C'est à partir de ce moment, somme toute récent, que j'ai pu me situer dans un savoir propre, les études sur le journalisme en France, considérées comme un domaine en construction et un savoir scientifique encore « fragmenté »[126], à partir de terrains indo-océaniques.

La proposition, présentée dans le volume 2, pour une approche sociobiographique au sein de ce domaine scientifique (histoire des vies et études sur le journalisme) en constitue sinon l'aboutissement, du moins une certaine continuité.

[126] Cette construction en tant que savoir scientifique est plus tardive en France que dans les pays anglo-saxons, notamment les Etats-Unis ; N. Pélissier considère que, malgré leur développement récent, les études françaises sur le journalisme souffrent toujours d'une « fragmentation » disciplinaire et d'une fragilité institutionnelle, au sein même des Sic : Pélissier N., *op. cit.,* p. 55, p. 223.

Poursuivre les recherches sociobiographiques sur le journalisme

Mon parcours scientifique aboutit à cette proposition d'approche sociobiographique d'acteurs de la sphère médiatique, objet du volume 2 qui se présente sous la forme d'une démonstration à partir de restitutions d'enquêtes et d'une argumentation épistémologique.

J'ai d'abord souhaité montrer comment et en quoi les histoires de vie d'acteurs des médias pouvaient s'avérer heuristiques pour éclairer les études sur le journalisme. La délimitation de domaine de connaissances effectuée par N. Pélissier[127] m'a permis de situer le cadre disciplinaire de la recherche. S'insérant dans une sociologie de l'acteur, ces histoires de vie prennent en compte les éclairages propres des acteurs à propos de leur pratique. J'ai ensuite cherché à recenser les différents types d'approches biographiques au sein des sciences de l'information et de la communication ainsi que dans d'autres disciplines des SHS. Il en a découlé une intuition que l'approche biographique pouvait être développée dans les recherches sur le journalisme et qu'il fallait alors transformer ce qui était devenue une conviction en démonstration.

Une réflexion épistémologique à propos de la nature du récit de soi intervient alors. La démarche se présente comme empirique et centrée sur les acteurs considérés à la fois comme « produits » et « producteurs » du système. Une telle perspective permet d'éviter de se figer dans un choix d'approche qui ferait la part belle soit à un holisme réducteur, soit à une conception d'un individualisme qui nierait l'influence des contextes socio-historiques. L'approche sociobiographique proposée se situe ainsi dans un choix de paradigmes entre objectivisme et phénoménologie. Pour autant, la perspective d'individualisme méthodologique de R. Boudon est convoquée pour analyser les trajectoires d'acteurs au sein de sphères médiatiques indo-océaniques.

Comme les enquêtes s'effectuent sur ces terrains particuliers[128], dans une dimension inter-îles et internationale, la nécessité de comparer est apparue : il s'agit d'une comparaison de figures du journalisme des îles de l'océan Indien s'adressant à des *communautés interprétatives* qui partagent la même histoire coloniale, mais qui en même temps apparaissent hétérogènes : il est alors question d'*ethnogénéricité* des médias indo-océaniques [129] dans le sens où l'analyse révèle des régularités de pratiques et de représentations

[127] *Op. cit.*
[128] Mais tout terrain n'est-il pas particulier ?
[129] Simonin J., 2008, « Médias indo-océaniques et ethnogénéricité », *in* B. Idelson, (s/d.), *Journalismes dans l'océan Indien. Espaces publics en question*, Paris, L'Harmattan, Communication et Civilisation, pp. 37-52., p. 45.

médiatiques, mais en même temps des singularités propres aux histoires de ces territoires. Et c'est le repérage de ces isotopies relevées en contextes hétérogènes qui peut conduire à une certaine montée en généralité.

Ce cadre théorique comparatif permet ainsi d'observer et de qualifier des situations et des pratiques d'acteurs au sein de sociétés périphériques d'un centre européen. En outre, la démarche sociobiographique permet de développer une histoire des médias indo-océaniques encore à construire.

Des thématiques problématisantes autour des récits de vie et de leurs modalités de récolte sont développées[130]. La question de la généralisation possible de parcours de vie pris dans leur singularité est ensuite abordée. L'objectif final est de proposer une méthode socobiographique pouvant être mise en œuvre dans des recherches sur le journalisme quelle que soit la localisation des objets étudiés. Restituer des parcours de vie selon cette démarche revient à proposer une théorie de terrain qui découle d'une méthode sociobiographique centrée sur les récits.

Une mise en œuvre de restitution sociobiographique en dehors du monde académique est enfin proposée.

Si le travail ne fait que commencer, il est sans doute mal venu de parler de conclusion. La proposition d'approche sociobiographique vise au contraire à poser les bases, les fondations, afin d'ouvrir de nouveaux chantiers. Il reste tant d'acteurs à sociobiographer, tant de connaissances et d'outils de compréhension à en dégager dans les terrains mentionnés. Les histoires de vie de journalistes, patentés ou non, patrons de presse, techniciens, acteurs décideurs ou ordinaires des sphères médiatiques de l'océan Indien, peuvent contribuer à cette production de connaissances scientifiques, dès lors qu'elle sera problématisée dans le champ communicationnel, à partir de ces situations d'enquêtes empiriques. À Maurice et Madagascar, des collaborations de recherche existent déjà sur ces thématiques et doivent être renforcées. Pour des raisons structurelles, les partenariats se révèlent plus difficiles avec les autres îles du sud-ouest de l'océan Indien, mais les terrains n'en sont pas moins riches.

Ces domaines apparaissent particulièrement vastes dans l'histoire de l'audiovisuel indo-océanique, aux archives peu ou mal conservées, *a fortiori*, mais également dans la presse écrite, dans le numérique ainsi que dans d'autres champs. Cette visée comparative, et la confrontation théorique des approches au sein du laboratoire LCF, permet ainsi, on le redit, une certaine assurance de la reproductivité de ces démarches.

[130] L'ensemble de ces points de problématisation est développé dans le volume 2 et récapitulé dans sa conclusion.

Ainsi, toujours au sein du pôle Information-Communication du laboratoire LCF, des perspectives de recherches centrées davantage sur les médiations s'ouvrent. Les thématiques autour de la médiation culturelle ou de la muséologie investies par Nathalie Noël-Cadet et plus récemment du « savoir, nature et cultures » liées à la spécialisation d'Igor Babou récemment en poste à La Réunion, annoncent de nouveaux horizons programmatiques. En illustration des chantiers à ouvrir, on peut évoquer ce projet récent qui réunit les chercheurs autour de la thématique de la canne à sucre [131] considérée comme un objet de patrimonialisation (à travers par exemple une muséographie qui retrace l'évolution de sociétés dont il est issu). Au sein de ce programme, notre proposition vise à recueillir des sociobiographies d'acteurs évoluant ou ayant évolué dans la filière canne à La Réunion. Il est considéré que les trajectoires de vie des acteurs *sociobiographés* permettent de lire les mutations socio-économiques de La Réunion depuis l'entrée en vigueur effective de la départementalisation jusqu'à nos jours.

Ces sociobiographies recueillies porteront sur trois catégories d'acteurs. La première est issue des grandes familles de sucriers, la deuxième est composée des petits planteurs, et la troisième, pas toujours distincte de la précédente, des syndicalistes. C'est de cette dernière catégorie qu'émerge ce que l'on pourrait appeler une figure du leader syndical de la canne, à travers des représentants de travailleurs de la canne réussissant à s'insérer, par la force de leurs organisations, dans les organismes institutionnels ou consulaires, voire dans le monde politique (devenant président de la chambre de commerce ou élus des collectivités).

La proposition peut sembler se situer en dehors du champ des études sur le journalisme, *stricto sensu*, alors qu'elle révèle, *a contrario*, l'idée que les acteurs à sociobiographer sont souvent liés à la sphère journalistique, prise au sens large. Je souhaite observer comment les journalistes ont participé à l'émergence de ces différentes « figures » d'acteurs de la canne, et en quelque sorte, à la patrimonialisation de leurs actions. Il s'agit ainsi de montrer comment se dessine (voire s'auto-construit), dans l'espace public (notamment médiatique) la *visibilité* des acteurs locaux du monde agricole (de ces trois catégories), dont certains accèdent à une nouvelle forme de *reconnaissance* sociale, à une *nouvelle visibilité*[132].

---

[131] « La canne à sucre : savoirs, pratiques, discours et représentations face à un changement annoncé », Projet de recherche du Laboratoire de recherche sur les espaces Créoles et Francophones (LCF-EA 4549) de l'Université de La Réunion - Avril 2013 (Responsable : I. Babou).

[132] - Honnet A., 2005, Invisibilité : sur l'épistémologie de la " reconnaissance " », *Réseaux*, n° 129/130, pp. 39-57.

- Thomson J. B., 2005, « La nouvelle visibilité », *Réseaux*, n° 129/130, pp. 59-87.

Enfin, et c'est sans doute l'objet central d'une démarche de demande d'Habilitation à diriger des recherches, je souhaiterais à présent accompagner des jeunes chercheurs dans leurs explorations de telles recherches. De vastes chantiers sont actuellement à la disposition des étudiants en Master Recherche qui souhaiteraient se diriger vers une thèse consacrée aux journalismes réunionnais ou indo-océaniques. Compte tenu de l'indigence, voire de la perte totale d'archives et de données matérialisées dans certains pays, le recours à des sociobiographies d'acteurs reste souvent l'unique approche possible de recherche sur les médias indo-océaniques. Les chantiers apparaîssent nombreux et vastes. Ils s'insèrent depuis peu dans une structure fédérative de recherche, l'Observatoire des sociétés de l'océan Indien (OSOI)[133] créé en décembre 2011 à l'Université de La Réunion. Ils peuvent se développer grâce à des partenariats (déjà entrepris) avec l'Université de Maurice, l'Université de Madagascar, l'Université des Comores et l'Université des Seychelles. Des perspectives de recherches sont également en cours d'exploration dans la zone du Grand océan Indien, avec l'Inde (notamment Pondichéry), l'Afrique du Sud et quelques pays de la côte est africaine (Mozambique, Tanzanie, Kenya).

Il me faudra également poursuivre la réflexion sur l'équilibre à trouver entre l'exigence scientifique et les nouvelles orientations (injonctions ?) de la recherche actuelle en sciences humaines et sociales, davantage soumises aux attentes de groupes professionnels (en l'occurrence du journalisme et des médias)[134].

La mission première de l'université reste, du moins dans ma représentation de l'institution, de proposer davantage un savoir analytique et critique[135] qu'un savoir-faire immédiatement professionnel, lequel, on l'a évoqué, risque d'ailleurs de devenir rapidement obsolète compte tenu des transformations des métiers.

Ayant commencé ce métier (c'en est un aussi…) d'enseignant-chercheur tardivement, il m'a fallu beaucoup de temps pour acquérir les outils indispensables à la compréhension du monde social en général, et des médias en particulier. Les autres tâches de cette activité – également particulièrement chronophages – de coordination pédagogique et d'administration, contraignent, comme pour le journaliste, l'enseignant-chercheur à une gestion du temps complexe. La différence se situe sans doute sur le rapport au long terme dans lequel s'inscrit

[133] L'OSOI possède le label Fédération FED 4127, il regroupe six unités de recherches appartenant à trois Unités de formation et de recherche (UFR) : http://osoi.univ-reunion.fr

[134] Ces attentes de professionnalisation ne peuvent de toute façon pas être satisfaites dans le contexte actuel de contraintes budgétaires que connaît, comme d'autres établissements, l'Université de La Réunion.

[135] Voir volume 2 : Mercier A., 2012, « Dérives des universités, périls des universités », *Questions de communication*, n° 22, pp. 197-234.

la recherche lorsqu'elle vise à appréhender les phénomènes sociaux, là où les routines journalistiques et les contraintes de production impliquent une restitution immédiate et, par conséquent, compactée. Je tente ainsi de continuer à créer des ponts entre ces deux sphères (celle des journalistes professionnels et celle de la recherche). La compréhension de l'histoire de vie d'acteurs du journalisme, grâce à l'approche sociobiographique, considérée comme un élément du savoir scientifique et académique sur le journalisme, pourrait aider à ce rapprochement . Tandis qu'au sein de l'université, l'objectif principal reste toujours de partager, puis de transmettre, afin que d'autres, à leur tour, puissent participer à l'enrichissement des études sur le journalisme au sein de la discipline des sciences de l'information et de la communication.

Curriculum vitæ (novembre 2013)

Nom patronymique : IDELSON

Prénoms : Bernard, Jean, Armand

Date et lieu de naissance : 24 mai 1956 à Paris (75014)

Nationalité : Française

Situation de famille : Marié, 3 enfants

Adresse personnelle : 5 impasse Alamandas – La Plaine – Bois-de-Nèfles-Saint-Paul - La Réunion.
Téléphone : 02 62 44 47 65. Mobile : 0692 86 18 35. Courriel : bernard.idelson@univ-reunion.fr

Adresse professionnelle : LCF- EA 4549, Faculté des Lettres et des Sciences Humaines, Université de la Réunion, 15, avenue René Cassin – BP 751 – Saint-Denis Messag Cedex 9 - La Réunion.
Téléphone : 02 62 93 85 76. Fax : 02 62 93 85 73 Courriel : bernard.idelson@univ-reunion.fr

Grade : Maître de conférences, 6e échelon – 71e Section – Sciences de l'Information et de la Communication. Faculté des Lettres et des Sciences Humaines, Université de La Réunion (titularisation 01/09/2000). 1996-1998 : Past en Journalisme ; 1998-2000 : Ater Université de La Réunion.

Parcours professionnel antérieur à l'activité universitaire : Journaliste Presse écrite : 1981-1993 (secrétaire de rédaction, rédacteur, rédacteur en chef) ; nationale *(France-Soir, Le Point*), locale *(Le Journal de l'Ile, Le Quotidien de la Réunion, Télé 7 Jours Réunion, Le Réunionnais*). Conseil en communication et journaliste indépendant : 1994-1997.

Titres universitaires français :
- Maîtrise d'Histoire, Université Paris 8 (1981) :
Titre : « L'émigration réunionnaise en métropole. Description et analyse du processus migratoire pendant 35 ans de départementalisation 1946-1981 », (s/d. M. Rébérioux).
- Licence Sciences de l'information et de la communication, Institut Français de la Presse (I.F.P.), Paris II (1981).
- D.E.S.S. « Techniques de l'Information - Journalisme », IFP, Paris 2 (1982).
Titre de mémoire : « *Le Journal de l'Ile de la Réunion* », (s/d. F. Balle).
- D.E.A. « Etudes Créoles et Francophones », Université de la Réunion/Université de Provence (1995) :
Titre : « De la RTF à RFO, la télévision réunionnaise. À travers le récit de vie d'un acteur pionnier : Jean Vincent-Dolor », (s/d. J. Simonin).

- Thèse de Doctorat nouveau régime (1999) :
Titre : « La Presse Quotidienne Régionale (P.Q.R.) acteur social local. Analyse d'un discours de presse : le cas du *Quotidien de la Réunion* (1976-1997) », soutenue le 2 février 1999 à l'Université de la Réunion
Président du jury : Jean-François TÉTU, professeur en Sciences de l'Information et la Communication, Université de Lyon 2
Membres du jury : Daniel BOUGNOUX, professeur en Sciences de l'Information et la Communication, Université de Grenoble III. Érik NEVEU, Professeur en Science Politique, Institut d'Études Politiques de Rennes. Jacky SIMONIN, directeur de thèse, Professeur en Sciences de l'Information et de la Communication, Université de la Réunion.
Mention : Très honorable.

ACTIVITÉS DE RECHERCHE

Principales thématiques : sociologie des journalismes et des médias de l'océan Indien : histoire des médias d'information, analyse socio-discursive de presse ; espace public médiatique local ; médias numériques et territoire ; médiatisation des questions de santé ; biographies d'acteurs des médias et études sur le journalisme.

Collaborations diverses :
- Membre du LCF-UMR 8143-CNRS/Université de la Réunion depuis 1996, Laboratoire de recherche sur les espaces Créoles et Francophones, UMR devenue EA 4549 en 2012. Site : www.lcf-reunion.fr.
- Membre de l'Association historique internationale de l'Océan Indien (AHIOI).
- Membre du Réseau d'études sur le journalisme (REJ).
- Expert pour l'évaluation du Programme Interdisciplinaire de Recherches (PIR) de l'ISCC : projets 2010.
- Membre du comité scientifique de la Conférence internationale, « Hypertextes et hypermédias. Produits, Outils et Méthodes », H²PTM 2011 : *Hypermédias et pratiques numériques* – Metz.

Participation aux programmes annuels et pluriannuels État et Région du pôle Communication du laboratoire LCF-UMR 8143 du CNRS/Université de La Réunion, transformée en EA4549.

Participations à des projets de recherche collaboratifs (les plus marquants) :

➢ Programme : « **Approche comparée des médias régionaux** » (membre de l'équipe), Plan Quadriennal de Recherche (PQR État/Université de la Réunion) (deuxième période 1996-97)
Le programme a porté sur l'analyse socio-politique de formes discursives (figures et arguments) produites par la presse régionale française.
➢ Programme BQR (Bonus Qualité Recherche) (bénéficiaire) : « **L'Internet dans les médias du sud-ouest de l'océan Indien : Madagascar, Maurice, La Réunion** », 2000-2001. L.C.F. : UMR 6058 du CNRS.
Le programme interroge la notion d'enchantement lié à l'apparition d'Internet dans les entreprises de presse du sud ouest de l'océan Indien, au sein de contextes socio-historiques et économiques hétérogènes.

➢ Programme Quadriennal État/Université de La Réunion, « **Espaces publics et TIC dans l'océan Indien** », 2002-2005.

Le programme s'intéresse à l'étude du développement des communications médiatisées et leurs effets sur le territoire, les usages, et les discours sociaux. Il a montré comment étaient mis en œuvre des processus d'hybridation entre sociabilités dites « traditionnelles » et sociabilités à références dites « modernes ». Responsable au sein de ce programme du Thème « Le Journalisme dans l'océan Indien : socio-biographie des acteurs et TIC ». Des enquêtes exploratoires ont été effectuées durant les années 2002 et 2003 à Maurice, Madagascar et à La Réunion auprès de professionnels de l'information, afin de constituer une base de données. Celle-ci a été réinvestie dans diverses activités scientifiques dont la participation au pôle Réunion, du Réseau d'études sur le journalisme (REJ).

➢ Programme Pluri-annuel Région/Université de la Réunion, « **Anthropologie des genres informatifs et des publics : producteurs, produits et récepteurs** », 2007.

Après avoir défini le concept d'ethnogenre informationnel à partir de l'observation des producteurs (journalistes ou hommes politiques) d'information et des produits informationnels dans les îles de l'océan Indien (2002-2005), le projet a permis d'enrichir la réflexion autour du rapport produit/public et en confrontant plus particulièrement la circulation de l'information à la question des frontières et/ou des limites géographiques et sociologiques des espaces insulaires de l'océan Indien.

➢ Programme Quadriennal État/Université de La Réunion : « **Usages, territoires et communications médiatisées dans l'océan Indien** » 2006-2009.

Le programme a affiché une orientation forte : appréhender, selon une approche socio-discursive, les discours médiatisés dans leur contexte socio-historique et dans une perspective typologique et de comparaison transnationale. L'objectif était de mettre en évidence les nouvelles manières de communiquer, de recueillir des éléments caractéristiques de cette nouvelle « culture des réseaux » et de voir jusqu'à quel point elle vient bouleverser les anciens repères.

➢ Programme Pluri Formations (PPF) – Contrat quadriennal État/Université de La Réunion (2006-2009), « **Géopolitique de la crise du Chikungunya. Dimensions de la vulnérabilité des îles de l'océan Indien (GEOPOL-OI)** ». Laboratoire porteur LCF-UMR 8143 du CNRS. Autre partenaire : IRD.

En dégageant les dimensions médiatiques et sociopolitiques de la crise du chikungunya dans l'océan Indien, le projet de recherche a permis de produire des connaissances diachroniques et synchroniques sur les situations de crise sanitaire, de comparer la gestion de cette crise dans les pays de la zone, d'étudier les mécanismes et les rôles des acteurs publics et privés dans chaque île, d'appréhender les tensions, rivalités et autres différents entre les États.

➢ Programme interdisciplinaire de l'ISCC (Institut des Sciences de la Communication du CNRS) – 2007-2008 (responsable) : « **L'Épidémie de Chikungunya à La Réunion et dans l'Océan Indien : analyse d'une situation de crise (médiatisation, opinion publique et pouvoirs publics)** » – ÉCROI. Laboratoire porteur : LCF-UMR 8143-CNRS/Université de la Réunion. Autres partenaires : Institut de Recherche pour le Développement (IRD), Laboratoire PRODIG CNRS-UMR - Pôle de Recherche pour l'Organisation et la Diffusion de l'Information Géographique

Résumé du projet : L'analyse des mécanismes de la construction sociale de la crise provoquée par l'épidémie du chikungunya à La Réunion (2005-2006), sous ses aspects communicationnels, politiques, institutionnels et sociaux, était au cœur de la recherche proposée. Il s'agissait, sur le principe du retour d'expérience, de tirer les enseignements de l'épidémie provoquée par une maladie dite émergente, mais connue depuis un demi siècle, dans l'objectif de mieux comprendre la construction des crises sanitaires. Les résultats concernaient trois axes thématiques : le retour d'expérience de la gestion de crise ; la compréhension du discrédit des autorités publiques en charge de cette gestion ; le fonctionnement pendant la crise des médias et de l'opinion publique.

➢ Programme Pluriannuel Région/Université de La Réunion : « **Médias et Tic dans l'océan Indien** ». (2009-2010) : au sein de ce programme, co-responsable du programme « Les communications médiatisées et le public ordinaire ».

Les travaux ont porté sur un objet médiatique, Radio et Télé Free FreeDom, dont la parole a été considérée comme une pratique sociale propre à une société créole d'interconnaissance qui reproduit sur les ondes et amplifie un lien singulier. Cette parole ordinaire mais aussi singulière, et l'analyse du

dispositif qui lui permet de s'exprimer, se situent ainsi dans un interstice entre production et réception. Ce programme a pu également s'intégrer au programme international du REJ sur « l'ordinaire du journalisme ».

➢ Programme Ministère de l'Outre-mer (2009-2011) : « **Risques et émergences des maladies infectieuses à La Réunion et à Mayotte : approches socio-spatiales »**. Laboratoire porteur : IRD, (responsable F. Taglioni). Autre partenaire : LCF-UMR 8143 du CNRS, Département de géographie de l'UR, Laboratoire de cartographie appliquée de traitement de l'image (UR), Drass (Réunion). Participation avec M. Watin à l'axe « Espace public médiatique » comprenant deux sous-programmes : 1 - L'analyse comparée des traitements médiatiques lors des phases d'émergence de maladies infectieuses. 2 – La prévention des risques sanitaires. Analyse comparée de campagnes de communication publique.

Activités pédagogiques et scientifiques internationales :

- Janvier 1996 et juillet 1999 : Missions d'enseignement et de recherche (AUPELF-UREF) à la Faculté des Lettres de l'Université de Tananarive (65 heures de cours de Journalisme).
- 1998 – 1999 : Membre de l'équipe du sous-programme de recherche (AUPELF-UREF-FICU) : « Analyse sociopolitique comparée de formes discursives (figures et arguments) produites par la presse insulaire dans l'océan Indien (Madagascar, Maurice et La Réunion) ».
- 2001-2002 : programme BQR Université de La Réunion : « L'information en ligne dans l'océan Indien – Réunion/Madagascar/Maurice ».
- Mars 2007 : organisateur du colloque « Journalismes dans l'océan Indien. Espaces publics en questions » - Université de La Réunion.
- Sept. 2007 (échange Erasmus) : cours à l'Université Louvain-La-Neuve (Belgique).
- Nov. 2007 : co-organisateur du colloque « Paroles d'outre-mer. Identités linguistiques, expressions littéraires et espaces médiatiques » - Université de La Réunion.
- Sept-oct. 2010 : co-organisateur du colloque : « *Médiatisation de la pandémie du chikungunya à la Réunion et dans l'Océan Indien* » - Université

de La Réunion.
- Co-organisateur durant sept années de séminaires annuels et/ou de cycles de conférences « Médias et Tic dans l'océan Indien ». Invités : N. d'Almeida, P. Breton, G. Gautier, A. Mattelart, J. Mouchon, D. Ruellan, Y. Winkin.

PUBLICATIONS

➢ OUVRAGE : 1 (en nom propre)
- *Histoire des médias à la Réunion de1946 à nos jours*, Paris, Le Publieur, 2006, 276 p.

➢ DIRECTIONS D'OUVRAGES : 6 (avec comité de relecture)
- (Éd.) *Actes du séminaire NTIC dans l'océan Indien, 20/23 mai 2001*, LCF-UMR 6058 du CNRS- Université de la Réunion/France Telecom, 2002, 74 p.
- (Ed.) *Actes du séminaire NTIC dans l'océan Indien avril 2002*, LCF-UMR 6058 du CNRS Université de la Réunion, 2003, 107 p.

- (S/d.) *Journalismes dans l'océan Indien, Espaces publics en questions*, Paris, L'Harmattan, Coll. Communication et Civilisation, 2008, 244 p.
- Avec Magdelaine-Andrianjafitrimo V., *Paroles d'outre mer. Identités linguistiques, expressions littéraires, espaces médiatiques.* Paris, L'Harmattan, 2009, 230 p.
- Avec Ledegen G., (eds), *Chikungunya, la médiatisation d'une crise. Presse, humour, communication publique*, Fernelmont (Belgique), Éditions Modulaires Européennes, EME, Coll. Sciences du Langage, Proximités, 2012, 220 p.
- Avec Ledegen G., Textes réunis de Jacky SIMONIN, *Parcours d'un sociolinguiste. Banlieue Nord de Paris/La Réunion*, Paris, L'Harmattan, Espaces discursifs, 2012, 322 p.

➢ CHAPITRES D'OUVRAGES SCIENTIFIQUES : 7
- avec Neveu É., « Médias de masse et journalisme », *in* M. Watin, (s/d.), *Communication et espace public - Univers Créoles* n° 1, Paris, Anthropos, 2001, pp. 103-127.
- « L'audiovisuel réunionnais depuis la décentralisation », *in* É. Maestri, (éd.), *La décentralisation, histoire, bilans évolution*, Paris, L'Harmattan, Université de la Réunion, 2003, pp. 257-272.
- « Les médias à la Réunion et à Madagascar », *in* J. Simonin, (s/d.), *Les médias dans les îles de l'océan Indien, Communautés périphériques et espaces publics émergents,* Paris, L'Harmattan, Coll. Communication et Civilisation, 2002, pp. 21-43.
- « Sous la IVe République, Une presse engagée », in Y. Combeau , (s/d.), *L'Ile de La Réunion sous la quatrième république 1946-1958. Entre colonie et département*, Saint-André, Océan Éditions, 2006, pp. 297-310.
- Avec Simonin J. et Almar N., « Madagascar, Maurice, Réunion, Du journalisme en océan Indien », *in* D. Augey, F. Demers, J.-F. Tétu, (s/d.), *Figures du journalisme, Brésil, Bretagne, France, La Réunion, Mexique, Québec*, Québec, Canada, Presses de l'Université de Laval, 2008, pp. 73-99.
- Avec Noël-Cadet N., « Chercher, enseigner et professionnaliser « outremer » : Le cas des Sciences de l'information et de la communication à La Réunion », *in* B. Idelson & V. Magdelaine-Andrianjafitrimo, (s/d.), *Paroles d'outre mer*, Paris, L'Harmattan, 2009, pp. 203-214.
- Avec Ledegen G., « Départementalisation et situation socio-linguistique mahoraise. Analyse comparative de discours de presse : Réunion - métropole - Mayotte », *in* F. Laroussi, F. Liénard, (s/d.), *Plurilinguisme, politique linguistique et éducation. Quels éclairages pour Mayotte ?*, Publications des universités de Rouen et du Havre, (PURH), Coll. « Dyalang », 2012, pp. 259-276.

➢ ARTICLES dans des revues internationales ou nationales avec comité de lecture répertoriées par l'AERES ou dans les bases de données internationales : 8
- avec Simonin J., « Médias et biographie », *Études de communication*, n° 17, Médias et communication dans un espace régional, Université Charles de Gaulle-Lille 3, 1995, pp. 40-66.
- « L'espace médiatique réunionnais, hier et aujourd'hui », *Hermès,* n° 32-33, Paris, CNRS Éditions, 2002, pp. 101-110.
- « L'information en ligne à La Réunion et à Maurice, espaces insulaires sous connexion », Revue *Études créoles*[136], vol. XXVI n° 1, (s/d. J. Simonin & É. Wolff), Paris, L'Harmattan, 2003, pp. 95-114.

[136] Revue référencée en Sciences du langage, liste AERES, vague D, 2008 : ISSN : 0708-2398.

- « Le créole dans les médias réunionnais », *Hermès,* n° 40*,* Paris, CNRS Éditions, 2004, pp. 128-134.
- « Les médias malgaches, mauriciens et réunionnais comme espaces publics émergents : bref historique, situation actuelle et perspectives en ligne », *Revue Historique de l'océan Indien*, n° 1, Saint-Denis de La Réunion, AHIOI, 2005, pp. 390-404.
- « De la censure à l'ouverture : Les médias de La Réunion, Maurice et Madagascar », *MédiaMorphoses*, n° 15, décembre 2006, pp. 33-36.
- « La presse réunionnaise et mauricienne au moment des décolonisations. *Le Journal de l'Ile* et *L'express,* si proches, si lointains », La Réunion dans l'océan Indien. De la décolonisation au XXIe siècle, *Revue Historique de l'Océan Indien, n°3,* Saint-Denis de La Réunion*,* AHIOI, 2007, pp. 131-143.
- « La crise du chikungunya à La Réunion : amplification médiatique et discordance de communication publique », *Médecine tropicale*[137], vol. 72, 2012, pp. 25-28.

➢ ARTICLES dans des revues avec comité de lecture non répertoriées par l'AERES ou dans des bases de données internationales : 5
- « Naissance de la télévision réunionnaise, Service Public et voix de la France », *Akoz – espace public,* n° 5, Saint-Denis de La Réunion, 1999, pp. 12-13.
- « Histoire des médias à la Réunion », *Les nouvelles technologies de l'information et de la communication dans l'Océan Indien, CERTIC,* n° 1, (Septembre 2000), L.C.F.-Université de La Réunion-Protel, 2000, pp. 84-67.
- « *Le Quotidien de la Réunion* : une création au "bon moment*" », Akoz – Espace public,* n° 15, 2002, Saint-André de La Réunion, Graphica, 2002, pp. 16-18.
- « *L'émigration en question* », *Akoz – Espace public,* n° 15, 2002, Saint-André de La Réunion, Graphica, 2002, pp. 25-27.
- Avec Simonin J. & Wolff É, 2010, « Allo ! Radio Free Dom, les auditeurs vous informent ». *Dispositif et discours : des normes informationnelles en action*, Chaire de recherche en éthique du journalisme (REJ), Université d'Ottawa, en ligne : http://www.crej.ca/REJ2010pdf.html

➢ COMMUNICATIONS AVEC ACTES DANS UN CONGRÈS OU UN SÉMINAIRE INTERNATIONAL : 16
- « La presse en ligne à la Réunion », *Actes du séminaire NTIC dans l'océan Indien, 20/23 mai 2001*, (éd. B. Idelson), LCF-UMR 6058 du CNRS - Université de La Réunion/France Telecom, 2002, pp. 58-62.
- « Les pratiques de l'information en ligne : la situation réunionnaise », *Actes du séminaire NTIC dans l'océan Indien avril* 2002, (s/d. B. Idelson), LCF-UMR 6058 du CNRS - Université de La Réunion, 2003, pp. 39-55.
- « La recherche en sic dans l'océan Indien : importation et adaptation des modèles », *Actes du 10e colloque bilatéral franco-roumain*-CIFSIC, Bucarest, 30 oct. 2003, en ligne : http://archivesic.ccsd.cnrs.fr/sic_00000745
- « La libéralisation des ondes à la Réunion et à Maurice : Radio FreeDom et Radio One, médias d'ouverture », *Media and Democracy in an age of transition (17-18 mai 2004),* (éds Kasenally R., Bunwaree, S.), OSSREA, Mauritius Chapter, University of Mauritius, 2005, pp. 293-321.

[137] Revue de pathologie, faisant appel à l'interdisciplinarité, répertoriée dans des bases de données internationales.

- « Le créole dans les médias réunionnais, débats et usages », *Actes du séminaire TIC dans l'océan Indien (5-6-7 avril 2004*), (éds N. Almar, N. Noël-Cadet), LCF 8143-Université de la Réunion, 2005, pp. 101-111.
- « L'épidémie de Chikungunya à la Réunion. Médias, opinion publique et pouvoirs publics dans la crise » : Communication colloque "Chikungunya et autres arboviroses en milieu tropical", Saint-Pierre de la Réunion, 3-4 décembre 2007. Résumé in *Bulletin de la société de pathologie exotique*, N° 5, décembre 2007, p. 339. (Site IVS Institut de veille sanitaire :
http://www.invs.sante.fr/display/?doc=publications/2008/colloque_chik_dec_2007/index.html).
- « Médias en ligne en contexte réunionnais : stratégies de presse », *Enjeux et usages des Tic, Médias et diffusion de l'information : vers une société ouverte*, (s/d. M. Meimaris & D. Gouscos), Tome 1, Athènes, Gutenberg, 2008, pp. 249-260.
- « Des journalistes et des îles », *Journalismes dans l'océan Indien, Espaces publics en questions*, (s/d. B. Idelson), Paris, L'Harmattan, Communication et Civilisation, 2008, pp. 19-35.
- « Radios locales sur le web : nouveaux acteurs, nouveaux territoires. L'exemple de Radio FreeDom (La Réunion) », *Actes du 4e colloque international Enjeux et Usages des Technologies de l'Information et de la Communication, Dynamiques de développement au carrefour des mondes*, (coord. C. Correia, I. Tomé), CITI-Faculté des Sciences Sociales et Humaines, Lisboa, Portugal, Université Nova de 2009, pp. 587-604.
- « Les nouvelles technologies ont-elles libéré les radios locales ? Le cas de Radio FreeDom (Ile de La Réunion – Océan Indien) », *Actes du Colloque international Les Nouveaux médias : nouvelles technologies pour un monde nouveau* (7-9 avril 2009), Université de Bahrain.
- « "*Partout, tout le temps !* ". Presse régionale en ligne : dispositifs et stratégies éditoriales multimédias. Le cas de La Réunion », *Rétrospective et perspective, 1989-2009, H2PTM'09*, (coord. I. Saleh, S. Leleu-Muviel, Y. Jeanneret, L. Massou, N. Bouhai), Paris, Hermès-Lavoisier, 2009, pp. 299-312.
- « Assimilation, identité culturelle et médias : le cas de l'île de La Réunion (Océan Indien) », *Communication et dynamiques de globalisation culturelle*, (s/d. A. Kiyindou, J.-C. Ekambo, L.-R. Miyouna), Paris, L'Harmattan, 2009, pp. 235-250.
- « Le web journalisme local et les promesses du *Rich Media*. Étude de cas », *Actes du 17ème Congrès de la Société Française des Sciences de l'Information et de la Communication. Au cœur et aux lisières des SIC*, édition numérique, Dijon, 23-24 juin 2010, en ligne : http://www.sfsic.org/telechargements/cat_view/71-17eme-congres
- « Traitement médiatique et crise sanitaire. L'épidémie du chikungunya à La Réunion », (dir. I. Gavillet), *Déviance et risque en dispositifs : expertise et médiatisation*, *Questions de communication*, série Actes, n°15, Nancy, Presses universitaires de Nancy, 2011, pp. 157-172.
- « Transfrontaliers clandestins et récits médiatiques. Le cas des *kwassa-kwassa* de Mayotte (France) », *Représentations du transfrontalier*, *Questions de communication*, série Actes, n° 12, 2001, pp 231-248.
- « L'installation de la télévision dans les DOM : ouverture ou fermeture d'un espace public médiatique ? Le contre-exemple de La Réunion », *La télévision, le temps des constructeurs. Jean d'Arcy : pensée et stratégies d'un père fondateur*, (s/d. S. Pierre), Paris, Ina/L'Harmattan, Les médias en actes, 2012, pp. 93-108.

➢ ARTICLES DE VULGARISATION ET RAPPORTS : 4

- « L'état de la communication audiovisuelle à la Réunion, 1996-1997 », rapport pour le compte du Conseil de la Culture, de l'Éducation et de l'Environnement de La Réunion – CCEE - Région Réunion – 1997, 52 p.
- « La Réunion », *Année Francophone Internationale 1998*, AFI-CIDEF, Faculté des Lettres, Université Laval, Québec, pp. 239-243.
- « La presse malgache, bref aperçu, Le contexte médiatique de la visite papale à la Réunion- 1989 », *La presse insulaire dans l'océan Indien, Madagascar, Maurice et la Réunion*, *Analyse socio-politique comparée de formes discursives*, (s/d. J. Simonin), Rapport scientifique Aupelf-Uref (Réf. 98/P AS/22), pp. 32-35 et pp.79-86, 2000.
- *Méthodologie d'analyse d'un corpus de presse : le cas du Quotidien de la Réunion (1976-1997),* L.C.F (Laboratoire « Langues, textes et communication dans les espaces Créolophones et Francophones »)/-U.M.R. 6059 du CNRS, Université de la Réunion, 2000.

ENCADREMENT DE TRAVAUX DE RECHERCHE

Dix-neuf mémoires de second cycle sur la thématique de l'analyse des médias indo-océaniques (Maîtrise, DESS, M2 Recherche) encadrés entre 2000 et 2013.

ACTIVITÉS D'ENSEIGNEMENT

CM :
L2 : Initiation aux Études sur le journalisme.
L3 : *Internet studies.*
M1 : Histoire des médias et des groupes de communication en France de 1914 à nos jours – Théories et terrains.
M2 : Histoire des médias et Tic dans l'océan Indien. Argumentation et rhétorique dans la communication.
Séminaires de recherche : analyse socio-sémiologique de corpus de presse. Mutations des médias et transformation du journalisme.

Td :
L3 : Techniques rédactionnelles de presse. L'écriture du Portrait de presse.
M1 : Recherche appliquée en Sciences de l'information et de la communication (méthodologie). Méthodologie de recherche sur l'histoire des médias en France. Méthodologie de la rédaction de mémoire.
M2 : Méthodologie de recherche sur l'histoire des médias dans l'océan Indien. Journalisme (journal école – méthodologie de projets).

Formation continue : Éducation Nationale (organisme de formation pour adultes : Neotec III), Institut d'Administration des Entreprises : séminaires connaissance des médias de l'océan Indien.

RESPONSABILITÉS ADMINISTRATIVES ET PÉDAGOGIQUES

- Coordinateur option « Médias, presse, multimédia » (jusqu'à 2007) – Suivi de l'insertion professionnelle des étudiants, relations avec les entreprises de presse.

- Directeur du département Sciences de l'information et de la communication, FLSH (trois ans : 2006-2009).
- Responsable pédagogique option « Journalisme » (depuis sept. 2009).
- Responsable pédagogique et président des jurys pédagogiques de L3 Information-Communication.
- Administrateur du site du département Sciences de l'information et de la communication de l'Université de La Réunion : www-univ-reunion.fr/infocom
- Fondateur et Directeur de publication de *Varangue*, journal école de la filière Infocom de la FLSH.
- Membre de commissions de sélection 71e section et 70e section (suppléant).

- Depuis 2011 : membre élu de la Commission Nationale des Universités (CNU), 71e section (Sciences de l'information et de la communication).

Dossier de publications significatives*

➢ OUVRAGE (en nom propre)

1 - *Histoire des médias à la Réunion de1946 à nos jours*, Paris, Le Publieur, 2006, 276 p.

➢ DIRECTIONS D'OUVRAGES (avec comité de relecture)

1 - (S/d) *Journalismes dans l'océan Indien, Espaces publics en questions*, Paris, L'Harmattan, Coll. Communication et Civilisation, 2008, 244 p.

2 - Avec Magdelaine-Andrianjafitrimo V., *Paroles d'outre mer. Identités linguistiques, expressions littéraires, espaces médiatiques.* Paris, L'Harmattan, 2009, 230 p.

➢ ARTICLES (avec comité de relecture)

1 - « La recherche en sic dans l'océan Indien : importation et adaptation des modèles », *Actes du 10e colloque bilatéral franco-roumain*-CIFSIC, Bucarest, 30 oct. 2003, en ligne : http://archivesic.ccsd.cnrs.fr/sic_00000745

2 - « Le créole dans les médias réunionnais », *Hermès,* n° 40*,* Paris, CNRS Éditions, 2004, pp. 128-134.

3 - « Le web journalisme local et les promesses du *Rich Media*. Étude de cas », *Actes du 17ème Congrès de la Société Française des Sciences de l'Information et de la Communication. Au cœur et aux lisières des SIC* , édition numérique, Dijon, 23-24 juin 2010, en ligne : http://www.sfsic.org/telechargements/cat_view/71-17eme-congres

4 - « Traitement médiatique et crise sanitaire. L'épidémie du chikungunya à La Réunion », (dir. I. Gavillet), *Déviance et risque en dispositifs : expertise et médiatisation*, *Questions de communication*, série Actes, n°15, Nancy, Presses universitaires de Nancy, 2011, pp. 157-172.

5 - « L'installation de la télévision dans les DOM : ouverture ou fermeture d'un espace public médiatique ? Le contre-exemple de La Réunion », *La télévision, le temps des constructeurs. Jean d'Arcy : pensée et stratégies d'un père fondateur*, (s/d. S. Pierre), Paris, Ina/L'Harmattan, Les médias en actes, 2012, pp. 93-108.

** Les ouvrages sont remis à part.*

Le Publieur

Bernard Idelson

HISTOIRE DES MÉDIAS À LA RÉUNION

de 1946 à nos jours

BIBLIOTHÈQUE
UNIVERSITAIRE & FRANCOPHONE

Histoire des médias à la Réunion

À vocation pédagogique, ce livre retrace les différentes étapes de l'histoire de la presse réunionnaise. Celle de l'après-guerre reflète bien la bipolarisation de deux camps, l'un anti-colonial, l'autre anti-communiste. L'arrivée de Michel Debré dans l'île, en 1963, accentue ces tensions. L'audiovisuel d'État et les journaux sont alors sous contrôle. Avec l'ouverture de la presse et la libéralisation des ondes durant la décennie 80, les verrous sautent. Les chaînes satellitaires et l'information en ligne apparaissent fin 90, en même temps qu'à Maurice et à Madagascar.
Chaque chapitre propose des outils de compréhension des processus de changement des médias. L'histoire récente des organes d'information réunionnais se révèle étroitement mêlée au contexte social, politique et économique de ce département d'outre-mer. Ici, l'espace public médiatique s'est forgé en à peine trente ans, alors qu'il aura fallu deux siècles à d'autres pays (d'Europe) pour le conquérir. C'est là l'une des singularités d'une île en mutation, véritable laboratoire social, si fécond pour l'observateur du temps présent.

Bernard Idelson, maître de conférences en sciences de l'information et de la communication à l'université de La Réunion, a été journaliste pendant une quinzaine d'années à Paris et à La Réunion. Ses recherches portent sur la sociologie des médias dans l'océan Indien.

ISBN : 2-35061-007-1
9 782350 610078

Le Publieur vous invite
à retrouver les ouvrages de la bibliothèque
universitaire francophone sur son site
www.**lepublieur**.com

22 €

Sous la direction de
Bernard IDELSON

Journalismes dans l'océan Indien

Espaces publics en questions

L'Harmattan
Communication et Civilisation

Cet ouvrage collectif est le deuxième de la collection « Communication et Civilisation » à traiter des médias de l'océan Indien.
Le premier analysait des productions journalistiques couvrant un événement médiatique « total » : la visite du pape Jean-Paul II à La Réunion, à Madagascar et à Maurice en 1989.
Celui-ci s'intéresse aux producteurs, journalistes réunionnais, mauriciens, malgaches, comoriens et seychellois.
Il témoigne d'une rencontre qui a permis de réunir des chercheurs de plusieurs universités et des professionnels des médias venus rendre compte de leurs analyses pour les uns et de leurs pratiques pour les autres.
S'il se dégage de ces contributions une première impression d'hétérogénéité - de contextes géographiques, de conditions d'exercice, d'histoires insulaires -, il apparaît des habitus communs chez l'ensemble des journalistes. Tous se réfèrent à une conception normative de leur profession, dans une volonté d'ouverture démocratique de leurs aires d'exercice. On découvre alors des espaces publics en émergence, issus d'une tradition de presse politique des périodes pré et post-coloniales. Qu'ils émanent de supports écrits, audiovisuels ou en ligne, ces espaces médiatiques publics en mutation sont ici mis en questions.

Journalismes dans l'océan Indien

Espaces publics en questions

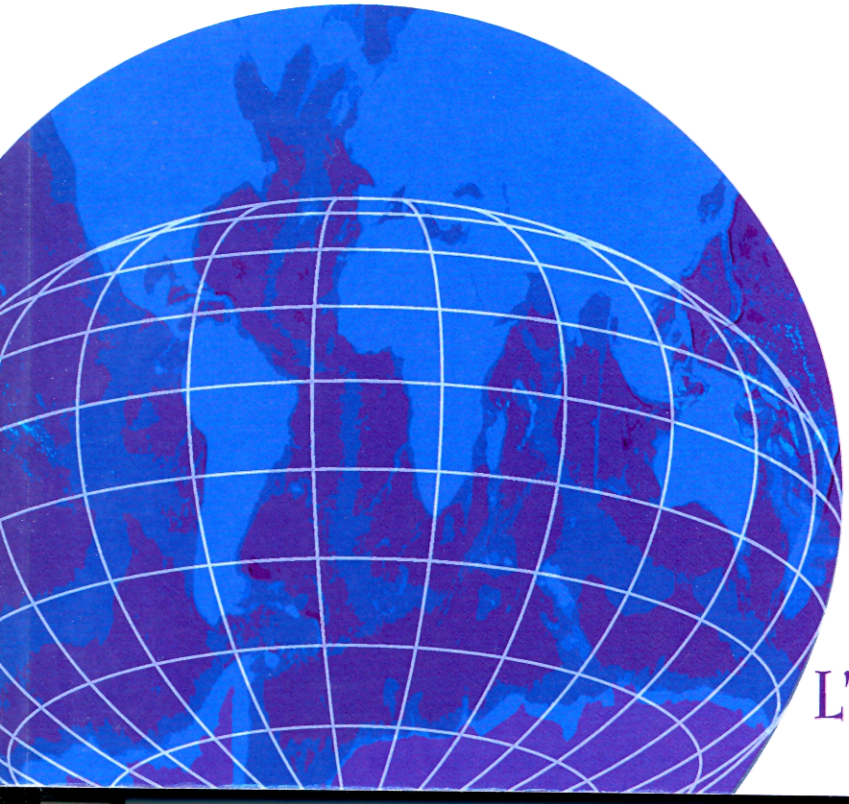
9 782296 063976

ISBN : 978-2-296-06397-6
22,50 €

Sous la direction de
Bernard IDELSON
Valérie MAGDELAINE-ANDRIANJAFITRIMO

paroles d'outre-mer

identités linguistiques
expressions littéraires
espaces médiatiques



L'Harmattan

Ce recueil de contributions témoigne d'une rencontre inhabituelle qui s'est déroulée à Saint-Denis de La Réunion : celle de chercheurs réunis pour un colloque intitulé « Paroles d'outre-mer – Identités linguistiques, expressions littéraires, espaces médiatiques ». Ces textes laissent percevoir la complexité, la diversité et bien sûr la richesse des approches épistémologiques, analytiques et méthodologiques des uns et des autres. Ils émanent de plusieurs champs disciplinaires : droit public, littératures comparées, sciences du langage, sciences de l'éducation, psychologie cognitive, sciences de l'information et de la communication. Ces paroles, issues de l'outre-mer, concernent des rivages caribéens, antillais, guyanais, néo-calédoniens, réunionnais et indo-océaniques.

Loin des représentations et des fantasmes sur un outre-mer qui serait homogène et uni, il est question ici d'un regard quelque peu décentré sur les sociétés concernées.

Avec les contributions de :
Claudine Bavoux, Mounira Chatti, Nicolas Clinchamps, Frédérique Hélias, Yann Vigile Hoareau, Bernard Idelson, Michel Launey, Denis Legros, Valérie Magdelaine-Andrianjafitrimo, Daïna Maillet, Nathalie Noël-Cadet, Daniel-Henri Pageaux, Yolaine Parisot, Didier de Robillard, Jacky Simonin, Roger Toumson, Frédéric Tupin, Michel Watin, Éliane Wolff.

9 782296 081598

ISBN : 978-2-296-08159-8

23 €

Archive Ouverte en Sciences de l'Information et de la Communication

version française RSS

Accueil
Mon espace
Consulter
Rechercher
Déposer
Services
?

Fiche détaillée

Récupérer au format

X° Colloque bilatéral franco-roumain, CIFSIC Université de Bucarest, 28 juin - 3 juillet 2003, (2003)

Liste des fichiers attachés à ce document :

HTML
index.html (70.6 KB)
PDF
sic_00000745.pdf (182.2 KB)
DOC
sic_00000745.doc (73 KB)

sic_00000745, version 1

La recherche en SIC à l'Ile de la Réunion : importation et adaptation des modèles

Bernard IDELSON

(30/10/2003)

Dix ans de recherche en sciences de l'information et de la communication à l'île de la Réunion permettent de prendre un peu de recul quant à l'utilisation de problématiques utilisant des modèles venus de « l'extérieur ». Il s'agit d'adapter les outils de recherche à une société créole, qui bien que département français et région européenne, n'en reste pas moins singulière. La communication propose un état des lieux synthétique des travaux réalisés. Elle souligne les adaptations théoriques et méthodologiques nécessaires à l'analyse d'objets d'études communicationnelles réunionnais, mauriciens et malgaches . A travers quelques objets d'étude, elle présente les contextes insulaires et suggère comment les recherches en SIC peuvent intégrer leurs dimensions sociohistoriques

Domaines scientifiques : **Sciences de l'Homme et Société/Sciences de l'information et de la communication/Théories information/communication**

Sciences de l'Homme et Société/Sciences de l'information et de la communication/Espace public

Mots-clés en français : **Recherches en SIC - Océan Indien - Adaptation des modèles.**

sic_00000745, version 1
http://archivesic.ccsd.cnrs.fr/sic_00000745
oai:archivesic.ccsd.cnrs.fr:sic_00000745
Soumis le : Vendredi 17 Octobre 2003, 10:29:49
Dernière modification le : Jeudi 6 Avril 2006, 22:38:52

Manuscrit auteur, publié dans "N/P"

sic_00000745, version 1 - 17 Oct 2003

Bernard IDELSON
UMR-8143 du CNRS
Université de la Réunion

La recherche en SIC à l'Ile de la Réunion : importation et adaptation des modèles

Dix ans de recherche en sciences de l'information et de la communication à l'île de la Réunion permettent de prendre un peu de recul quant à l'utilisation de problématiques utilisant des modèles venus de « l'extérieur ». Il s'agit d'adapter les outils de recherche à une société créole, qui bien que département français et région européenne, n'en reste pas moins singulière. La communication propose un état des lieux synthétique des travaux réalisés. Elle souligne les adaptations théoriques et méthodologiques nécessaires à l'analyse d'objets d'études communicationnelles réunionnais, mauriciens et malgaches[1]. A travers quelques objets d'étude, elle présente les contextes insulaires et suggère comment les recherches en SIC peuvent intégrer leurs dimensions sociohistoriques.

I) DES CONTEXTES INSULAIRES

Dans l'espace régional du Sud-est de l'océan Indien, La Réunion, Madagascar et Maurice font parfois l'objet d'études communes (Simonin, 2002). Ces trois îles partagent une histoire coloniale qui a vu s'affronter deux empires coloniaux, l'Angleterre et la France. Mais les phénomènes communicationnels et les médias se situent aujourd'hui dans des contextes sociopolitiques fort différents. Nous nous intéressons principalement à l'île de la Réunion d'où est conduite la majeure partie des recherches en sciences de l'information et de la communication dans la zone. Des déclinaisons malgaches et mauriciennes en font néanmoins partie intégrante.

Une île en mutation

D'ancienne colonie, la Réunion a accédé au statut de département en 1946, puis de région (monodépartementale) en 1982, et appartient actuellement aux régions ultrapériphériques de l'Europe.
Les années 60-70 ont représenté une période d'accélération de transferts publics financiers sans précédent depuis la métropole vers l'île, précisément au moment où les îles voisines accédaient à leur indépendance (1960 pour Madagascar, 1968 pour Maurice). Dans un contexte international de Guerre froide, une bipolarisation de la scène politique locale s'est instaurée, opposant communistes autonomistes et départementalistes. Il s'agissait alors pour le pouvoir en place (symbolisé par la présence dans l'île du député Michel Debré) de transformer la Réunion. L'objectif, en renforçant les structures de l'Etat (équipement, santé, éducation), était d'éloigner toute velléité de sécession des opposants (Idelson, 2002). En quelques années (moins de deux décennies), la société locale a subi des transformations identiques à celles qu'ont connues les pays d'Europe pendant leur industrialisation. Mais la

[1] La faculté des lettres et des sciences humaines de l'Université de la Réunion abrite un département sciences de l'information et de la communication depuis une dizaine d'années. Les enseignants chercheurs de ce département effectuent leurs travaux de recherche au sein du laboratoire LCF-UMR 8143 du CNRS, dirigé par Jacky Simonin. Le laboratoire regroupe trois pôles, communication, linguistique et littérature, autour du thème central « Langues, textes et communication dans des espaces créolophones et francophones ».

sic_00000745, version 1 - 17 Oct 2003

différence réside dans le fait que l'île est passée directement d'une société agricole à une société du tertiaire, sans étape intermédiaire de révolution industrielle. Dans ce contexte particulier, on observe alors des processus d'émergence d'un espace public dans lequel les médias jouent un rôle marquant (Watin & Wolff, 1995).

Le concept d'espace public local en émergence

Les travaux des chercheurs locaux ont ainsi porté sur le thème de l'émergence d'un espace public à la Réunion à partir des années 70. Les recherches se réfèrent généralement à une variation entre « un modèle rationnel et normatif développé par J. Habermas et un modèle heuristique et esthétique exposé par H. Arendt » (Watin, 2001 : 55). Le concept trouve son origine dans la cité grecque pour aboutir en Europe à la sphère publique bourgeoise, notamment avec les idées de la Révolution Française et les nouvelles formes de lien social qu'elles génèrent en Europe.
Dans une société créole comme la Réunion, qui n'a pas connu une bourgeoisie industrielle s'opposant à un Etat monarchique, l'espace public apparaît beaucoup plus récemment, et surtout, sous une forme différente. Cette émergence se manifeste dans trois sphères distinctes dont le développement est lié au renforcement des institutions en général : l'école, l'univers de l'urbain et les médias :

- *le système éducatif* réunionnais a connu un essor très rapide, tant en infrastructures qu'en personnels. En trois décennies à peine, un retard considérable a été rattrapé avec des résultats qui tendent vers la moyenne nationale. La construction des lycées, par exemple, a modifié la sociabilité des jeunes réunionnais, leur permettant de découvrir d'autres comportements d'être en public (Wolff, 1996).
- *l'urbanisation* qui a également engendré un développement important, en particulier avec la construction massive de logements sociaux[2], l'apparition de cités et la densification des villes, a produit une nouvelle forme d'habitat. D'autres modes de vie, en rupture avec l'organisation de l'espace domestique traditionnel, sont apparus (Watin, 1991). Cette sphère concerne l'aspect physique de l'espace public réunionnais.
- *les médias :* durant la première période de la départementalisation, ils sont entièrement sous l'influence des deux forces politiques en présence, autonomiste et départementaliste. L'Etat contrôle alors la radio et la télévision (Idelson, 1999, 2002). L'apparition d'un nouveau titre, *Le Quotidien de la Réunion* (1976) apporte du pluralisme dans la presse écrite. Les premières radios libres (1981), l'avènement d'une télévision « pirate », Télé Freedom (1986), puis de nouvelles chaînes publiques et privées (1991) remettent en cause le monopole audiovisuel de l'Etat. L'espace médiatique va peu à peu s'ouvrir, libérant un débat public médiatisé, limité jusqu'alors à la question omniprésente du statut de l'île.

Les prémisses d'un espace public local vont peu à peu apparaître, suivant un processus de transfert de sphères. E. Wolff (1996, 1998) a illustré ce transfert en décrivant l'univers des néo-lycéens qui, appartenant à des familles récemment logées dans les cités des quartiers est de Saint-Denis, devenaient également acteurs de nouveaux débats publics au sein même de l'institution scolaire. Ils y créaient ainsi des premiers journaux lycéens aux titres évocateurs : *Boum Jeunesse, Cactus, Pourquoi Pas ?* Puis, certains d'entre eux devenaient journalistes et s'inséraient dans les rédactions de l'île. Avec des conceptions nouvelles de pluralisme, ils participaient de la sorte, en tant qu'acteurs, au processus d'ouverture médiatique.

Le développement des TIC

[2] Environ 5 000 à 6 000 par an.

Le développement des technologies de l'information et de la communication a pu atteindre des sociétés créoles qui, jusqu'à une période récente (années 60), étaient restées relativement enclavées.
Ces nouvelles technologies, ainsi que les transformations sociopolitiques (départementalisation pour la Réunion), ont modifié considérablement les pratiques communicationnelles. Avec l'apparition de médias de diffusion de masse et de médias interactifs (téléphone fixe et mobile, internet), les rapports sociaux traditionnels, basés essentiellement sur l'interconnaissance, ont été modifiés par la généralisation des communications. Mais cette mutation ne s'est pas effectuée de manière linéaire : on ne peut parler de substitution d'une société dite traditionnelle par une société dont la modernité ferait table rase des interactions de face à face. On assiste plutôt à un métissage entre des pratiques traditionnelles et des pratiques communicationnelles plus récentes.
La société créole réunionnaise, en raison de cet état d'*hybridation* (Simonin, 1999), constitue un terrain d'étude - laboratoire social - particulièrement fécond.
Les chercheurs locaux se sont intéressés à des situations de communication médiatisée avec des postures théoriques en fonction desquelles ils se positionnent. Par exemple, le point de vue phénoménologique peut être utilisé pour définir une situation de communication, avec ses trois composantes liées : « les structures sociales, les pratiques sociales et les perceptions sociales » (Simonin, 2001 : 82). Parmi les différentes études, les émissions locales interactives radiophoniques ou télévisuelles laissent bien apparaître ces phénomènes langagiers propres à la société locale (par exemple avec l'utilisation du créole et du français sur les ondes). Les différentes situations de communication lors d'une émission de Télé Freedom peuvent aussi être analysées en empruntant l'apport théorique d'E. Goffman qui permet de mettre en évidence les règles de conduite dans un espace public télévisuel (*idem* : 97). Les dispositifs, formats ou encore cadres participatifs de l'émission, ainsi que les interventions des différents protagonistes (téléspectateurs, animateurs, et directeur de la télévision), sont alors abordés à l'aide d'un cadre analytique préalablement défini.
Autre exemple et autre terrain d'étude : l'arrivée des Tic dans le petit territoire isolé du cirque de Mafate, auquel on ne peut accéder qu'à pied, par des sentiers escarpés, ou en hélicoptère. E. Wolff (2003) a eu recours à l'approche ethnographique pour observer l'arrivée dans le cirque des paraboles satellitaires, du téléphone portable et d'une « maison des services » qui propose un accès public à internet. Cette recherche « mafataise » s'inscrit dans une problématique générale des usages et vise « à une meilleure connaissance des pratiques et représentations des technologies de l'Information et de la Communication à la Réunion » (*idem* : 6). Une posture méthodologique spécifique au terrain d'étude est cependant utilisée ici ; la focale est dirigée sur des pratiques d'individus. Il est également tenu compte du fait que ces usagers appartiennent « à une communauté territorialisée, inscrite dans un contexte, une histoire et une identité locale spécifiques » (*ibid.* : 7). La dimension temporelle est prise en compte : l'étude se déroule sur cinq années, afin de mieux observer les processus d'appropriations des Tic par les habitants de Mafate.
Toujours d'un point de vue méthodologique, c'est le même constat de nécessité d'adaptation que dresse E. Wolff lorsqu'elle conduit le volet réunionnais d'une enquête européenne sur les jeunes et l'écran. En préalable, l'auteur souligne l'inadéquation frappante du questionnaire destiné à des foyers européens, avec les réalités réunionnaises. Certaines réponses témoignent ainsi d'une hostilité aux questions, perçues comme s'adressant à un autre monde, plus riche : « Lors de l'enquête, les jeunes issus de milieux défavorisés affirment ne jamais téléphoner (25%), ni lire une BD (44%), ne jamais jouer à un jeu vidéo (50%), utiliser un ordinateur (69%), faire du sport dans un club (63%), ou aller au cinéma (46%) » (Wolff, 1999 : 222). Pour mieux appréhender les questions d'usages et de réception dans un contexte en profonde mutation, et dont les données évoluent en permanence, le chercheur a alors recours à une

sic_00000745, version 1 - 17 Oct 2003

approche de type ethnographique. Il entend donner « la parole aux acteurs que sont les familles et les enfants (afin) de permettre une compréhension fine de processus mouvants, qu'il s'agit de préserver de toute pensée trop fortement prédictive ou de questions implicitement prescriptives. » (Proulx & Wolff, 2001 : 142-143).

L'espace physique en société créole

Dans la société créole traditionnelle réunionnaise, le rapport au territoire implique une organisation basée sur une sociabilité de l'interconnaissance, au sein du « kartié », marquée par la parenté et le vécu commun (Watin, 1991). Un contrôle social « primaire » s'effectue ici « de *visu* » (Watin & Wolff, 1995 : 20). Avec l'urbanisation soutenue, le rapport au territoire va se modifier. Les nouveaux découpages administratifs engendrent une « reterritorialisation », modifiant les espaces de sociabilité. Les réseaux de communication modernes vont accélérer des processus de transformations des villes et de l'espace créole en général. Mais cette mutation ne s'effectue pas de manière linéaire. On observe un phénomène d'*hybridation* entre différents modes de sociabilité et des activités – modernes *vs* traditionnelles – qui se développent, quelle que soit la période, dans une aire géographique toujours limitée.
M. Watin s'est intéressé au développement des réseaux à la Réunion, dont le modèle est calqué sur celui de la métropole. Il constate que dans l'île comme ailleurs, la société en réseaux ne produit guère les effets prometteurs souvent annoncés par les décideurs. Le lien social ne se tisse pas dans le sens d'une plus grande égalité entre les citoyens : au contraire, la concentration urbaine, renforcée par les réseaux, à l'échelle d'un petit territoire comme la Réunion, ne va pas dans le sens d'une accessibilité partagée entre tous les îliens. Sont évoqués alors les « ghettos communicationnels et urbains » (Watin, 2002 : 34), et les effets de ces mutations technologiques : « Ainsi, le *kartié*, lieu de la proximité géographique disparaît petit à petit au profit d'espaces permettant l'exercice de nouvelles proximités structurées par les réseaux. De fait, les solidarités " mécaniques " et le lien social spécifiques qui prévalent dans les *kartié* s'affaiblissent, modifiant radicalement les principes fondant la créolité » (Watin, à paraître).

Extension dans la zone

La nécessité de contextualiser les objets d'étude apparaît également dans les travaux menés dans la zone. Une recherche comparative concernant les médias régionaux a été effectuée à l'occasion de la visite du Pape Jean-Paul II dans l'océan Indien en 1989. L'événement, de grande envergure, avait été couvert par les médias de chacune des trois îles, Réunion, Maurice, Madagascar. L'analyse a permis de comparer des dimensions régionales, tout en utilisant des problématiques exogènes adaptées à cet objet local (Simonin, 2000a).
Plusieurs chercheurs locaux, malgaches, mauriciens, et aussi européens ou nord-américains ont pu croiser leur regard[3]. « C'est ainsi que la construction médiatique d'événements dans un espace public local, qui fait l'objet d'une analyse sociopolitique et textuelle des performances

[3] La recherche a donné matière à un ouvrage collectif (Simonin, 2002) auquel les auteurs suivants ont contribué : Réunion : B. Idelson, J. Simonin. Madagascar : B. Idelson. Maurice : V. Barbeau, M. Paroomal. Quebec : G. Gauthier, E. Giguère. Métropole : Ph. Breton, D. Dayan, J. Mouchon, Y. Winkin. Suisse : S. Comment.
Cette recherche s'inscrit dans la continuité d'études sur les médias et la communication conduites dans l'espace francophone. Une première phase comprenait une étude du traitement par la presse réunionnaise d'une élection à la présidence du conseil général (Simonin, 1995). Dans une seconde phase, le champ de la recherche s'est élargi aux médias de deux régions, La Réunion et l'Alsace, traitant d'un événement central : le traité de Maastricht. La recherche concernant la visite papale en constitue la troisième phase (Simonin, 2000a).

sic_00000745, version 1 - 17 Oct 2003

médiatiques, guide l'ensemble de ces travaux. » (Simonin, 2002 : 7). Cet événement, mis en contextes, a permis de faire ressortir les similitudes et les différences des trois îles. Un modèle « heuristique pluridimensionnel » (*idem* : 10) a été élaboré pour l'analyse. Les traits contextuels majeurs ont été soulignés : histoire coloniale parallèles, systèmes politiques contrastés, paysages médiatiques différents, espaces publics en émergence. Est apparue enfin la caractéristique de « communautés périphériques », commune au trois pays. L'histoire de ces trois îles les a souvent conduites sous la dépendance d'un centre situé en Europe, alors que la tendance actuelle « semble s'orienter vers un « polycentrisme » régional, indo-océanique, mais selon des stratégies politiques et économiques contrastées » (*ibid.* : 17). Le tour du monde papal, qui passe par l'océan Indien, illustre bien ce que D. Dayan appelle « le nomadisme de ce centre global ». La version india-océanique du périple de Jean-Paul II relève d'un genre sans doute universel, celui de la « télévision cérémonielle » (Dayan & Katz, 1996), mais traité dans des espaces insulaires particuliers.

II) AUTRES APPROCHES QUALITATIVES : MEDIAS ET JOURNALISTES REUNIONNAIS

La nécessité d'adopter, dans les travaux, une posture anthropologique prenant en compte les contextes insulaires dans lesquels ils sont menés, a été évoquée. Il s'agit d'appréhender ces espaces socio-historiques, particulièrement en mutation pour la Réunion, du point de vue des structures comme des acteurs. Les chercheurs s'emploient donc à décrire les processus de structuration et de restructurations de la société réunionnaise, tout en s'intéressant aux acteurs et à leurs représentations. Les études sont menées avec une visée explicative, et portent davantage, pour le moment, sur la construction d'une connaissance qualitative, ethnographique et biographique.
Concernant les médias réunionnais, deux exemples de recherche ayant adapté des modèles externes d'analyse, notamment sur le plan de la méthodologie, sont présentés dans cette partie. Il s'agit d'une monographie d'un journal, *Le Quotidien de la Réunion* (Idelson, 1999), et d'une sociologie des professionnels des médias, élaborée sous forme de biographie et de recueil d'entretiens (Simonin & Idelson, 1995, Idelson, à paraître).

Un journal régional, acteur social local

Une monographie d'un journal, *Le Quotidien de la Réunion*, à travers trois mouvements sociaux[4] (Idelson, 1999), constitue le premier exemple.
L'analyse concerne ainsi un discours de presse local et sollicite une problématique de l'argumentation (Breton, 1996). Cette posture théorique et méthodologique est adoptée en raison de la spécificité de l'écriture journalistique réunionnaise. A ce propos, G. Gauthier considère le journalisme réunionnais à partir d'un modèle du journalisme nord-américain (Gauthier, 1995). Il montre que ce journalisme s'éloigne du paradigme du fait essentiellement rapporté, et que le « témoin observateur de l'actualité » se transforme en commentateur qui analyse, voire intervient en permanence dans le débat public. G. Gauthier cite de Bonville et Charron qui utilisent le terme de « magistère journalistique » (*idem* : 108).

[4] Le premier concerne un mouvement d'auto-soutien du journal en 1977, lorsqu'à ses débuts, il connaît une grave crise financière. Le deuxième est lié aux émeutes des « événements de 91 » consécutifs à la saisie des émetteurs d'une télévision illégale, Télé FreeDom. Le troisième traite de la couverture du mouvement social des fonctionnaires de 1997, confrontés à un projet de réforme de leur système de rémunérations.

sic_00000745, version 1 - 17 Oct 2003

Ce rôle plus actif des journalistes réunionnais[5] conduit le chercheur à adapter des modèles d'analyse à une presse locale qui brouille les genres information/commentaire, aux emplacements en général distincts.
L'analyse de presse évoquée s'inscrit alors dans une perspective diachronique. L'évolution du discours journalistique est prise en compte : le corpus retenu propose d'observer le titre à trois moments clefs de son histoire, « séquences également significatives en termes de mutations sociales, de l'histoire récente de l'île de la Réunion » (Idelson, 2000 : 3).
Quatre procédés journalistiques, tant de contenu que de forme, composent la grille d'analyse qui a pour objectif principal de confirmer l'hypothèse générale d'un journal agissant comme acteur social (Neveu, 1999), notamment durant ces trois épisodes :

	procédé 1	procédé 2	procédé 3	procédé 4
Dates	**Arguments**	**Métaphores**	**Actes de communication** (mise en forme journalistique) - relation des faits - commentaires - mise en page	**Repérage des actants** (prenant en charge le discours journalistique) - apparition des acteurs

Dans le procédé 1, par exemple, le repérage et l'analyse argumentative sont effectués et déclinés selon une grille d'arguments types, inspirée principalement de celle de Ph. Breton (1996 : 90). Deux principales familles d'arguments sont catégorisées par l'auteur : les arguments de cadrage, qui permettent à l'auteur du discours d'orienter son propos de façon à imposer au récepteur sa conception plus en amont dans le texte, puis les arguments de lien, en rapport avec l'accord obtenu (*idem* : 76).
Le texte argumentatif se caractérise, selon Ph. Breton, par la volonté de son auteur de convaincre. De même, dans le discours de presse sélectionné, le repérage des arguments permet d'établir que les propos du journaliste cherchent à rallier le lecteur à son point de vue.
Ces arguments attestent de l'engagement du journal dans la relation des mouvements sociaux évoqués, engagement favorable ou non, mais qui fait ressortir un positionnement caractérisé. Le cadrage (Neveu, 1996) exercé sur les événements permet de le situer dans le débat public réunionnais à travers le prisme de ces mouvements sociaux ; ce qui révèle bien le rôle d'acteur social local joué par ce titre de la PQR réunionnaise.

Une sociologie des acteurs

Des journalistes locaux, dont les trajectoires sociales apparaissent significatives des mutations du paysage médiatique réunionnais, ont été approchés. La scène médiatique, comme celle politique d'ailleurs, procèdent ici « d'une logique d'acteurs dont l'histoire constitue l'un des principes matriciels forts » (Idelson & Simonin, 1995 : 42). L'espace public en émergence, évoqué *supra*, s'observe au niveau structurel, mais dans un tel contexte, l'approche biographique de certains de ses acteurs des médias se révèle pertinente.
Ainsi, un récit de vie d'un des premiers journalistes de radio et de télévision de l'île, Jean Vincent-Dolor, a été recueilli (*idem*). Cet acteur clef de l'audiovisuel réunionnais a présidé pendant quarante années aux destinées de différents médias de l'île, en particulier de

[5] L'implication des rédacteurs en chef lors d'éditoriaux parfois très pamphlétaires et virulents est à ce sujet caractéristique. J. Simonin n'hésite pas à les qualifier de « prédicateurs », et souligne le sentiment d'appartenance communautaire sur lequel les journalistes locaux s'appuient (2000b : 299).

sic_00000745, version 1 - 17 Oct 2003

l'audiovisuel public (RTF, ORTF, FR3 Réunion de 1948 à 1981). Premier journaliste radio (RDF), il devient ensuite rédacteur en chef du *Journal de l'Ile de la Réunion*, puis premier journaliste de télévision, avant d'assurer la rédaction en chef de la télévision d'Etat jusqu'à l'alternance politique de 1981. En partant du point de vue de l'acteur et de ses représentations professionnelles propres, en adoptant une posture qualitative, on est à même d'observer les mutations des médias réunionnais qui se produisent au sein d'une société d'interconnaissance. Ici, peut-être plus qu'ailleurs, les rencontres, les réseaux (parfois de nature nobiliaire) façonnent ce paysage médiatique (Idelson, 2002 : 204).
L'approche biographique peut s'effectuer en fonction de certaines considérations relevant "d'orientations théoriques qui impliquent un choix de paradigmes entre l'objectivisme et la phénoménologie" (Simonin & Idelson, 1995 : 51). Un acteur tel que Jean Vincent-Dolor, ancien résistant, gaulliste convaincu et farouche opposant au Parti Communiste Réunionnais, s'inscrit parfaitement dans un conflit politique interne, autour de la question du statut, qui divise l'île pendant quarante ans. Les données de son parcours familial et professionnel se révèlent particulièrement heuristiques. Dix-sept heures d'entretiens retraçant sa carrière ont permis d'analyser par thème une biographie féconde.

Une approche « générationnelle » des journalistes réunionnais

La démarche d'E. Wolff (1998) qui s'intéresse aux premiers journalistes lycéens des années 70 a également recours à l'analyse d'entretiens. De même, les différents travaux des chercheurs locaux (Simonin *et alii*, 1995) montrent comment s'est construit, durant les trois dernières décennies, un groupe professionnel journalistique, élément moteur d'un nouvel espace public réunionnais.
Une autre étude porte sur un échantillon de journalistes, dont les discours ont été recueillis (Idelson, à paraître). Cet échantillon est constitué, d'une part, de journalistes ayant déjà plusieurs années de pratique dans l'île et considérés comme « bien installés » au sein de leur rédaction, et, d'autre part, des producteurs d'information (c'est-à-dire non répertoriés comme journalistes) exerçant une activité en ligne. Les discours de ces journalistes, à propos de leur déontologie, sont passés au tamis d'une grille d'analyse qui tente de faire ressortir les représentations sociales de leur profession telles que les définit D. Jodelet : « Une forme de connaissance socialement élaborée et partagée, ayant une visée pratique et concourant à la construction d'une réalité commune à un ensemble social » (1993 : 36). Il s'agit alors de mettre en évidence « les définitions partagées par les membres d'un même groupe (qui) construisent une vision consensuelle de la réalité pour ce groupe » (idem : 35).

Journalistes « traditionnels » et « en ligne »

Les entretiens ont été effectués auprès de six journalistes traditionnels, et de trois autres exerçant une activité en ligne. Pour la première catégorie, le choix de l'échantillon a porté sur trois critères : les journalistes ont été témoins de la période d'ouverture médiatique des années 80, ils exercent actuellement une responsabilité éditoriale, et appartiennent aux principales entreprises de presse écrite ou audiovisuelle de l'île. Ceux de la seconde catégorie participent à des organes de presse en ligne, relativement récents (1997 pour le plus ancien). Deux femmes et sept hommes composent l'échantillon.
La grille d'analyse de ces entretiens semi-directifs est inspirée du modèle de C. Lemieux (2000) qui propose une sociologie compréhensive du travail des journalistes.
Il s'agit de repérer, dans les pratiques ou dans les discours des journalistes interrogés, un certain nombre de règles de comportements jugés adéquats par les acteurs. Ces règles sont elles-mêmes dérivées de trois types de grammaire (*idem* : 110). Cependant le terrain d'analyse

sic_00000745, version 1 - 17 Oct 2003

de C. Lemieux ne concerne que des rédactions nationales : *Le Monde, Sud-Ouest et France 2*. Il a donc fallu adapter son modèle, d'une part, à la situation réunionnaise, d'autre part, à une problématique locale qui porte sur l'introduction des NTIC dans les médias de l'île.

Une grille d'analyse métropolitaine adaptée à des problématiques locales

RÈGLES DÉRIVÉES DE LA GRAMMAIRE PUBLIQUE	RÈGLES DÉRIVÉES DE LA GRAMMAIRE PRIVÉE	RÈGLES D'ADAPTATION À L'INTER-CONNAISSANCE	RÈGLES DE LA LIGNE ÉDITORIALE	RÈGLES DES GENRES
- Hommes politiques en public **- Eviter la suspicion de connivence**	**- Attitude de « loyauté » dans les interactions privées** **- Le « off the record »**	**- Règles propres à la situation océan Indien** **- Journalistes acteurs socio-historiques**	**- *Habitus* propres aux localiers de la Réunion (cf. « La Règle » du Quotidien)** **- Positionnement par rapport à la concurrence**	**Autolégitimation des genres** **- Information *versus* communication** **- Identité des « journalistes en ligne »**

D'autres items, que ceux proposés par C. Lemieux, correspondent aux discours des journalistes réunionnais interrogés (interconnaissance, ligne éditoriale et genres), et permettent une adaptation à la situation locale.

- Règles dérivées de la grammaire publique : ces règles régissent les conduites des journalistes lorsqu'ils côtoient les hommes politiques en public, par exemple sur un plateau de télévision, ou lors d'une conférence de presse. Elles sont constituées d'attitudes de distanciation, d'initiative, d'argumentations ou de genres journalistiques, que les journalistes s'imposent pour échapper justement à toute critique de connivence.
- Règles dérivées de la grammaire privée : les conduites que les journalistes se fixent dans leurs interactions privées avec les hommes politiques se repèrent par ces règles. Elles sont constituées d'attitudes de loyauté, par exemple, lorsqu'une non restitution de propos est demandée par l'homme politique (le off).
- Règles d'adaptation de la situation d'interconnaissance par rapport aux canons professionnels d'impartialité : ces règles se retrouvent dans les métadiscours des acteurs qui expliquent comment ils gèrent les situations d'interconnaissance propres à leur pratique. Il s'agit en général de discours d'autolégitimation de ces interconnaissances parfois étroites, liées au contexte insulaire décrit précédemment, ainsi que de positionnements par rapport à la concurrence. Les acteurs tiennent alors un discours sur la représentation de leur propre éthique professionnelle.

Un parallèle peut s'établir, à propos de ces règles d'interconnaissance, avec ce que C. Lemieux appelle la *grammaire de réalisation*. Celle-ci est mise en œuvre dans des situations d'auto-crainte, de « métarègle », permettant « de reconnaître chez celui qui s'auto-contraint l'intention d'être " réaliste " sur les relations entretenues avec autrui ou avec l'environnement. » (Lemieux, 2000 : 171)

- Règles propres à la ligne éditoriale du média : les journalistes se réfèrent aux propres praxis de leurs médias, qu'ils comparent à celles des concurrents. La règle du journal (Idelson, 1999) constitue ainsi une référence légitimante de la pratique du localier exerçant à la Réunion. Ainsi, les journalistes du *Quotidien de la Réunion* évoquent les canons professionnels énoncés

sic_00000745, version 1 - 17 Oct 2003

dans l'éditorial écrit par le fondateur du titre, lors du premier numéro, et intitulé justement « La Régle ».[6]
- Règle des genres : cet item permet principalement de repérer, dans le discours des journalistes en ligne, des positionnements et des autolégitimations par rapport aux pratiques professionnelles. Certaines de ces pratiques s'éloignent de l'information presse (rédaction de journaux municipaux, supports de communication, création et animation de contenu de sites web). Il s'agit d'explorer une problématique locale qui propose une hypothèse « d'hybridation des genres ». En effet, des travaux en cours sur les pratiques journalistiques réunionnaises liées aux NTIC ont fait ressortir un décalage avec certains discours enchanteurs sur internet. L'ère annoncée de l'information permanente, instantanée, tous azimuts, n'est pas encore constatée à la Réunion. L'activité en ligne de la profession génère également quelques brouillages des genres, par exemple entre les frontières informative et communicative. Cette « hybridation » existe déjà dans la presse traditionnelle.

Recherche locale en SIC et perspectives internationales

Ces quelques terrains d'étude insulaires, ici synthétisés, s'inscrivent dans des problématiques plus générales (comme celle des genres informatifs).[7]
Les programmes des chercheurs locaux visent par ailleurs une extension régionale des terrains d'investigation vers les pays de la zone indian-océanique du Sud-Est, principalement Maurice, Madagascar, les Comores, les Seychelles, et aussi l'Inde.
L'objectif est d'élaborer une problématique transnationale, adaptable à des situations autres que celle de la réalité réunionnaise, par un travail de re-conceptualisation.
Des approches comparatives se développent progressivement, à partir d'un réseau de coopérations scientifiques, nationales et internationales. Un double mouvement s'opère : une adaptation au niveau local d'outils problématisants, puis un réinvestissement des travaux locaux dans des réseaux internationaux.
L'île de la Réunion, grâce à sa sociohistoire et à la rapidité des mutations en cours, constitue donc – et c'est le principal propos de cette contribution – un terrain d'investigation particulièrement fertile en matière de recherche.

Références bibliographiques

BRETON, P., 1996, *L'argumentation dans la communication*, La Découverte, Paris
DAYAN, D., KATZ, E., 1996, *La télévision cérémonielle*, PUF, Paris
GAUTHIER, G., 1995, « Le journalisme réunionnais considéré à partir d'un modèle du journalisme nord-américain », *Etudes de communication*, n° 17, Université Charles de Gaulle – Lille 3 : 91- 109
IDELSON, B., 1999, *La presse quotidienne régionale (P.Q.R), acteur social local, Analyse d'un discours de presse, le cas du Quotidien de la Réunion (1976-1997)*, Thèse de doctorat en Sciences de l'Information et de la Communication, (s/d J. Simonin), Université de la Réunion/Université de Provence.
IDELSON, B., 2000, *Méthodologie d'analyse d'un corpus de presse : le cas du Quotidien de la Réunion* (1976-1997), LCF-UMR du CNRS, Université de la Réunion
IDELSON, B., 2002, « L'espace médiatique réunionnais, hier et aujourd'hui », *Hermès*, n°32-33, CNRS Éditions : 101-110
JODELET, D.,(s/d),1993, *Les représentations sociales*, PUF, (Sociologie d'aujourd'hui), Paris
LEMIEUX, C., 2000, *Mauvaise presse*, Metailié, Paris
NEVEU, E., 1996, *Sociologie des mouvements sociaux*, La Découverte, Paris,

[6] *Le Quotidien de la Réunion*, n° 1, édition du 13 septembre 1976, p.1.
[7] Les chercheurs du pôle communication du LCF-UMR 8143 participent notamment à un programme intitulé « hybridation des genres » appartenant à un réseau coopératif international (autour de D. Ruellan). La partie réunionnaise s'intéresse au thème « Ethnogenres et approches segmentées ».

sic_00000745, version 1 - 17 Oct 2003

NEVEU, E., 1999, (s/d), *Médias et mouvements sociaux*, La Découverte, Paris,
PROULX, S., WOLFF, E., 2001, « La réception sociale de la télévision », *Communication et espace public*, (s/d M. Watin), Paris, Anthropos : 128-156
SIMONIN, J., IDELSON, B., 1995, « Médias et biographie : Jean Vincent-Dolor, 40 ans de journalisme à la Réunion », *Études de Communication*, n°17, Université Charles de Gaulle- Lille 3 : 40-66
SIMONIN, J., (s/d), 1995, Médias et espace régional, *Etudes de communication*, n°17, Université Charles de Gaulle - Lille 3
SIMONIN, J., 1999, « Pour une anthropologie empirique de l'événement », *Etudes de communication*, n° 22, Université Charles de Gaule-Lille 3 : 93-114
SIMONIN, J., (s/d), 2000a, *La presse insulaire dans l'océan Indien, Madagascar, Maurice et la Réunion. Analyse socio-politique comparée de formes discursives*, Rapport de recherche, UMR 6058, CNRS-Université de la Réunion
SIMONIN, J., 2000b, « Médias locaux et citoyenneté. L'espace public réunionnais entre communauté et société », *Hermès*, n° 26-27 : 295-307
SIMONIN, J., 2001, « Discours, interactions sociales et communications médiatisées », *Communication et espace public*, (s/d M. Watin), Antrhopos, Paris : 81-102
SIMONIN, J., (s/d), 2002, *Communautés périphériques et espaces publics émergents. Les médias dans les îles de l'océan Indien*, L'harmattan, (coll. Communication et Civilisations), Paris
WATIN, M., WOLFF, E., 1995, « L'émergence de l'espace public à la Réunion » *Etudes de communication*, n° 17, Université Charles de Gaulle – Lille 3 : 19-39
WATIN, M., 1991, *Habiter, approche anthropologique de l'espace domestique à la Réunion*, Thèse de doctorat Lettres et Sciences Humaines, (s/d P. Ottino), Université de la Réunion.
WATIN, M., (s/d), 2001, *Communication et espace public*, Univers créoles 1, Anthropos, Paris
WATIN, M. 2002, « Les technologies de communication, le territoire et la pensée en réseau », *Actes Séminaire « NTIC dans l'océan Indien – 20/23 mai 2001 »,* (B. Idelson éd.) LCF-UMR du CNRS – Université de la Réunion/France Telecom Réunion : 29-34
WOLFF, E., 1996, *Émergence d'un espace public local. Presse et expérience lycéennes à l'Ile de la Réunion, 1970-1995*, Thèse de doctorat en Sciences de l'Information et de la Communication, (s/d J. Simonin), Université de la Réunion
WOLFF, E., 1998, *Lycéens à la une. La presse lycéenne à la Réunion : 1970-1995*, Réunion, Océan Editions
WOLFF, E., 1999, « Ecran et culture de pauvreté. Le cas de la Réunion », *Réseaux*, n°92-93 : 219-240
WOLFF, E., 2003, Les TIC à Mafate, *Une approche ethnographique de la communauté de La Nouvelle*, Rapport de recherche – mars 2003, LCF-UMR 8143 CNRS – Université de la Réunion

---

sic_00000745, version 1 - 17 Oct 2003

HERMÈS

cognition • communication • politique

FRANCOPHONIE ET MONDIALISATION

40

CNRS EDITIONS

Bernard Idelson
Université de la Réunion

LE CRÉOLE DANS LES MÉDIAS RÉUNIONNAIS

À la Réunion, les médias régionaux cristallisent la discussion, souvent âpre, sur la place à accorder ou non au créole. Dans ces espaces insulaires, francophones et créolophones, la question s'est le plus souvent posée en termes de statut et d'enjeux politiques. Avec une approche sociolinguistique, on admet évidemment la réalité réunionnaise du français (Beniamino et Baggioni, 1993, p. 166)[1]. Mais dans le même temps, et dans le même espace, il s'agit de reconnaître une situation de bi-(pluri)linguisme qui nécessite des actions d'aménagement du créole réunionnais[2]. Cette réflexion peut alors contribuer à penser une francophonie indiaocéanique dans sa dimension plurielle.

La présente contribution propose d'aborder le sujet sous deux angles. D'une part, en analysant la relation, par ces mêmes médias, du débat sur l'usage du créole dans différentes sphères, en particulier à l'école. D'autre part, en observant comment les médias locaux, essentiellement francophones, utilisent parfois le créole dans leur propre production discursive. On l'aura compris, ici, comme ou peut-être plus qu'ailleurs, langues, société et médias apparaissent intimement mêlés...

La peur des K et des W

« Y a-t-il une façon juste d'écrire le créole ? » : la question posée récemment dans un titre de une de la presse locale a relancé le débat sur le choix de la graphie[3]. C'est la publication d'un manuel, en français et en créole, de littérature réunionnaise au collège qui a, une énième fois, occupé les colonnes des pages locales, en particulier dans la rubrique « courrier des lecteurs »[4].

La remise en cause, par certains, de l'utilisation d'une graphie phonologique, défendue par d'autres, et utilisée dans l'opuscule, laisse apparaître une récurrence argumentative alimentée par les craintes (fantasmatiques ?) du « largage » politique. Extraits :

> « [...] Et un jour, il y a eu des gens [...], à Morne Rouge, qui ont dit on va créer une langue qui est une langue de déchirure par rapport à la langue française, et donc ils ont mis des K, etc. » (*Le Jir*, courrier des lecteurs, 12/11/2003, p. 12)
>
> « [Cet ouvrage] est la concrétisation ultime de cette politique "kiltirel" qui, depuis 20 ans a marqué La Réunion avec la caution et complicité des collectivités, toutes sensibilités politiques confondues [...] ». (*Le Quotidien*, courrier des lecteurs, 27/10/2003, p. 2).
>
> « Quelle graphie choisir sans susciter la peur du "k" et du "w", quoique le "k" soit maintenant devenu familier ? » (*Le Jir*, courrier des lecteurs, 18/11/03, p. 55).
>
> « Saq moua lé pas d'accord, c'est que coméla deux trois boug la fait de grand'zétud (en français et d'aut'étranger) y dit à moua que mi conné pas cause créol et surtout mi conné pas écrire not lang' » (*Le Quotidien*, courrier des lecteurs, 31/10/03, p. 2). [« Là où je ne suis pas d'accord, c'est quand aujourd'hui deux ou trois intellectuels, qui ont fait des études en français, et d'autres étrangers, viennent me dire que je ne sais pas parler créole et surtout que je ne sais pas écrire notre langue. »]
>
> « Ils se sont mis à plusieurs pour pondre et vendre aux profs un machin dit de "culture", de "littérature", un "livre pédagogique", mais oui, destiné aux quatre classes de collège... On y trouve en plus des k, y, w, une phonétique étonnante, des trémas curieux, des signes bizarres, une dame Pouzalgues, sans doute méridionale, inspectrice pédagogique et régionale, rien que ça, Jean-François Samlong, Axel Gauvin, Félix Marimoutou... Sachant que le créole tire son origine en grande partie du français réputé pour son orthographe difficile, on peut se demander, sauf à imaginer une arrière-pensée politique et sournoise, quel est l'intérêt d'une complication supplémentaire puisque l'écriture étymologique permettait une compréhension plus aisée. Personnellement, j'aurais tendance à trouver la publication de ce machin assez grave et plutôt triste car ce sont les enfants qu'ils assassinent. Triste de n'offrir aux jeunes Réunionnais que désespoir, souffrances passées, difficultés, ressentiments, pauvreté et pas un mot des formidables réussites locales et individuelles, liées au savoir, à la langue française, par exemple Samlong édité en français, chez Gallimard. Accrochez-vous et lisez ça : "Mé sat i fé mal nout kér/sé kan nout frèr linstititèr / i fors anou apran fransé / pou èt komm i di biyin plasé". On se quitte non sans avoir demandé à ces messieurs dames si par hasard la première condition pour sortir de la soumission n'est pas de posséder parfaitement le français, langue de l'administration et des échanges. Apparemment et de ce côté-là, la Réunion a encore du pain sur la planche » (Éditorial du rédacteur en chef du *Jir*, intitulé « Baise à li... », 1/12/2003, p. 3).

En préambule, rappelons la difficulté à dire – en raison du caractère balbutiant d'une sociologie de l'opinion publique réunionnaise sur le sujet (Watin, 2001) – si le débat relaté, porté, par la presse, reflète ou non cette opinion publique. Il est toutefois intéressant de souligner l'image forte de réussite sociale que suscite l'école réunionnaise dans beaucoup de familles. Survalorisant le statut de la langue française par rapport à celui du créole au sein de l'institution scolaire, certains parents se montrent alors hostiles à toutes prises en compte pédagogiques de la situation de bilinguisme créole/français. Diglossie, insécurité linguistique, culpabilité, minoration constituent autant de concepts utilisés pour décrire des représentations familiales par rapport au créole à l'école (Tupin, 2003).

Il semble ensuite que le, ou, plus exactement, les discours scientifiques sur la question soient absents de la présentation journalistique, sauf s'ils contribuent eux aussi à alimenter la polémique. Les passes d'armes publiques qui opposent certains créolistes antillais au spécialiste de la genèse du parler réunionnais, R. Chaudenson, et à quelques-uns de ses collègues réunionnais, en témoignent. Le différend concerne la création récente, par le ministère de l'Éducation nationale, d'un concours de recrutement des professeurs (Capes) de langues et cultures créoles[5].

Depuis une trentaine d'années, le créole réunionnais, à l'instar d'autres créoles dans le monde, a pourtant fait l'objet de descriptions lexicales, phonétiques et syntaxiques et d'une problématique abondantes (Armand, 1987 ; Baggioni, 1990 ; Bavoux et Robillard, 2002 ; Chaudenson, 1974, 1992 ; Carayol et Chaudenson, 1978 ; Carayol, Chaudenson et Barat, 1985,

1989, 1995 ; Cellier, 1985). Il a également donné matière à une production scientifique prolixe. Le laboratoire « Langues, textes et communication dans les espaces créolophones et francophones » de l'université de la Réunion, UMR 8143 du CNRS, réunit ainsi sur ce thème une équipe pluridisciplinaire, composée de linguistes, sociolinguistes, créolistes, littéraires et chercheurs en sciences de l'information et de la communication[6].

Mais on assiste à une déviation de la réflexion sur les modalités d'écriture de la langue, perçue comme une affaire d'intellectuels qui seraient hostiles au « bon usage » courant d'une langue vernaculaire, transformée en outil de propagande nationaliste. Cette présentation médiatique du débat occulte les avancées techniques, notamment en matière de graphie[7].

La discussion n'est pas récente et C. Marimoutou, l'un des cofondateurs de « l'écriture 77 », soulignait déjà il y a quinze ans cette attitude phobique en face d'une volonté de se démarquer de l'écriture étymologique. Avec d'autres auteurs, il démontrait alors combien la lettre K s'avérait beaucoup plus fonctionnelle à l'usage, d'un point de vue linguistique, « mais terriblement conflictuelle d'un point de vue symbolique » (Neu-Altenheimer, Marimoutou, Baggioni, 1988, p. 160). Depuis lors, l'argumentation des détracteurs de l'écriture phonologique, rapportée abondamment par la presse, ne semble pas avoir varié d'un iota...

Et pourtant, dorénavant dotés par la loi d'une légitimité et d'un statut de « langues régionales », les créoles de Guadeloupe, de Martinique, de Guyane et de la Réunion sont à la recherche de modalités d'écriture acceptées par le plus grand nombre et qui leur permettraient de préserver dans le temps leurs champs lexicaux si particuliers, leurs récits et leurs littératures.

Des propositions de traductions issues de nombreuses années de pratique littéraire apparaissent (Gauvin, 2003). Elles invitent à varier les sources, les textes et à tenir compte de l'avis de l'opinion publique (Prudent, 2003, p. 16). L'avenir réside peut-être dans une *polynomie* (Marcellesi, 1984) intégrant une polyécriture qui s'uniformiserait peu à peu à l'usage. En règle générale, il s'agit d'envisager un rapport plus libre et plus serein des locuteurs à la diversité linguistique. Des chercheurs et aménageurs réunis en colloque en février 2004 poursuivent leurs travaux visant à élaborer une graphie consensuelle[8]. Toutefois, comme à l'accoutumée, cette manifestation scientifique n'a suscité qu'un très faible écho médiatique...

Le créole longtemps interdit d'antenne

Cette difficulté d'objectivation provient donc de la propre inscription des médias réunionnais dans une sociohistoire singulière. Une rapide mise en contexte s'avère ici nécessaire.

Si l'une des premières émissions de Radio Saint-Denis, en 1938, est diffusée en créole, cette langue, comme le fait local, va être un objet de suspicion de la part des médias réunionnais, particulièrement durant la période « Debré », des années 1960, où le débat entre autonomistes (du Parti communiste réunionnais) et départementalistes (proches de Michel Debré) occupe, voire pollue, la scène politique (Idelson, 2002).

Certes, le créole n'est pas totalement absent des titres des journaux (par exemple, on retrouve plusieurs fois dans l'histoire de la presse l'utilisation du titre *Le Créole* (Técher et Serviable, 1991, p. 84). La radio propose plus tard des émissions interactives, avec des humoristes locaux qui manient avec verve ce « patois sympathique[9] ». Mais le débat politique et certaines formes d'expression musicale, comme le maloya[10], n'apparaissent jamais dans la programmation. De même, le créole n'est que rarement utilisé à l'antenne, ou simplement sous un aspect anecdotique ou humoristique, ce qui atteste du statut dévalorisé que lui confèrent alors les acteurs de la radio.

L'avènement des radios libres en 1981, avec les premières « radios doléances » de Radio FreeDom, marque une étape importante vers une certaine libéralisation de l'espace médiatique (Watin et Wolff, 1995). Dans ces émissions interactives, les auditeurs s'expriment pour la première fois en créole et en direct sur les ondes.

Le promoteur de Radio FreeDom, Camille Sudre, poursuivra l'expérience sur sa chaîne de télévision « pirate », Télé FreeDom, lancée en 1986. Dans les « télés doléances », les téléspectateurs interviennent également en créole. À cette même période, les publicitaires introduisent le créole dans leurs messages télévisés.

Le premier bulletin télévisé d'informations en créole sera ensuite diffusé par TV 4, une petite chaîne associative, créée par Serge Lacour en avril 1992. Mais l'expérience sera brève. En fait, si les années 1990 valorisent un credo de proximité (Idelson, 2002) partagé par l'ensemble des responsables des rédactions, l'utilisation de la langue créole à l'antenne reste cantonnée aux domaines des loisirs, de la détente ou de la variété.

Sous l'impulsion des acteurs politiques et économiques de la décentralisation, le paysage audiovisuel réunionnais va changer, avec la création de la chaîne privée Antenne Réunion. Le créole à l'antenne est très progressivement toléré dans le PAR (« paysage audiovisuel réunionnais ») : en 1991, Jacky Grondin et Sylvie Poulain, jeunes animateurs, inaugurent l'ouverture de l'antenne de RFO dès midi, avec l'émission « Midi à zot ». Les titres des émissions sont alors éloquents : « Radio Pays » (1994), puis « Télé-Pays » (1997), toujours sur RFO, attestent de cette volonté de produire « local ». Concernant le traitement de l'information en créole, des réticences demeurent cependant.

Dans son rapport de 1996/1997 sur le paysage audiovisuel de la Réunion, le Conseil de la culture, de l'éducation et de l'environnement de la région Réunion interroge à ce sujet les responsables de chaînes de télévision réunionnaises (Antenne Réunion et RFO). Ces acteurs y expriment une prudence non dissimulée quant au passage éventuel du journal télévisé entièrement en créole, une mesure qu'ils estiment inadaptée à la demande des téléspectateurs, ou du moins à la représentation qu'ils s'en font.

Aujourd'hui, des langues en contact dans les médias

Il faut attendre 2001 pour qu'en premier lieu une rétrospective des événements de la semaine, puis un véritable journal hebdomadaire réalisé dans sa totalité en créole soient diffusés le samedi à 12 heures 30 sur Télé Réunion (RFO). Les promoteurs de l'initiative annoncent clairement leur engagement en faveur de la langue créole. Un titre est donné au journal télévisé : *Komsaminm* (« c'est comme ça »). Et les premières éditions sont conçues comme des émissions de promotion, avec des invités (pour certains, militants identitaires culturels, engagés dans la reconnaissance du fait créole). Aujourd'hui, le journal télévisé en créole du samedi semble avoir trouvé sa place dans le paysage audiovisuel réunionnais ; l'habillage du plateau sur lequel figurait l'expression *Komsaminm* a été retiré, et le journal s'est en quelque sorte banalisé, avec un taux d'audience satisfaisant, au dire de ses concepteurs[11].

Notons qu'à Maurice un tel journal télévisé existe quotidiennement depuis juillet 1999 et est diffusé sur la chaîne nationale, la MBC, juste avant le journal télévisé en français. Dans cette île devenue indépendante en 1968, les hommes politiques, à la différence de leurs homologues réunionnais, n'hésitent pas, et depuis longtemps, à s'exprimer en créole (et également en anglais) dans l'espace public médiatique ou parlementaire.

Dans la presse écrite réunionnaise, la production discursive reste dominée par l'usage du français. Les journalistes ont parfois recours au créole pour reproduire tel propos d'un témoin, pour marquer d'une empreinte plus « locale » tel portrait (Mouchon, 1995, p. 20), ou encore pour user de la métaphore dans tel titre (Simonin, 1995, p. 127). Mais, en dehors d'espaces affichant un engagement en faveur de la langue, l'écriture du créole, le plus souvent étymologique, reste illustrative[12].

En guise d'épilogue de cet état des lieux évidemment trop succinct, une double hypothèse est alors proposée.

Au cours de l'histoire des médias réunionnais, des récurrences de postures, de valeurs, d'idéologies et de représentations sont repérées, significatives du débat politique à la Réunion. La méfiance atavique vis-à-vis de l'écriture phonologique du créole réunionnais, perçue comme une menace identitaire contre le français, l'illustre ; c'est ce parti pris que l'on retrouve dans le courrier des lecteurs.

Comme le rappelle J. Simonin (2003, p. 111), une situation de diglossie a prévalu (et prévaut encore ?) à la Réunion. Une langue, plus prestigieuse, le français (standard ou régional), se trouve en position dominante dans l'espace public et institutionnel. Une autre, le créole, bien qu'utilisée sous ses diverses variétés par la grande majorité de la population dans les sphères privées, est minorée, voire stigmatisée.

Et pourtant, on assisterait à présent à la transformation des pratiques langagières des acteurs, scripteurs ou locuteurs, journalistes ou « consommateurs », s'exprimant dans les médias parlés.

Il se produirait, grâce à une nouvelle forme de dynamique des langues en contact, une *hybridation* de la langue, qui prendrait l'aspect d'un nouveau *parler réunionnais* (Simonin, 2002)[13]. Les médias, surtout audiovisuels, apparaissent alors comme un lieu privilégié d'observation de ces phénomènes de mixages, voire de *légitimation* de ces nouvelles *pratiques linguistiques « ordinaires »* (Ledegen, à paraître).

Les NTIC engendrent également des pratiques langagières originales, par exemple lors des « cyberconversations » (Mattio, 2003), dans lesquelles créole, anglais et français coexistent sous une forme graphique libre. Quelques enquêtes locales font bien ressortir l'émergence d'un *parler jeune* (Bavoux, 2000 ; Ledegen, 2001).

La presse en ligne, si elle utilise des intitulés de site ou de rubrique en créole (*Clicanoo.com, Imaz Press Réunion*), reste toutefois presque entièrement francophone (Idelson, 2003, p. 46).

Ces différentes pistes montrent bien, s'il en était besoin, que les médias réunionnais offrent aux chercheurs en sciences du langage un terrain particulièrement fécond. Car, ici encore, la Réunion constitue un laboratoire social, lieu heuristique qui, malgré les tensions politiques, résurgentes du passé, peut apparaître comme un exemple prometteur de *cohabitation culturelle* (Wolton, 2003), dans le domaine des langues comme dans d'autres.

Cette hypothèse d'un parler réunionnais en émergence s'inscrit bien dans la problématique d'une francophonie composée d'espaces pluriels. Comme le concluaient déjà il y a plus d'une décennie M. Beniamino et D. Baggioni, dans leur tour d'horizon de la situation du français à la Réunion, « il est temps de sortir des interminables querelles sur la francité réunionnaise et [...] d'aborder sans complexe l'étude conjointe du créole et du français à la Réunion, sans opposer l'un à l'autre » (1993, p. 166). La description des deux situations linguistiques à la Réunion, francophone et créolophone, reste étroitement liée à ces recherches difficilement dissociables.

NOTES

1. Dans cet article intitulé « Le français, langue réunionnaise », les auteurs plagient le titre d'un ouvrage de Pierre Dumont, *Le Français langue africaine*, paru en 1990 (Paris, L'Harmattan).

2. BAVOUX C., « L'aménagement d'une graphie créole à la Réunion : réalisations, obstacles, perspectives », projet de communication, Journées scientifiques des réseaux de langue « Penser la francophonie : concepts, actions et outils linguistiques », 2-3 juin 2004, Ouagadougou, à paraître.

3. *Journal de l'Île*, édition du 12/11/2003, Une et p. 11/15.

4. POUZALGUES E. et SAMLONG J.-F. (éd.), *Littérature réunionnaise au collège, manuel d'expression française et créole*, Saint-Denis de la Réunion, Océan Editions, 2003.

5. Cette polémique peut d'ailleurs s'emparer elle aussi de la littérature scientifique : voir par exemple l'article critique de R. Chaudenson à propos du livre de J. Bernarbé, « La graphie créole », *Études créoles*, vol. XXV, n° 2-2002, p. 178-186. Des exceptions confirment néanmoins l'assertion : ainsi l'édition du *Quotidien* du 27/10/2003 (p. 16) consacre, à la même période que celle de la polémique décrite *supra*, une page entière à l'interview de Bernard Cerquiglini, délégué général à la langue française et aux langues de France au ministère de la Culture, en mission à la Réunion, sous le titre « Le créole, langue de France ».

6. Le LCF-UMR 8143 est dirigé par J. Simonin. Il comprend un pôle linguistique (C. Bavoux, G. Ledegen, F. Prudent, S. Wharton, avec un sociologue du langage, F. Tupin), un pôle littérature (C. Marimoutou, V. Magdelaine) et un pôle communication (B. Idelson, J. Simonin, M. Watin, E. Wolff) qui travaillent sur plusieurs thématiques : français régional, insécurité linguistique, parlers jeunes, littérature réunionnaise, diglossie, *continuum,* créole et école, langues en contact, etc.

7. Une première graphie phonologique apparaît à la Réunion, avec « lékritir 77 », suivie d'une deuxième en 1983 et d'une nouvelle proposition en 2001 nommée « tangol ».

8. Cf. note 2.

9. L'expression utilisée dans une interview radiophonique il y a une dizaine d'années par Margie Sudre, alors présidente du Conseil régional, qui se déclarait réticente à l'introduction du créole à l'école, est restée présente dans le discours de presse, évoquée comme une « bourde » médiatique particulièrement révélatrice d'une attitude « doudouiste », au sens condescendant du terme, par rapport au créole.

10. Musique et danse, à l'origine formes d'expression des esclaves ou des affranchis travaillant sur les plantations. À partir de 1970, le Parti communiste réunionnais militera pour la défense du maloya, alors interdit d'antenne, en soutenant le chanteur Firmin Viry. Le maloya n'aura véritablement accès à la diffusion publique qu'à partir des années 1980.

11. On peut également mentionner la production locale en 2003 de sitcoms « pays » ; l'un, « Kamion Bar », sur Télé Réunion, dans lequel les acteurs font un usage alterné du créole et du français (ce dernier étant plutôt dominant), et l'autre, « Kaméra Kafé », sur Antenne Réunion, déclinaison en créole d'une série métropolitaine.

12. *Témoignages*, journal du PCR, publie le premier des petits billets en créole signés « Zistin » au début des années 1980. L'écriture est inspirée de la graphie d'octobre 1977, « lékritir 77 ». *Le Quotidien* accueille chaque mercredi un article en créole signé par l'écrivain Jean-François Samlong (avec la graphie phonologique « tangol »).

13. La situation réunionnaise d'hybridation décrite par J. Simonin n'est pas sans rappeler celle de la Martinique analysée par F. Prudent (1981) qui repérait il y a déjà vingt-cinq ans l'existence d'un macrosystème : l'interlecte, métissage entre le créole et le français.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

ARMAND A., *Dictionnaire kréol réunioné/français*, La Réunion, Océan Édition, 1987.

BAGGIONI D., *Dictionnaire créole réunionnais/français*, La Réunion, URA 1041 du CNRS/université de la Réunion [1985], 1990.

BAVOUX C., « Existe-t-il un parler jeune à la Réunion ? », *Études Créoles*, vol. XXIII, n° 1, 2000, p. 9-27.

BAVOUX C. et ROBILLARD DE D. (dir.), *Linguistique et créolistique, univers créoles 2*, Paris, Anthropos, 2002.

BÉNIAMINO M. et BAGGIONI D., « Le français, langue réunionnaise », in ROBILLARD DE D. et BÉNIAMINO M. (dir.), *Le Français dans l'espace francophone*, Paris, Champion, 1993, t. I, p. 151-172.

CARAYOL M. et CHAUDENSON R., «Diglossie et continuum linguistique à la Réunion», in GUEUNIER N. *et al.*, *Les Français devant la norme*, Paris, Champion, 1978, p. 175-190.
CARAYOL M., CHAUDENSON R. et BARAT C., *Atlas linguistique et ethnographique de la Réunion*, Paris, CNRS Éditions, t. I, 1985 ; II, 1989 ; III, 1995.
CELLIER P., *Description syntaxique du créole réunionnais. Essai de standardisation*, doctorat d'État, université d'Aix-en-Provence, 1985.
CHAUDENSON R., *Le Lexique du parler créole de la Réunion*, Paris, Champion, 2 vol., 1974.
—, *Des îles, des hommes, des langues. Langues créoles – cultures créoles*, Paris, L'Harmattan, 1992.
GAUVIN A., *Petit Traité de traduction créole réunionnais/français*, ILA/université de la Réunion, 2003.
IDELSON B., «L'espace médiatique réunionnais, hier et aujourd'hui», *Hermès*, n° 32-33, 2002, p. 101-110.
—, (dir.), *Actes du séminaire NTIC dans l'océan Indien, usages et contenus, 29/30 avril 2002*, Upresa 8143 du CNRS/université de la Réunion, 2003.
LEDEGEN G. (dir.), «Les parlers jeunes à la Réunion et dans l'océan Indien», *Travaux et Documents*, n° 15, UMR 6058 du CNRS/université de la Réunion, 2001.
—, «Transformations de la société réunionnaise, évolutions sociolinguistiques et médias légitimant les pratiques linguistiques ordinaires», in *Medien und kollektive Identitätsbildung. Ergebnisse des 3. Franko-Romanistenkongresses, Aachen 26.-29. September 2002* (Klaeger, Sabine/Müller, Markus, éd.), Wien, Edition Praesens, à paraître.
MATTIO V., «Ou c ki? Identité et communication sur Internet. L'exemple du salon DOM-TOM de caramail.fr», *Études créoles*, vol. XXVI, n° 1, 2003, p. 131-156.
MARCELLESI J.-B., «La définition des langues en domaine roman : les enseignements à tirer de la situation corse», dans *Actes du XVIIe congrès de linguistique et philologie romanes*, vol. V, «Sociolinguistique des langues romanes », 1984, p. 307-314.
MOUCHON J., «Polymorphie de la représentation politique dans les médias réunionnais», *Études de communication*, n° 17 (J. Simonin, dir.), université de Lille 3, 1995, p. 111-125.
NEU-ALTENHEIMER I., MARIMOUTOU J.-C. C. et BAGGIONNI D., «Névrose diglossique et choix graphiques», in *Cuisines/identités* (D. Baggionni et J.-C. C. Marimoutou, dir.), URA 1041/université de la Réunion, 1988, p. 159-177.
PRUDENT F. «Diglossie et interlecte», *Langages*, n° 61, 1981, p. 13-38.
—, «Développer la traduction en pays créole», in *Petit traité de traduction créole réunionnais/français*, ILA/université de la Réunion, 2003, p. 10-17.
SERVIABLE M. et TECHER K., *Histoire de la Presse à la Réunion*, Saint-Denis de la Réunion, Ed. ARS. Terres créoles/IRAD, 1991.
SIMONIN J. (dir.), «Médias et communication dans un espace régional», *Études de communication,* n° 17, université de Lille 3.
—, «Parler réunionnais ?», *Hermès*, n° 32-33, 2002, p. 287-296.
—, «Médias de contact et contact de langues. Le cas réunionnais», in *Anciens et nouveaux plurilinguismes* (G. Ledegen, Éd.), Cortil-Wondon, EME, 2003, p. 101-112.
TUPIN F. (dir.), *École et éducation. Univers créoles 3*, Paris, Anthropos, 2003.
WATIN M. (dir.), *Communication et espace public. Univers créoles 1*, Paris, Anthropos, 2001.
WATIN M., et WOLFF E., «L'émergence de l'espace public à la Réunion», *Études de communication*, n° 17, université de Lille 3, 1995, p. 19-35.
WOLTON D., *L'Autre Mondialisation*, Paris, Flammarion, 2003.

SFSIC

SOCIÉTÉ FRANÇAISE DES SCIENCES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION

XVIIe Congrès de la Société des Sciences de l'Information et de la Communication :

« *Au cœur et aux lisières des SIC* »

Dijon, 23-25 juin 2010

Actes

Le Conseil d'Administration de la SFSIC tient à remercier Brigitte Chapelain, Alain Kiyindou, Aurélia Lamy, Cyril Masselot, Hélène Romeyer, Virgine Spies, Béatrice Vacher et Marie-Michèle Venturini pour la mise en forme de ce document.

Le web journalisme local et les promesses du *Rich Media.* Étude de cas

Bernard Idelson <bernard.idelson@univ-reunion.fr>
LCF-UMR 8143 CNRS/Université de La Réunion

Le Rich Media, ergonomie permettant l'interactivité entre le son, la vidéo et la photo, est souvent présenté par les promoteurs des sites d'information comme annonciateur d'un nouveau journalisme de rupture avec les médias dits anciens. À partir d'études de cas, effectuées sur le terrain réunionnais, et consacrées à deux supports d'information locale en ligne, *Linfo.re* et *Zinfos 974*, la communication questionne les promesses de lieu, de lien et de temporalité énoncées par leurs acteurs. En confrontant les discours des producteurs avec la réalité des dispositifs et des produits, elle montre comment leurs représentations sont empreintes de déterminisme technique. Afin de mieux appréhender les transformations du journalisme local, le propos suggère de recentrer l'analyse sur ses aspects sociétaux et généalogiques.

Terrain et contexte :

La confrontation du paysage médiatique régional à l'ère électronique est l'objet de travaux récents sur les transformations du journalisme régional en France hexagonale[516]. Nous proposons de nous intéresser à la situation de La Réunion. Il s'agit de comparer les promesses énoncées par les promoteurs de sites d'informations locales qui misent sur les potentialités techniques du *Rich Media* - ergonomie facilitant l'interactivité entre son, vidéo et photo – et les réalités de quelques productions et pratiques journalistiques.

À ce propos, le terrain réunionnais, de par son enclavement insulaire et sa situation de région ultrapériphérique européenne, se révèle particulièrement heuristique pour aborder la question de la transformation et de *l'invention* (Ferenczi, 1993, Ringoot & Utard, 2005) de ce qui est annoncé comme un « nouveau journalisme ». L'analyse empirique porte sur trois aspects d'évaluation des promesses évoquées :

- **les promesses de lieu** : le rapport à l'espace des lecteurs, téléspectateurs, et/ou auditeurs locaux, les situe dans une communauté de réception qui était cantonnée à l'île jusqu'à l'arrivée d'Internet en 1996. Ce rapport – quasi anthropologique – est celui qu'entretient en général un public composé d'îliens. Dorénavant, cette proximité se révèlerait entièrement indépendante du lieu de diffusion. Le sentiment d'appartenance à un territoire serait alors éprouvé par un groupe social qui s'investirait dans un espace toujours qualifié d'espace public local (Watin, 2005), mais qui deviendrait du coup plus idéel et symbolique que matériel. Il s'agit ainsi d'observer si l'espace régional se transforme en lieu imaginé, participant à un phénomène de *mondialisation du local* (Appadurai, 2001).
- **les promesses de lien** : l'aspect collaboratif des sites est mis en avant de manière récurrente par leurs acteurs. L'un d'entre eux, directeur du site *Zinfos 974,* propose à ses lecteurs qui réagissent dans des espaces dédiés, de les appeler par le néologisme créole « *zinfonautes* ». Il leur confère ainsi un statut de participants au débat public, au sein d'un cadre parfaitement orchestré.

516 Notamment dans le cadre du REJ (Réseau d'Études sur le Journalisme) : www.surlejournalisme.com. (Damian B., Ringoot R., Thierry D., Ruellan D., 2001).

- **les promesses de temporalité :** les potentialités du *Rich Media* sont présentées ici comme annonciatrices d'un nouveau rapport au temps des médias locaux en ligne. Ceux-ci seraient désormais en mesure de « couvrir » l'actualité en temps réel. La temporalité éditoriale – quotidienne – de la PQR s'en trouverait ainsi bouleversée. Les services accessibles par la téléphonie mobile permettent dorénavant une convergence technique multi supports médiatiques, promettant une nouvelle ère de l'information permanente, instantanée, perpétuelle, consultable « *partout, et tout le temps* »[517].

L'observation *in vivo* de la fabrication de l'information de ces sites ainsi que l'analyse de leurs contenus et de leurs formats de production permet de questionner ces promesses.

Problématique :

Transformation du journalisme

Le cadre problématisant de cette étude de cas[518] est celui de travaux récents sur les transformations et la dispersion (au sens foucaldien du terme) du journalisme en général (Ringoot & Utard, *idem* ; Augey *et al.*, 2008). Les études à visée empirique menées à La Réunion s'inscrivent dans plusieurs programmes consacrés aux changements de l'activité « journalisme ». Cet objet est considéré comme une activité sociale, historiquement constituée et évolutive – qui peut échapper aux seuls groupes professionnels des journalistes – et qui est abordée au sein du même champ disciplinaire des SIC. Il s'agit ainsi de l'appréhender par l'ensemble des discours produits par plusieurs acteurs appartenant ou non à la profession. Ainsi, la démarche « *joint volontiers à l'analyse du produit l'observation des producteurs : journalistes, médias, sources et communicateurs*. » (Augey *et al.*, *idem* : 13). L'aspect collaboratif des sites étudiés permet d'élargir l'analyse - dans d'autres travaux que ceux dont nous rendons compte ici - vers le public récepteur, et à son tour acteur profane de la production journalistique.

On postule que l'apparition de nouvelles potentialités techniques ne provoque pas de ruptures immédiates de production ou de pratiques journalistiques. Relevant davantage d'un processus de transformation permanente du journalisme local que d'une révolution technologique disruptive, les nouvelles logiques éditoriales locales revêtent « *des formes partagées – mais non moins organisées – entre expertise journalistique « classique », communication institutionnelle ou publicitaire, et intervention collaborative et ordinaire d'usagers (au sens où de Certeau et Giliard, 1983, l'utilisent)* » (Idelson, 2009 : 302) .

In globo, la présente recherche se situe dans une certaine continuité de travaux anciens ou récents sur le journalisme (synthétisés par Neveu, 2004) et qui ont « *participé du mouvement général des sciences humaines et sociales passant des modèles structuraux vers l'étude des interactions » (*Ringoot & Utard, *ibid.* : 13).

S'agissant d'analyse des discours produits par les promoteurs des sites d'information, la recherche utilise l'approche théorique critique de l'Internet initiée déjà depuis une dizaine d'années (Wolton, 1999 Breton, 2000). Les discours « enchanteurs », imprégnés, entre autres, d'une « croyance » cybernéticienne, et empreints de déterminisme technique, à propos du « web 2.0 » et à présent du « web 3.0 » (Rebillard, 2007), sont ainsi examinés d'un point de vue plus distancié, extérieur à toute apologie technophile comme à toute méfiance

517 Il s'agit du slogan de lancement du site *Linfo.re* qui fait partie de notre corpus. La promesse n'est pas nouvelle si on se souvient – bien que les contenus éditoriaux ne soient en aucun cas comparables – du titre du journal collaborationniste *Je suis partout*...

518 Etude de cas s'inscrivant dans une recherche plus vaste sur l'histoire et les transformations des médias d'information réunionnais dans le cadre des programmes du LCF/UMR 8143 du CNRS/Université de La Réunion.

technophobe. Par ailleurs, la mise à distance des discours prophétiques a souvent permis d'en dégager les racines idéologiques (Mattelart, 1999).

Deux sites, objets d'observation : Linfo.re et Zinfos 974

Dispositif, discours de producteurs, produits (synthèse)[519]

Linfo.re

Le site *Linfo.re* est lancé en février 2009 par la chaîne privée locale Antenne Réunion, première audience de l'île[520]. Il appartient au groupe Antenne Réunion qui oriente sa stratégie de développement en direction d'internet (*Linfo.re* coexiste avec trois autres sites de la chaîne qui possède également des parts dans un site d'annonces immobilières et dans un autre communautaire), ainsi que de la télévision numérique terrestre (prévue dans l'île en 2011). Dans un discours promotionnel, le modèle économique de la diversification multimédia des supports est mis en avant par le patron de l'entreprise :

« *Alors qu'Antenne Réunion est devenue une love mark c'est l'opportunité pour nous de renforcer et d'enrichir les liens avec les Réunionnais* »[521].

Deux journalistes de la rédaction télé ont été détachés pour officier essentiellement sur le site *Linfo.re.* Installés au centre du *desk*, dans un espace baptisé « ilot web », ils sont au cœur des interactions de la rédaction, pouvant intercepter tel ou tel sujet produit pour alimenter le site. *Linfo.re* n'assure ainsi qu'une petite partie de son *contenu web*, réinvestissant la plupart du temps les ressources des JT (de la mi-journée et de la soirée) de la chaîne. Lorsqu'ils sont sur le terrain pour préparer les sujets du JT, les JRI[522] ont pour consigne de correspondre avec le responsable du site d'information. Mais, dans la pratique, absorbés par leur tâche, ils rapportent des images à la rédaction pour faire face à l'urgence du JT, puis les proposent éventuellement au site. Sollicités par le responsable éditorial du site, il peut leur arriver d'envoyer immédiatement des photos destinées à la mise en ligne. Ils utilisent alors leur téléphone mobile et leur ordinateur (avec la technologie 3 G) pour acheminer les informations urgentes (le plus souvent des faits divers). L'information a alors « deux vies »[523] ; celle transmise rapidement par texte et photo à partir du terrain. Puis une autre, en images, lorsque le journaliste revient à la rédaction pour monter son sujet. Le responsable de la rédaction souligne à ce propos la faible qualité de photos « pixellisées » qui lui sont transmises par téléphonie mobile. L'équipement technique ne permet pas pour l'instant l'envoi de vidéos en direct.

Chef d'orchestre éditorial, le responsable du *desk web* assure la coordination des journalistes de la rédaction de la chaîne sur le terrain, mais reste lui-même sédentaire. Il alimente le contenu de son site en fonction de plusieurs paramètres : les reportages rapportés par les JRI, les taux de fréquentation des internautes, et les flux de l'AFP à laquelle le groupe est abonné.

519 L'enquête qui a servi à alimenter cette analyse en données est composée d'observations *in situ* des rédactions web, d'entretiens avec des journalistes web, des responsables de sites, des internautes réunionnais installés en métropole. Des corpus événementiels (observation *in vivo* d'événements particuliers) ont également été captés à l'aide de veille numérique et analysés. Compte tenu de la place impartie, seule une partie de ces données est exploitée ici. Une montée en généralité ne peut intervenir qu'après la confrontation à d'autres contextes et d'autres focales analytiques ; c'est ce type d'approche compréhensive – le sens que les acteurs donnent à leurs actions y est considéré - qui permet ensuite d'interroger les modèles établis dans d'autres situations occidentales.

520 Médiamétrie, avril 2010.

521 Interview sur *Linfo.re* de Christophe Ducasse, pdg du groupe Antenne Réunion, 9/04/2009.

522 JRI : Journaliste reporter d'images.

523 L'expression est utilisée par Laurent Ample, responsable du site *Linfo.re*, qui reconnaît et déplore la faible qualité des photos pixellisées transmises dans l'urgence (entretien réalisé à la rédaction de *Linfo.re*, 2/04/2010).

La fréquentation du site est ainsi scrutée en permanence, et conditionne le propre contenu éditorial :

« *C'est un peu un cercle vicieux : si je m'aperçois que tel fait divers génère de la fréquentation, je vais le positionner en page centrale, mais, du coup, cette information sera plus consultée que d'autres* ».[524]

Deux outils d'analyse sont utilisés : le logiciel *Charbeat* qui permet en temps réel d'observer quelles pages ou quelles zones sont consultées, et l'analyse d'audience *Google Analytics* qui livre différents paramètres : nombre d'internautes, nombre de pages « cliquées », temps de consultation, synthèse géographique, etc. Ces données constituent autant d'arguments pour les annonceurs.

Il est cependant complexe d'établir des statistiques moyennes : les chiffres de fréquentation varient selon le jour et l'heure. L'origine géographique des internautes est également difficile à définir : des internautes basés à La Réunion pouvant utiliser un serveur national (avec un suffixe .fr). En moyenne, 30 à 40 % des connexions des 15 000 internautes annoncées seraient extérieures à l'île. Mais afin de ne pas dissuader les annonceurs provenant essentiellement de La Réunion, les opérateurs du site préfèrent rester discrets sur ce pourcentage[525].

Concernant l'aspect collaboratif du site, le dispositif prévoit un espace classique de réactions des internautes. Le responsable du site fait également office de médiateur et supprime les attaques excessives et les diffamations « quand il le peut ». En matière de contenu, la place réservée à l'actualité de la diaspora réunionnaise installée hors de l'île reste relativement limitée.

« *Nous avons quelques collaborations avec des sites comme Réunionnais du monde ou Nout'Réunion dont nous reprenons les informations. Des associations nous contactent également, mais une fois que tu as annoncé le spectacle de tel ou tel chanteur, tu ne peux pas répéter l'info indéfiniment* ».

Peu à peu, des transformations éditoriales interviennent : la maquette du site est régulièrement rénovée avec des changements de couleur. Le JT d'Antenne est accessible en ligne (via un lien à un autre site du groupe) après sa diffusion sur la chaîne, ce qui permet, comme le reconnaît le responsable du site, d'augmenter les temps de connexion.

Mais, d'une manière générale, le slogan diffusé en générique de la fin du Journal télévisé, « l'info continue en direct et en vidéo sur www.linfo.re », n'apparaît guère encore effectif.

« *Nous ne sommes que deux : la première chose que je fais dès que j'arrive le matin à 6 heures, est de réactualiser les dates des sujets locaux, les sujets nationaux sont alimentés automatiquement en permanence par le flux AFP : il faut que les internautes aient l'impression que le site fonctionne vraiment 24 h sur 24 ».*

Zinfos 974

Créé en septembre 2008, dans la continuité du blog d'opinion de son promoteur, ce média essentiellement en ligne semble connaître un développement rapide. En quelques mois, l'organigramme de la rédaction s'est étoffé, passant d'un à sept journalistes dont un employé à mi-temps. Son créateur, Pierrot Dupuy, issu de la PQR réunionnaise à laquelle il collabore depuis une trentaine d'années, annonce un « *journalisme qui dénonce, qui réagit, qui ose dire* ». L'information présentée comme étant « en continu » est essentiellement composée de sujets locaux, complétée parfois de nouvelles nationales, « *quand cela peut intéresser les Réunionnais*, *comme l'annonce de la vente des médicaments sur internet* » et plus occasionnellement régionales.

524 *Idem*, entretien L. Ample.

525 Durant la journée du 1er avril 2010, des internautes en provenance de 64 pays ont été comptabilisés en consultation du site par *Google Analytics*. Les enquêtes Médiamétrie internet (audience, analyse de trafic, etc.) ne sont pas encore effectives à La Réunion. L'institut Ispos a tenté une mesure d'audience des sites d'information locaux, mais les résultats ont été contestés par les intéressés (« Web, le prix de l'info », *Le Quotidien*, 15/09/2009).

Le « Blog de Pierrot », composé essentiellement de commentaires politiques, suscite des réactions assez nombreuses (comparées à celles des autres sites réunionnais) des internautes. Le positionnement du média est présenté de la sorte :

« *Il y a trois niveaux, mon blog qui est un blog d'opinion, qui relate mes opinions d'homme de droite que tout le monde connaît, le site qui est neutre, et les commentaires des* zinfonautes *qui sont divers, à droite comme à gauche (...) Par ailleurs, j'ai fondé une association qui lutte contre la corruption, et par son intermédiaire, j'ai porté plainte contre un certain nombre de personnalités de tout* ».[526]

Une attention est portée à cet espace blog, où « dès le départ », une relecture rapide des *posts*[527], permet aux internautes d'échanger des arguments, « *presque à la vitesse d'un forum, mais en étant modéré quand même* ».

Les différents « commentaires sur les commentaires » ou sur les « affaires » proposés par Pierrot Dupuy génèrent ainsi du flux, et leur instigateur, qui n'hésite pas à se transformer en rhéteur, reconnaît un certain goût pour la polémique :

« *Créole y aime batay coq* » (Les Réunionnais aiment bien les combats de coq, les escarmouches).

Une moyenne de 15 000 internautes/jour est également annoncée (avec des pointes de 17 000 pendant les élections régionales de mars 2010), dont parfois un pourcentage nettement plus important pour le blog.[528]

Compte tenu de la position dominante d'un fournisseur d'accès national, il est également difficile d'établir une géographie des internautes. Selon le promoteur du site, ces internautes proviendraient en grande partie de La Réunion. Ces cyber-lecteurs réunionnais constitueraient également la quasi-totalité des auteurs des réactions postées sur le blog ou sur la partie information générale du site.[529]

Comme pour le site *Linfo.re*, la temporalité propre au média web peut être observée. Les informations sont transmises au secrétaire de rédaction qui, selon leur format, les insère plus ou moins rapidement en ligne. Munis d'une caméra légère à disque dur intégré, d'un ordinateur et d'une clef 3 G, les journalistes peuvent, en pratique, être relativement autonomes pour envoyer textes, photos ou vidéos. Dans les faits, on constate le plus souvent un différé impliqué par les différentes étapes techniques à réaliser : transmission des fichiers, conversion aux différents formats[530]. L'utilisation de la vidéo en direct est évitée : en cas d'événement d'actualité « chaude », des images brutes peuvent être envoyées, sans montage et sans voix off, mais la qualité de la production s'en trouve alors altérée. Par ailleurs, le rédacteur en chef du site considère que les capacités de débits proposés par les fournisseurs d'accès à La

526 Entretien avec Pierrot Dupuy au siège de *Zinfos 974* (12/04/2010).

527 Message, ou contribution, ou article, ou réaction envoyé par e-mail.

528 « *Lorsqu'on rédige un article, on a accès en direct aux chiffres de consultation, et il arrive qu'il peut y avoir 5000 consultations du blog contre seulement 500 pour un article d'information* », constate une journaliste de *Zinfos 974*.

529 Quelques enquêtes qualitatives menées auprès d'internautes réunionnais installés en métropole semblent corroborer cet aspect, mais aucune donnée quantitative sur les pratiques de ces internautes réunionnais n'est pour le moment disponible. (Enquêtes réalisées dans le cadre du LCF/UMR 8143 du CNRS, ou enquête mobilité de l'association AMARES, avril 2009, consultable sur le site Réunionnais du monde : http://www.reunionnaisdumonde.com/spip.php?article2412)

530 Les vidéos sont montées avec le logiciel Final Cut (format .mov) puis sont converties avec le logiciel Flash Encoder pour être diffusées sur le web (au format Flash Vidéo, .flv, généralement utilisé via le lecteur Adobe Flash Player, ce qui permet d'incorporer les images aux animations Flash du site).

Réunion constituent en l'état actuel des réseaux un frein au développement de la diffusion des vidéos en ligne[531].

Sur le site, les images vidéo sont donc en majorité constituées d'interviews réalisées en extérieur en plan fixe ou de débats sur tel ou tel thème d'actualité organisés en interne entre des journalistes de la rédaction (généralement entre le rédacteur en chef et le journaliste politique de la rédaction).

Comme sur d'autres sites locaux, les situations de direct sont gérées en ayant recours à la téléphonie mobile.

« *Lors de la visite de Sarkozy à Pierrefonds, j'ai retransmis des photos, et même quelques images en direct avec mon Iphone. J'ai dicté en même temps mon papier par téléphone. Un autre journaliste était présent avec son ordinateur et a envoyé une vidéo et un texte un peu plus tard* ».[532]

Résultats (partiels) et conclusion :

La confrontation des discours des producteurs, des dispositifs et des produits permet de constater que si la presse en ligne génère indéniablement des transformations dans la PQR, ces changements ne correspondent pas forcément à la prophétie annonciatrice de multimédias globaux/locaux et instantanés.

Quel serait ce **lieu autre**, territoire universel de diffusion des médias en ligne ? Il semble reposer sur une représentation de nouveaux lecteurs, téléspectateurs, auditeurs, celle d'un public étendu – fantasmé ? – par certains producteurs. Il s'appuie certes sur le phénomène mondial de déplacements massifs et récents de populations et sur les potentialités de relations qui leur sont offertes dorénavant par les Technologies de l'information et de la communication (Tic). Dans certains pays, ou régions comme les DOM, ce mouvement se traduit par un processus de *diasporisation* principalement à destination de la métropole. Il est alors question de « diaspora performée par internet » (Simonin, Watin, Wolff, 2009) ; les Tic inventeraient ainsi une nouvelle catégorisation des émigrés réunionnais en métropole, reliés dorénavant par des réseaux numériques qui rendraient caduques toutes les contraintes de « l'émigration subie » du passé, liées à l'éloignement et à l'isolement. Certes, l'étude des publics des sites réunionnais d'information comme ceux des « réseaux sociaux » numériques, reste évidemment à développer. Mais les données présentées *infra* montrent que la presse en ligne locale se destine plutôt – ne serait-ce qu'en raison du modèle économique sur lequel elle repose – à des internautes majoritairement connectés depuis leur île. Ce constat n'élude cependant pas le fait qu'à La Réunion, en raison de l'insularité et de l'éloignement avec la métropole, l'observation des médias, traditionnels ou en ligne, permet de s'interroger en permanence sur le rapport entre communication et territoire, entre le *lien et le lieu*, entre *un ici et un ailleurs* emblématiques (Simonin, 2008).

À propos précisément de la **question du lien**, lorsque les promoteurs louent les capacités techniques de leur entreprise à créer du liant entre les internautes, cet aspect participatif concerne davantage ceux qui vivent à La Réunion : les sujets traités sont surtout liés à la vie quotidienne des habitants de l'île, et très peu aux environnements ou aux activités des communautés « diasporées »[533].

La sollicitation constante des internautes, invités à donner « leur avis » sur tel ou tel sujet, y compris dans des formats forum dédiés, révèle des stratégies éditoriales particulières, décrites

531 Grâce aux câbles sous-marins en fibre optique, l'île propose une offre fiable en haut débit, bien qu'un peu moins performante que celle de la métropole. Les 70 % de foyers connectés à Internet le sont dorénavant à majorité en haut débit (Ipsos).

532 Entretien Pierrot Dupuy, *idem*. L'aéroport de Pierrefonds est situé dans le sud de l'île, où a atterri l'avion présidentiel lors de la visite de Nicolas Sarkozy en janvier 2010.

533 300 000 Réunionnais vivraient hors de l'île, tandis que 800 000 habitants sont recensés dans l'île (Insee).

par ailleurs (Idelson, 2008). La pratique collaborative, dans les matériaux présentés ici, s'avère minoritaire en pourcentage d'internautes. Elle est encadrée (par une médiation de fait), voire orchestrée dans le cas de sujets d'opinion (afin d'alimenter le « buzz », et, par conséquent, de générer du flux).

La troisième promesse évoquée a trait à la **temporalité** de l'information numérique : ces objets permettent d'aborder plus précisément le thème du présent des médias, souvent théorisé en termes d'interrelations entre supports et techniques (Vitalis, Tétu, Palmer, Castagna : 2000).

Le rythme de la publication (journalier, hebdomadaire, etc.) de la presse classique ponctue le temps social ; celui de la presse en ligne entend modifier le contrat de lecture, dans le cas présent, de consultations. Au début des années 2000, lors de l'apparition des sites d'information réunionnais, on a pu remarquer une sorte de mimétisme avec les *déictiques de la quotidienneté* de la PQR (Ringoot, 2001 : 297). Le journal en ligne n'était en sorte qu'une version numérisée du journal papier, et qui en adoptait la même construction temporelle. Peu à peu, des actualisations sont apparues au fil de la journée (et non de la nuit), mais, comme on l'a observé, sans rapport avec le direct radiophonique, ou celui de la mise en scène « cérémonielle » de la télévision (Dayan, Katz, 1996). Le présent de l'information locale en ligne n'apparaît pas encore effectif, il n'exploite nulle *occurrence* (au sens utilisé par Ricœur), qui pourrait être rendue publique à l'instant où elle se produirait. Les sites d'information réunionnais en ligne devancent la temporalité des versions papiers, mais en empruntent toujours les rites et les formats. Les vidéos constituent certes un apport, mais comme un supplément, comme un « bonus » qui rappellerait un peu la façon dont certains éditeurs de presse glissent un dvd dans leur publication spécialisée, dans une logique promotionnelle. Ainsi, plus que l'assurance d'une omniprésence de l'actualité, c'est finalement la possibilité d'un accès à l'information en tout lieu que les détenteurs d'abonnements spéciaux à la téléphonie mobile peuvent obtenir[534].

À La Réunion, les promesses techniques de l'instantanéité du *Rich Media* ne sont pas encore tenues pour des raisons de coût (humain et matériel), et d'infrastructures (débit encore insuffisant des bandes passantes). Alors que dans les discours technicistes des promoteurs, on retrouve le ton enchanteur des technophiles, annonçant toujours des jours meilleurs :

« La presse écrite est morte. Nous allons les griller. Puis nous lancerons une web radio et une web télé, avec une régie numérique. Tout cela peut s'effectuer avec des investissements moindres ».[535]

A contrario, face à ces effets d'annonce, il ne serait sans doute guère plus justifié de céder à une technophobie réductrice. Les médias d'information en ligne conquièrent chaque jour de nouvelles adhésions (d'internautes, d'annonceurs, voire d'actionnaires). Mais les progrès de la technologie ne suffisent pas à l'expliquer : d'autres paramètres sociaux, historiques, économiques peuvent être avancés[536]. Les modèles économiques reposent sur une expérience ancienne des stratégies locales de presse. Ainsi, *Linfo.re* poursuit une logique de développement de groupe multimédia, tandis que *Zinfos 974* s'inscrit dans une tradition

534 Grâce à a technologie WAP (*Wireless Application Protocol*) qui permet l'accès à des services internet depuis un téléphone portable.

535 Entretien P. Dupuy, *idem*. Ironie des nouvelles technologies : pour transmettre en direct au Secrétaire de Rédaction le texte qui accompagne la photo, envoyée instantanément par téléphonie mobile, les rédacteurs dictent leur papier au téléphone, à l'instar des reporters de *Paris-Soir* qui, avant-guerre, énonçaient également leurs feuillets par téléphone depuis le lieu de reportage, aux sténos de presse de la rue Réaumur...

536 Le caractère ancien de l'émigration réunionnaise en métropole, par exemple, montre bien qu'en matière de liens entretenus par la diaspora et l'île, les réseaux techniques n'expliquent pas les réseaux sociaux.

d'opinion, propre à la presse réunionnaise depuis ses origines. Le message médiatique se construit au sein d'un espace de normes définies par les journalistes (Breton, 1995 : 74). Avec la pratique du cyber-journalisme, on constate une plasticité plus grande de ces normes qui évoluent vers d'autres cadres communicationnels. Ceci n'empêche pas les producteurs de les présenter comme étant toujours constitutives de la profession. Les médias en ligne ne sont donc ni « nouveaux », ni « anciens » ; ils participent au processus de transformation permanente du journalisme en général, et du journalisme local en particulier. C'est la raison pour laquelle l'approche généalogique et historiographique de ces webmédias locaux doit sans doute être approfondie (Idelson, 2006).

Si l'on considère le journalisme comme une pratique sociale, cette observation, très succincte et focalisée sur la question des perspectives liées aux innovations techniques, permet de fait de penser les enjeux de la transformation. L'activité « Journalisme » traverse des sphères sociétale, politique, idéologique, culturelle et technologique, elles-mêmes en mouvement et, par conséquent, en *invention* (Ringoot & Utard, *ibid.*). Ainsi les études sur le journalisme se déclinent de plus en plus au pluriel : elle peuvent concerner les pratiques discursives, les dispositifs de production avec leurs normes induites elles aussi en variation, les contenus analysés par une approche sémiotique, les logiques économiques entrepreneuriales, organisationnelles, les publics, ou encore la sociologie des professionnels patentés comme celle des producteurs *ordinaires* ou profanes (bloggeurs, cyber-lecteurs).... Dans cette perspective, les médias réunionnais qui produisent un effet « loupe » au sein d'un petit territoire, s'avèrent particulièrement heuristiques à analyser.

Bibliographie

Appadurai A. 2001, Après le colonialisme. Les conséquences culturelles de la globalisation, Payot, Paris.

Augey D., Demers F., Tétu J-F., (s/d), 2008, Figures du journalisme, Brésil, Bretagne, France, La Réunion, Mexique, Québec, Presse de l'Université de Laval, Québec.

Breton P., 1995, « La presse régionale entre le fait universel et le commentaire local », Études de communication, n° 17, pp. 73-89.

Breton P., 2000, Le culte de l'internet, La Découverte, Paris.

Certeau (de) M. & Giard L., 1983, L'ordinaire de la communication, rapport au ministère de la Culture, Dalloz, Paris.

Damian B., Ringoot R., Thierry D., Ruellan D., (s/d), 2001, Inform@tion.local. Le paysage médiatique à l'ère électronique, L'Harmattan, Coll. « Communication et Civilisation ».

Dayan D., Katz E, 1992, La télévision cérémonielle, Paris, Puf.

Ferenczi T., 1993, L'invention du journalisme en France, Plon, Paris.

Idelson B., 2006, Histoire des médias à La Réunion, de 1946 à nos jours, Le Publieur, Paris.

Idelson B., 2008, « Médias en ligne en contexte réunionnais : stratégies de presse », Enjeux et usages des Tic, Médias et diffusion de l'information : vers une société ouverte, (s/d M. Meimaris & D. Gouscos), Tome 1, Gutenberg, Athènes, pp. 249-260.

Idelson B., 2009, « Partout, tout le temps ! ». Presse régionale en ligne : dispositifs et stratégies éditoriales multimédias. Le cas de La Réunion », H2PTM'09, Hermès-Lavoisier, pp. 299-312.

Mattelart A., 1999, Histoire de l'utopie planétaire. De la cité prophétique à la société globale, Paris, La Découverte.

Neveu É., 2004, Sociologie du journalisme, La Découverte, Paris.

Rebillard F., 2007, Le web 2.0 en perspective. Une analyse socio-économique de l'internet, L'Harmattan, coll. Questions contemporaines.

Ringoot R. & Utard J-M., 2005, Le journalisme en invention. Nouvelles pratiques, nouveaux acteurs, Presses Universitaires de Rennes, ResPublica.

Ringoot R., 2001, « L'information perpétuelle », Inform@tion.local. Le paysage médiatique à l'ère électronique, L'Harmattan, pp. 293-305.

Simonin J., 2008, « Médias indo-océaniques et ethnogénéricité », Journalismes dans l'océan Indien. Espaces publics en questions, (s/d B. Idelson), L'Harmattan, coll. « Communications et civilisations », pp. 37-52.

Simonin J., Watin M., Wolff É., 2009, « Comment devient-on Réunionnais du monde ? Une diaspora performée par internet », Tic et Société, vol.3, n°1-2 : http://ticetsociete.revues.org/653

Rebillard F., 2007, Le web 2.0 en perspective. Une analyse socio-économique de l'internet, L'Harmattan, Questions contemporaines.

Watin M., 2005, Les espaces urbains et communicationnels à La Réunion. Réseaux et lieux publics, L'Harmattan.

Vittalis A., Tétu J-F., Palmer M., Castagna B., (s/d), 2000, Médias, temporalités et démocratie, Paris, Apogée.

Wolton D., 1999, Internet et après ? Une théorie critique des nouveaux médias, Flammarion, Paris.

Déviance et risque en dispositifs

Expertise et médiatisation

sous la direction de

Isabelle Gavillet

Déviance et risque en dispositifs : expertise et médiatisation, 157-172

> LA MÉDIATISATION DE LA DÉVIANCE ET DU RISQUE

BERNARD IDELSON
CNRS
Université de La Réunion
bernard.idelson@univ-reunion.fr

TRAITEMENT MÉDIATIQUE ET CRISE SANITAIRE.
L'ÉPIDÉMIE DU CHIKUNGUNYA À LA RÉUNION

Résumé. — La contribution analyse le traitement médiatique de la crise sanitaire provoquée par l'épidémie du chikungunya à La Réunion en 2005/2006. L'ampleur de la pandémie, dans un département d'outre-mer français qui se croyait pourtant protégé par ses infrastructures prophylaxiques et médicales, a surpris l'ensemble des acteurs concernés : administrations sanitaires, pouvoirs publics, professionnels de la santé et, bien sûr, population de l'île. Selon l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), la prévalence a atteint 38 % des 800 000 habitants. Face à une communication publique « discordante » à propos du risque sanitaire, les médias ont dénoncé avec virulence la gestion sanitaire de la crise. L'analyse du corpus de presse correspondant à la période révèle un traitement médiatique amplificateur venu en résonance à la détresse réelle des malades et de leur famille. En paraphrasant Marcel Mauss, on peut ainsi qualifier cette crise d' « événement social total ».

Mots clés. — Chikungunya, crise sanitaire, communication publique, médiatisation de crise.

La présente contribution propose, sur le principe du retour d'expérience, d'analyser le traitement médiatique d'une crise sanitaire d'envergure : celle provoquée par l'épidémie du chikungunya à La Réunion en 2005/2006. La littérature médicale concernant cette maladie infectieuse transmise par le moustique *Aedes albopictus,* particulièrement invasif en milieu humide urbain et périurbain (Taglioni, Dehecq, 2009 : 11), date de plus d'un demi-siècle. Pourtant, l'ampleur de la pandémie, dans un département d'outre-mer qui se croyait épargné en raison de son niveau de développement et de ses infrastructures prophylaxiques, a surpris l'ensemble des acteurs concernés : administrations sanitaires, pouvoirs publics, professionnels de la santé et, bien sûr, habitants de l'île. Bien que l'on sache à présent que la prévalence[1] du chikungunya à La Réunion a atteint un taux 38 % de la population, les seules données chiffrées « objectives » ne permettent d'appréhender qu'un aspect des conséquences de la pandémie. L'étude de la dynamique du virus, de son vecteur, de sa propagation, est loin de suffire à rendre compte d'une crise sanitaire multiforme. Car la pandémie a été révélatrice, et en même temps amplificatrice, de vulnérabilité dans des dimensions diverses, sociales, collectives, individuelles, historiques, institutionnelles : « Elle a provoqué une crise sanitaire que l'on pourrait qualifier, en pensant à Mauss, d'événement social total »[2] (Simonin, Ledegen, 2009 : 56-66, 71). Comme pour d'autres épidémies du monde contemporain industriel (SRAS : Syndrome respiratoire aigu sévère, sang contaminé, grippe aviaire, grippe A, etc.), elle a constitué une mise à l'épreuve des autorités sanitaires françaises (allant jusqu'au déplacement du Premier ministre dans l'île), toujours à la recherche de la maîtrise du risque. En ce sens, sa propagation s'est opérée non seulement par la diffusion spatiale du virus, mais aussi par sa propagation symbolique, c'est-à-dire institutionnelle, politique et médiatique. Pour comprendre la complexité des mécanismes à l'œuvre, il a donc été nécessaire d'analyser l'enchaînement des actions, des discours et des représentations qui ont conduit à cette propagation sociale, institutionnelle et médiatique des dangers associés à la phase d'émergence de la maladie[3]. Dans cette étude de cas, on s'intéresse ainsi à la façon dont les médias réunionnais d'information, notamment la presse écrite, ont rendu compte de l'épidémie, l'ont commentée, participant à leur tour, et sans doute en synchronisation de la crise épidémiologique, à la construction d'une crise sociale ; étant entendu que le terme « construction » sera ici discuté. La thèse retenue reste cependant que le discours des médias, y compris celui de la presse régionale, se révèle emblématique d'un « lieu de construction des *mémoires*

[1] Mesure relative qui rapporte le nombre de malades à la population totale : 38 % des habitants de l'île, soit 300 000 habitants sur les 800 000 que compte l'île auraient, selon l'OMS, contracté le chikungunya.

[2] De même, au regard de l'ampleur de son traitement dans la presse, peut-on postuler que le chikungunya a constitué un événement médiatique total.

[3] Cet aspect fait l'objet d'autres programmes de recherche, menés principalement par des équipes de l'université de La Réunion (LCF-UMR 8143 du CNRS), consacrés depuis trois ans au chikungunya.

collectives des sociétés actuelles », comme l'illustre bien le traitement médiatique des crises sanitaires (Moirand, 2007 : 2).

Après un bref historique de la pandémie et du contexte médiatique local, quelques préalables définitoires autour des notions d'événement et de construction médiatique serviront de cadrage théorique et méthodologique. Puis, les résultats d'une étude de presse tenteront de mettre en évidence les logiques éditoriales de cette PQR (Presse Quotidienne Régionale) spécifique – si on la compare à l'ensemble de la PQR métropolitaine – et le rôle d'acteur social local qu'elle joue dans le fonctionnement d'une société domienne, région ultrapériphérique européenne, située en zone tropicale, à 10 000 km de la France hexagonale.

Le chikungunya et les médias en contexte

Même si la maladie est plus ancienne, la bibliographie médicale évoque déjà des symptômes identiques (fièvre, douleurs articulaires, céphalées, vomissements, érythèmes, courbatures, etc.) repérés à la fin du XIXe siècle sur l'île tanzanienne de Zanzibar (au large de la côte ouest africaine dans l'océan Indien), la première épidémie répertoriée date de 1952-53 sur la partie continentale du même pays (Pardigon, 2006 : 3-5). Cette arbovirose, maladie virale, est également connue dans d'autres zones d'Afrique de l'Est et d'Asie telles que l'Inde, l'Indonésie, la Thaïlande, la Malaisie, le Vietnam, le Cambodge (Gaüzère, Aubry, 2006 : 16).

L'épidémie du chikungunya[4] se déclare en Grande Comore dès le mois de janvier 2005. À La Réunion, elle connaît une première phase en mai 2005, avec un pic d'alerte de 450 cas de malades signalés par la Direction régionale des affaires sanitaires et sociales (DRASS) et la Cellule Inter Régionale d'Épidémiologie (CIRE). Les médias de l'île n'accordent alors que peu d'attention à la « couverture » du chikungunya, dont les symptômes sont apparentés à ceux, relativement bénins, de la dengue, forte grippe, transmise elle aussi par l'*Aedes albopictus*. À la fin de l'année 2005, qui correspond au début de l'été austral, marqué par de fortes chaleurs tropicales, les courbes épidémiologiques sont en hausse considérable : 10 000 cas sont répertoriés dès la deuxième semaine de 2006, plus de 25 000 la quatrième semaine, 70 000 la semaine suivante. La croissance se poursuit avec quelques décrues, mais avec une moyenne d'environ 5 000 cas supplémentaires par semaine. L'épidémie ne fléchit véritablement qu'en avril 2006, avec un bilan de 250 décès directs ou indirects (Taglioni, Dehecq, 2009 : 21). Dès le mois de janvier, la presse et les médias audiovisuels réunionnais s'investissent dans ce dossier sanitaire inhabituel, adoptant dorénavant un ton d'alerte, se lançant dans ce que certains acteurs, mis en cause, ont considéré comme de la surenchère dénonciatrice à l'encontre des autorités sanitaires. L'analyse quantitative et

[4] Qui signifie « celui qui marche courbé » en Swahili, langue nationale tanzanienne, allusion faite aux conséquences sur la motricité des douleurs articulaires provoquées par la maladie.

qualitative du corpus de presse correspondant à cette période étaye ce constat, surtout si on le compare, par exemple, au traitement plutôt minimal de la maladie par la presse de l'île Maurice, petit pays indépendant proche de La Réunion et pourtant lui aussi atteint dans les mêmes proportions épidémiologiques. Plusieurs centaines d'articles et des dizaines de Unes consacrées au *chik* sont ainsi répertoriés dans les trois titres quotidiens réunionnais[5].

Ces trois organes sont issus d'une tradition de presse d'opinion. Avant la création du *Quotidien de la Réunion et de l'océan Indien* en 1976, les deux autres titres quotidiens *Témoignages* (organe du Parti Communiste Réunionnais) et le *Journal de l'Ile*, proche de la droite debréiste et de ses relais locaux, reflétaient l'antagonisme bipolaire – autonomistes *versus* départementalistes – qui occupait, et parasitait, la scène politique locale. Jusqu'en 1990, l'État et ses relais locaux contrôlaient entièrement l'audiovisuel. La libéralisation des ondes des décennies 80-90 et la professionnalisation de la presse écrite, quelques années auparavant, créèrent les conditions de l'émergence d'un nouvel espace public médiatique local. On assista alors à l'essor d'une presse quotidienne papier et de chaînes de télévision, relativement dynamiques à l'échelle d'un petit territoire. Journaux, radios et télévisions privées sont ainsi devenus des lieux d'expression de la parole publique et de réhabilitation du fait local. Depuis, si les acteurs dominants des médias réunionnais (y compris en ligne) s'inscrivent davantage dans une logique entrepreneuriale concurrentielle, la volonté d'indépendance vis-à-vis de tous les « pouvoirs » apparaît toujours, dans les discours et dans les revendications éditoriales, comme credo récurrent.

Les journalistes réunionnais, comme ceux des pays avoisinants (Maurice, Madagascar, Mayotte, Comores), possèdent – malgré des conditions et des contextes d'exercice particulièrement hétérogènes – des représentations idéal-typiques de leur fonction et de leur rôle. À La Réunion, la presse s'est ainsi opposée frontalement – dans un devoir présumé de dénonciation – aux différentes autorités en charge de la crise sanitaire[6].

---

[5] Une base réunissant un corpus conséquent de presse locale, nationale et internationale a été constituée par les chercheurs locaux dans le cadre des programmes mentionnés en note[4]. Plusieurs centaines d'articles de la PQN (presse quotidienne nationale) qui s'intéresse également à la maladie – surtout depuis que des cas de contamination sont signalés dans le sud de la France – y sont répertoriés. Une documentation abondante a également été réunie ; elle est composée de divers documents en provenance des directions régionales des administrations en charge des questions sanitaires et sociales.

[6] Si les journalistes des autres pays avoisinants ont toutefois été beaucoup plus mesurés dans leur critique des pouvoirs publics, c'est qu'ils ont estimé que leur responsabilité quant à l'intérêt général était engagée, notamment en matière de répercussions sur l'économie touristique, dont dépend énormément le fragile équilibre de certaines de ces îles. Sur la presse réunionnaise et indo-océanique voir : Idelson B., (2006, 2008). Sur le traitement du chikungunya par la presse mauricienne : Paroomal M., (2008).

Une dynamique événementielle

Notre analyse repose sur un système conceptuel d'inspiration constructiviste : nous postulons que l'ampleur de la crise sanitaire du chikungunya à La Réunion s'apparente à une construction sociale qui est le fait d'acteurs – notamment médiatiques – bien repérables au sein d'un espace public local. Il s'agit d'interroger des médias locaux « sur la manière dont ils gèrent un agenda qui « télescope « plusieurs dimensions événementielles, et constitue en « problème public « ce qui relève de différents segments de la vie locale, ce qui fait problème au public et ce qui fait problème aux pouvoirs publics » (Simonin, 1999 : 94).

Sans vouloir nous insérer dans le débat épistémologique sur la pertinence ou l'impertinence de cette approche qui fut jugée récemment trop systématique au sein des SIC françaises en général et des études sur le journalisme en particulier (Gauthier, 2003 : 185-198), sans chercher non plus à accréditer la notion, trop réductrice, d'une systématicité d'un *façonnement médiatique des événements*[7](Quéré, 1997 : 413-432 ; Neveu, Quéré, 1996 : 7-21) on s'inspire de la distinction entre occurrence et événement : l'occurrence est « quelque chose » qui se produit dans un lieu donné à un moment donné et qui devient événement à partir du moment où il est rendu public. Dans le cas présent, l'occurrence épidémiologique est gérée et administrée par les pouvoirs publics ; elle devient événement lorsqu'elle se superpose au traitement médiatique, en particulier lors des pics les plus intenses de dramatisation. Mais il ne s'agit pas non plus de développer un médiacentrisme qui apparaîtrait trop réducteur : le jeu informationnel est le fruit d'interactions multiples, il fait partie d'une histoire et d'une dynamique sociales, ici locales. La question du sens que prend cette mise en visibilité de l'occurrence, est importante. Elle ne peut être examinée que par une approche multiforme d'analyse de contenu des productions médiatiques, par l'observation de leurs conditions de production, et de celle de leurs publics. Le recueil de discours d'acteurs s'avère ainsi particulièrement heuristique ; il permet de rendre compte de la complexité des interactions, des configurations, entre les différents protagonistes de la crise ainsi que de leurs représentations[8]. L'ensemble de ces données est replacé au sein du contexte socio-historique. Les études sur les médias, l'opinion publique, et l'espace public réunionnais, réalisées par les équipes mentionnées *supra*, vont dans ce sens : comprendre les enjeux sociaux du « vouloir informer », voire du « vouloir dénoncer » des acteurs des médias. Il

[7] Cette nuance est développée par É. Neveu et L. Quéré qui proposent une approche multiforme de la notion de construction médiatique avec la nécessité de distinguer « l'idée de construction », « la notion d'événement », « la constitution symbolique de l'événement ».

[8] De même, J.-P. Esquenazi considère qu'une « sociologie du discours médiatique comprend les produits des médias comme l'élément symbolique d'un processus associant des acteurs sociaux disparates » (2002 : 10).

s'agit ici de révéler « des processus et des dynamiques de la médiation »[9], encore une fois mis en contexte[10].

La présente contribution traite plus particulièrement de l'événement médiatique « crise du chikungunya », les questions relatives aux conditions de la communication en période de crise, celles de l'opinion publique ou encore de l'attitude de la société locale face à la parole et au débat public ayant été examinées par d'autres auteurs (Watin, 2008 : 241-251). L'analyse du corpus local « chikungunya » est menée comme une enquête sur « un discours de l'information ». La relation médiatique de la crise se façonne comme un récit : l'occurrence se transforme en événement médiatique selon un cheminement propre, une « carrière type » (Moloctch, Lester, 1996 : 39), un trajet qui s'avère constitutif de la création de l'événement public. La dimension temporelle de cette relation est tout particulièrement observée ; Paul Ricœur scande en trois temps la mesure de la construction de l'événement public (apparition – demande de sens qui lui succède – consécration du temps et dissolution dans le récit) : l'événement est une rupture de l'ordre des choses, il ne devient objet du réel qu'au terme de ce trajet (Ricœur, 1983). Dans cette étude de cas – le traitement médiatique de la crise du chinkungunya par la PQR réunionnaise – le récit journalistique de la crise renvoie – en auto-référence – à ce qui s'est passé, toujours de manière rétrospective. Car l'événement ne surgit pas d'un « néant historique » (Garcin-Marrou, 1996 : 49), il se réfère sans cesse à un « précédent » qui permet sa lisibilité actuelle : ainsi, si le repérage du début de l'alerte (les premiers articles) est aisé, la détermination de la fin de l'événement s'avère plus complexe. Dans le cas présent, l'événement ne semble jamais définitivement clos ; le récit journalistique peut reprendre la trame de l'intrigue à tout moment, *in media res*, y compris plusieurs années plus tard[11]. L'étude chronologique de la production médiatique – ce qu'E. Veron (1981 : 8) nomme « la copie » – renseigne sur ce trajet durant lequel le journal « parle de ce dont il a déjà parlé ». La mise en graphique chronologique et en tableaux récapitulatifs des comptes rendus et des commentaires des journalistes – inspirée de la méthodologie mise en œuvre par le même auteur – est réalisée à partir du corpus chikungunya. On considère également que le sens produit par le journal n'est pas uniquement lié au seul discours de presse : il émane d'un ensemble dans lequel « les formes[12] »

[9] L'expression est empruntée à B. Delforce (2004 : 128).

[10] L'approche « terrain » qui caractérise les travaux des équipes réunionnaises en SIC à visée socio-anthropologique est souvent effectuée dans une perspective comparativiste : ce qui permet ainsi la confrontation à d'autres contextes et d'autres modèles, afin de pouvoir envisager ensuite une montée en généralités.

[11] La Une du *Jir* du 27 sep. 2008 est consacrée aux douleurs « du chik qui fait toujours souffrir ». Aux mois d'août et de septembre 2009, en pleine progression de cas de grippe A, le *Jir* et le *Quot.* consacrent encore quelques unes au « retour » du chikungunya, après que trois cas ont été suspectés et isolés par les autorités sanitaires dans la ville de Saint-Gilles. M. Brugidou fait le même constat de durée médiatique de l'événement dans son analyse de l'affaire du sang contaminé (1993 : 6-29).

[12] Au sens utilisé par M. Mouillaud et J.-Fr. Tétu (1989 :19).

du journal, la mise en page, l'infographie, les titres, etc., participent tout autant à la construction du message.

Une grille d'analyse, visant à repérer les procédés journalistiques de relation de l'occurrence, est ainsi élaborée pour prendre en compte les différents procédés de traitement médiatique. Elle permet une approche quantitative (fréquence, formes et mesure des articles) et qualitative (étude de contenu). Quatre procédés constituent les items de cette grille : les arguments (employés par les journalistes dans les espaces éditoriaux réservés à cet effet), les métaphores (qui fondent la position éditoriale), les actes de communication (mise en forme journalistique), et les formats de production (apparition des différents *actants* de la crise au sein de l'espace médiatique)[13]. Enfin, une observation de la temporalité médiatique, faisant ressortir en termes d'intensité les différents moments du traitement de la crise, est effectuée selon le modèle d'E. Veron (dans l'analyse du traitement médiatique de l'incident nucléaire de *Three Mile Island*). Ces données permettent d'identifier les différentes phases de la médiatisation : appel, pré-alerte, alerte, crise, pic de crise, relance. L'ensemble de ces outils méthodologiques retrace ainsi chronologiquement les différentes étapes de l'insertion de l'épidémie dans l'espace médiatique et dévoile comment les médias deviennent acteurs sociaux locaux de la crise.

Nous présentons deux principaux résultats de l'analyse : le constat – quantitatif – d'une occupation exceptionnelle de l'espace du journal, et notamment des Unes, par le traitement médiatique de la crise, et la mise en évidence – qualitative – d'un contenu de presse marqué par l'opinion et le commentaire. La dénonciation, par les journalistes, des responsables administratifs et politiques de la gestion de la crise et l'apparition au sein de l'espace public médiatique réunionnais de nouveaux acteurs, prenant part à un débat argumentatif, sont caractéristiques de ce contenu.

« Chik » à la Une

L'observation de la mise en forme des deux principaux titres quotidiens fait ressortir que l'intensité « paroxismique » de la crise se situe durant le mois de février 2006. Le traitement médiatique de la maladie occupe alors la presque totalité des « Unes » : 27 Unes, pour ce seul mois, pour Le *Quotidien,* dont 15 recouvrant la surface principale de la page avec de gros titres principaux. Seules les pluies cycloniques qui s'abattent sur l'île le 18/02/06 éclipsent l'épidémie avec une pleine Une qui les relate le lendemain (19/02). Dans *Le Journal de l'Ile*, 23 unes sont consacrées à la crise[14]. Mais dans ce support, certains titres apparaissent

[13] Actants, qui apparaissent sur la scène médiatique, à entendre dans le sens donné par A.-J. Greimas et J. Courtès, (1993 : 5) ; voir B. Idelson, (2000).

[14] *Le Journal de l'Ile*, est indiqué dorénavant *Jir*, *Le Quotidien* : *Quot.*

plus « amplifiants » ; des arguments d'intensification et des procédés graphiques (annonce en gros caractères du nombre de morts sur la totalité de la surface de la page) participent à la dramatisation du traitement : « Le chikungunya a tué mon mari ! » (*Jir* – 1/02/06), « 2 morts. C'est la crise ! » (*Jir* – 7/02/06), « Une catastrophe écologique en marche » (*Jir* – 13/02/06 : gros titre en double page intérieure, à propos des effets de la démoustication), « Ils flytoxent la veillée mortuaire » (Pleine Une du *Jir* – 16/02/06 + dossier de 8 pages intérieures : « On nous cache des choses »), « L'État officialise les morts du chik » (Pleine Une, *Jir*, 18/02/06), « *130 00 cas, 77 morts. Au secours !* » (Pleine Une, *Jir*, 24/02/06), « 157 000 cas, 77 morts. HÉCATOMBE », (Pleine Une, *Jir,* 25/02/06 + 13 pages intérieures).

Dans les deux titres, les éditions sont accompagnées de « pages spéciales chikungunya » et d'éditoriaux d'autorité des rédacteurs en chef ou des journalistes spécialisés chargés de « couvrir » l'événement. Si janvier et février 2006 peuvent être qualifiés de paroxismiques du traitement médiatique de la crise, la publication de « Unes » dramatisantes se poursuivent, quoique moins systématiquement, comme dans un élan cinétique, durant les mois de mars et avril 2006 (Pleines Unes, *Jir* – 1/04/06 : « Attention, ça repart » – 22/03/06 : « Chikungunya, on y succombe toujours, 203 morts, ¾ Une *Quot*., 17/03/06 : « Pourquoi il ne faut pas baisser la garde »).

Figure 1 : Exemples de Unes de relance événementielle, parues après la fin du pic épidémiologique de mars 2006.

Sur la durée de l'épidémie (depuis l'annonce par la préfecture de La Réunion des quatre premiers cas de maladie, dont deux réunionnais, le 10 mai 2005, jusqu'à celle de la fin de l'épidémie estimée à juin 2006), on repère trois mois de publication quasiment en continu d'articles et de gros titres[15]. Les mois de

[15] 652 articles ont été répertoriés sur une base de données (LCF-UMR 8143 du CNRS) couvrant la période d'avril 2005 à fin février 2006, extraits des trois quotidiens paraissant à La Réunion : *Le Quotidien de La Réunion*, tirage moyen annoncé : 35 000 exemplaires, *Le Journal de l'Ile de La Réu-*

janvier et de février 2006 représentent la période de « couverture » la plus intense : rubriques dédiées au chikungunya et matérialisées par une têtière, dossiers spéciaux, sujets déclinés sur plusieurs pages, bouleversement du rubricage habituel des journaux. Le découpage des sujets s'en trouve réorganisé, des articles consacrés à la crise apparaissant dans l'ensemble des rubriques, en économie, avec l'effondrement du tourisme, en faits-divers avec les drames liés à la maladie, en sports, avec l'annulation de certaines manifestations, et bien sûr dans les pages courriers des lecteurs, étoffées pour l'occasion ; l'épidémie occupe l'espace de la PQR. Durant l'événement « crise du chikungunya », les co-textes délimitent ainsi un vaste ensemble textuel et iconographique qui forme un continuum éditorial sur l'ensemble de la pagination. Sur la période de janvier/février/mars 2006, le *Quot.* consacre 279 pages au Chikungunya, le *Jir*, 331 pages. Durant ces trois mois, le *Quot.* produit 8 éditoriaux d'autorité (écrits par le rédacteur en chef ou par le journaliste spécialisé dans le traitement de la crise) et le *Jir*, 36 éditoriaux d'autorité.

Des articles sont d'abord publiés en avril 2005, suite à des informations des services de la DRASS concernant une augmentation de cas de dengue, une arborivose, maladie de la même famille et transmise, comme on l'a déjà mentionné, par le même vecteur que le chikungunya. Les premiers articles véritablement consacrés au chikungunya sont publiés en mai 2005. Jusqu'en octobre de la même année, les journalistes rendent compte des communiqués officiels informant sur la maladie, mais sans les commenter outre mesure (le *Jir* du 31/08/09 évoque les 3 119 cas recensés par la cellule interrégionale épidémiologique de la Réunion-Mayotte). Les épidémiologistes espèrent alors que l'hiver austral marquera la fin de la propagation du virus. Mais au début de l'été austral, les chiffres augmentent toujours. Dans son édition du 4 octobre 2005, le *Jir* titre sur « L'Alerte rouge » de l'épidémie, soulignant son « développement fulgurant ».

Un journalisme de dénonciation

Dès le mois d'octobre, dans les trois quotidiens de l'île, le commentaire des faits se confond avec le compte-rendu – pratique éditoriale hybride et propre à un certain modèle journalistique réunionnais (Idelson, 2006). Des journalistes se spécialisent dans le traitement de l'épidémie et suivent son évolution. Dans l'édition du *Jir* du 27 octobre 2005, le journaliste attitré retrace l'historique de la maladie et insiste sur les risques de « complications mortelles confirmés », à propos des encéphalites pouvant être provoquées directement par le chikungunya. Dans l'édition du jour suivant, il fustige le « Plan départemental de lutte renforcée » proposé par les autorités, en raison de son caractère jugé trop tardif. Dès lors, et avec une unanimité journalistique – y compris entre

nion, tirage moyen annoncé 28 000 exemplaires, avec sa version en ligne *Clicanoo,* et *Témoignages* au tirage plus faible.

titres concurrents – la remise en cause des services de l'État ira *crescendo*. Dans l'éditorial de l'édition du 23 novembre 2005 de *Témoignages*, son rédacteur en chef suggère aux Réunionnais « victimes de la maladie de se regrouper en association et d'intenter un (juste) procès à l'État ». Dans l'édition du *Quot.* du 22 décembre 2005, le journaliste correspondant de l'ouest de l'île, relate l'antagonisme personnel qui oppose le maire de Saint-Paul au sous-préfet de sa région, à propos de la gestion de la crise. À partir de ce moment, comme par effet de concaténation, les quotidiens de La Réunion n'auront de cesse de dénoncer les politiques publiques, en matière de démoustication, de prévention, de gestion des hôpitaux et des urgences, de publication du nombre de cas et du taux de prévalence, etc. *Témoignages* dans son édition du 23 décembre met en cause « une sous-estimation du chikungunya et la carence de l'État » et interpelle le lecteur dans un titre métaphorique (relevé parmi d'autres identiques dans le corpus) sans équivoque : « Sommes-nous des Français de seconde zone ? ». Le *Jir*, toujours sous la plume de son spécialiste de la maladie, n'est pas en reste, maniant l'ironie et l'argument *ad hominem* à plusieurs reprises, à l'encontre de différents élus ou responsables de service : « Mme Dindar (présidente du conseil général) se moque doublement du bon peuple, car un autre aspect de l'incurie départementale, responsable de la prolifération de l'Aedes albopictus, réside dans la carence du plan départemental d'élimination... » (édition du 30/12/2005), «(...) le Dr. Perrin était si pressé « d'informer» qu'il en a oublié la famille, laquelle a découvert la cause de la mort de son fils à la télévision. Ce grand pontife de l'Agence régionale de l'hospitalisation n'en est pas à une contradiction près » (édition du 8/02/2006 – titre de l'article : « Le chikungunya peut être mortel, mais vous allez affoler la population »). Le journaliste expliquera ensuite publiquement qu'il considérait nécessaire pour lui et son journal « de rétablir la vérité, face à l'un des plus gros mensonges d'État que La Réunion ait connu »[16].

Le mois de février apparaît comme le plus dense dans le traitement médiatique de la crise, tant par le nombre d'articles présentés que par leur contenu – sans précédent dans l'histoire de la presse locale. Le décès d'une enfant de 10 ans survenu le 20 février 2006 accentue la dramatisation (*Le Quot.* du 23/02/06 y consacre sa pleine une en titrant « En plein cauchemar ». Le même journal annonce le chiffre de 150 000 cas de chikungunya à sa Une du lendemain). Une mise en graphique, titre par titre, de ce traitement, durant la durée de la crise, est opérée à partir des données chronologiques de l'occupation de l'espace du journal et des analyses argumentatives des contenus des articles. Elle permet d'observer les différentes phases (pré-alerte, alerte, intensification, dramatisation, pics de crise, relances), c'est-à-dire les moments, les causes et les procédés de construction de sa mise en visibilité médiatique. En voici, à titre d'exemple, une illustration qui laisse apparaître – sur une échelle d'intensité allant de 0 à 4 –

[16] Entretien avec l'auteur et débats à l'Université de la Communication de l'Océan Indien – Saint-Gilles, août 2007.

l'ampleur du traitement médiatique de la crise, notamment durant le mois de février 2006 :

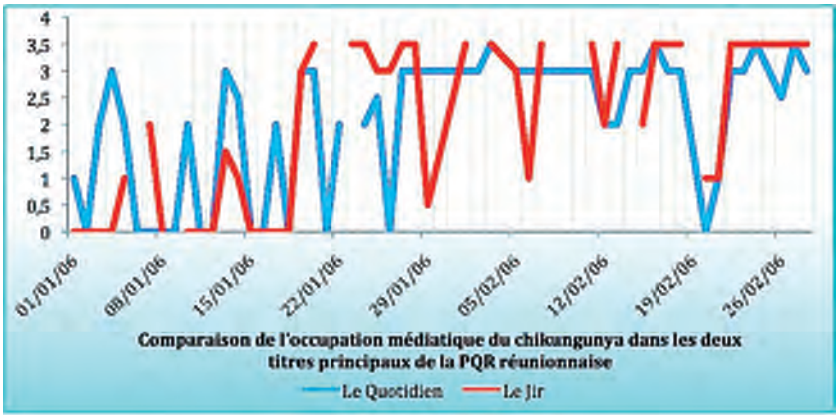


Figure 2 : Comparaison de l'occupation médiatique du chikungunya dans les deux titres principaux de la PQR réunionnais. © B. Idelson UMR 8143 CNRS/UR

Les chiffres en ordonnée correspondent aux niveaux d'intensité médiatique déterminés en fonction d'une échelle liée à la grille d'analyse présentée supra (mesures correspondant à la fréquence, aux emplacements et aux contenus des articles) ; les dates d'édition sont indiquées en abscisse.

Discours discordants et nouveaux actants dans l'espace médiatique

La Réunion, qui a connu au XIXe et dans la première partie du XXe siècle des épidémies mortelles de grandes envergures (typhus, choléra, variole, grippe espagnole, paludisme, etc.), bénéficie depuis les années 70 des infrastructures sanitaires d'un pays européen. Le chikungunya, par sa croissance rapide et son ampleur, a surpris une population qui se croyait protégée d'un tel risque épidémiologique. L'ensemble des acteurs de la santé a également été pris de court par l'apparition de symptômes de l'infection, particulièrement virulente, et pour laquelle il n'existe aucun véritable remède, (en dehors d'antalgiques ou d'anti-inflammatoires) ni vaccin.

Aux premiers signes de la présence de l'arbovirus – qui fait donc d'abord craindre une recrudescence de dengue – les journaux rendent compte des communiqués des autorités sanitaires. Les experts sanitaires locaux ne prévoient guère la rapidité de sa propagation. La DRASS et la CIRE pensent parvenir à circonscrire

la maladie qui n'est pas encore présentée comme particulièrement menaçante, ce que relatent le *Jir* (du 14/05/2005) – qui néanmoins qualifie l'épidémie, en titre, de « galopante » –, et le *Quot*. (du 15/05/2005) lorsqu'il reprend les propos des médecins de la DRASS évoquant une « pathologie bénigne » et assurant « que le pronostic vital n'est pas en jeu ». Avec le développement de l'épidémie dans les semaines qui suivent (près de 2 000 cas signalés en juillet 2005), la crédibilité des experts officiels va être mise à mal par la presse qui se lancera dans un registre accusateur. Dans le même temps, les services de l'État seront attaqués par quelques élus locaux, notamment à propos des campagnes de démoustication (le maire de la ville du Port est l'un des premiers à dénoncer la lutte chimique, préférant des campagnes biologiques de démoustication – *Quot*. et *Jir* du 21/10/2005). Les journaux constitueront alors une tribune d'opposition conséquente. La polémique va également être alimentée par l'apparition de nouveaux acteurs non institutionnels devenus *actants*, grâce à la chambre d'écho que leur procure la presse : association de riverains, de « citoyens », experts indépendants, médecins libéraux, confrontés à la réalité quotidienne du chikungunya. *Le Quot.* du 10/02/06 met en scène la polémique dans un débat – emblématique de cette défiance vis-à-vis des experts publics – qu'il organise lui-même pour l'occasion, entre la représentante de ces acteurs ordinaires, Josette Brosse, de l'association « Ile de La Réunion contre le ckikungunya » et le Dr Antoine Perrin, directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation, dont la communication est vivement contestée.

Ces actants chercheront dorénavant l'information ailleurs, sur internet notamment, tandis qu'au niveau local, la rumeur publique (Watin, 2008 : 247) apparaît, accréditant des thèses les plus fantaisistes (complot nord-américain, conséquence du Tsunami sud-asiatique, ou d'un pétrolier endommagé au large des côtes réunionnaises, etc.), rumeurs que la presse relate mais tempère (« Fantasmes, peurs et rumeurs » titre le *Jir* du 26/01/06). Ce foisonnement de réactions provoque des contre-réactions de la part des experts des administrations ou de l'armée, déstabilisés par les critiques de la presse. Ils chercheront dans l'urgence à argumenter en se contredisant parfois ; cadres préfectoraux ou officiers de l'armée, s'improvisant spécialistes de la communication, et multipliant les apparitions solennelles sur les plateaux de télévision, avant de mettre en place, mais trop tardivement, une stratégie de sortie de crise. Parmi ces initiatives, les autorités, craignant une recrudescence de la maladie, à l'approche du nouvel été austral, mobilisent en novembre 2006 les médias audiovisuels en commanditant une grande émission *ChikAction*, transmise en direct sur les deux chaînes locales concurrentes de télévision, RFO et Antenne Réunion : journalistes, animateurs, spécialistes s'y relaient pour faire passer un message de prévention et d'information à propos du moustique vecteur du virus (Simonin, Ledegen, 2009).

Face à ces *discours discordants*, qui intensifient « une rupture dans le fonctionnement habituel », brouillent et saturent les circuits de communications usuels, le doute et l'anxiété envahissent le public et les malades, ces derniers ne se sentant pas

véritablement pris en considération. Les multiples campagnes centrées sur le moustique renforcent chez eux ce sentiment d'abandon et d'absence de réponse cohérente face à leurs incertitudes. « L'ensemble des canaux de communication [...] s'engorge progressivement devant l'afflux des demandes d'information » (Libaert, 2001 : 10-13). Du côté des médias, cette « intrusion de nouveaux acteurs », la pluralité de messages, souvent contradictoires, ont également pour conséquence d'augmenter la « pugnacité » éditoriale des journalistes. Ces derniers vont alors exploiter de nouvelles données (drames personnels liés à l'épidémie, nouveaux chiffres en augmentation, situation de saturation des services d'urgence), filant la métaphore guerrière et utilisant des titres alarmistes. Cette couverture médiatique correspondra aux pics de dramatisation que l'analyse du corpus a permis de mesurer quantitativement et qualitativement.

Conclusion

La crise du chikungunya a constitué un révélateur inattendu de fragilités et de vulnérabilités tant politiques et institutionnelles que sociales et économiques. Elle a renvoyé l'île à son appartenance à une zone tropicale, à sa condition de département d'outre-mer et à son ultra-périphéricité. Elle a interrogé du même coup ses rapports aux États de la région océan Indien et à leurs populations, elles aussi directement confrontées à l'épidémie qui a pourtant été médiatisée dans des proportions beaucoup moins importantes. Elle a questionné enfin ses liens à une métropole distante, dont les gouvernants ont manifesté un souci de responsabilité tardif, pointé encore une fois par les médias (« *Enfin !* » titre en pleine une le *Quot.* le 26/02/2006 au moment de l'arrivée du Premier ministre Villepin dans l'île). Ces médias se sont saisis de cette rupture, de cette « forme d'anomie sociale généralisée [qui s'est] installée brutalement, sur fond d'incertitude sur les causes de la crise, ses conséquences sanitaires, sociales et économiques » (Simonin, Ledegen, 2009 : 70). Dans ce contexte, les processus de médiatisation analysés ont permis d'appréhender un journalisme local, particulier, profondément ancré dans une socio-histoire réunionnaise. Cette presse locale, écrite ou audiovisuelle, s'adresse à un groupe social insulaire, une « communauté interprétative [...], construit anthropologique multidimentionnel dont l'observation est principalement redevable à des méthodes qualitatives » (*ibid.* : 72). La médiation de l'action publique ne peut donc être appréhendée que dans une analyse contextualisée.

Cette étude représente un cas particulier de relation politique/médiatique dans une situation de crise sanitaire. Conclure simplement que les médias ont joué un rôle d'amplification serait réduire l'approche à une simple dimension normative. Face à l'ampleur de l'épidémie, dans le contexte réunionnais sanitaire jusque-là protégé, aucune stratégie de communication de l'action publique n'aurait sans doute permis de rassurer complètement les malades et leurs proches, surpris par

l'irruption de la maladie[17]. La communication de l'action publique est cependant apparue comme particulièrement défaillante, car l'action publique elle-même n'a pu anticiper, ni s'adapter à la crise (ne serait-ce qu'en matière de logistique prophilaxique). En superposition à cette rupture, les médias réunionnais ont fonctionné selon une dynamique qui leur est propre, c'est-à-dire en relation avec leur généalogie et leur canons professionnels idéal-typiques, forgés au cours de l'émergence d'un espace médiatique local, somme toute récent.

Références

Brugidou M., 1993, « L'affaire du sang contaminé : la construction de l'événement dans Le Monde (1989-1992), *Mots*, 37, pp. 6-29.

Delforce B., 2004, « Le constructivisme : une approche pertinente du journalisme », *Questions de communication*, 6, pp. 111-134.

Esquenazi J-P., 2002, *L'écriture de l'actualité, Pour une sociologie du discours médiatique*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble.

Garcin-Marrou I., 1996, « L'événement dans l'information sur l'Irlande du Nord », *Réseaux*, 76, CNET, pp. 47-60.

Gauthier G., 2003, « Critique du constructivisme en communication », *Questions de communication*, 3, pp. 185-198.

Gaüzère B.-A., Aubry P., 2006, *Le chik, le choc, le chèque. L'épidémie de Chikungunya à La Réunion 2005-2006 en questions,* Sainte-Marie de La Réunion, Éd. Azalées.

Idelson B., 2000, *Méthodologie d'analyse d'un corpus de presse : le cas du* Quotidien de La Réunion *(1976-1997)* – LCF-UMR 6058 du Cnrs/université de La Réunion.

— 2006, *Histoire des médias à la Réunion de1946 à nos jours*, Paris, Le Publieur.

— 2008, dir, *Journalismes dans l'océan Indien, Espaces publics en questions*, Paris, Éd. L'Harmattan.

Libaert T., 2003, « La gestion des crises, simple affaire de communication ? » *Revue Management et conjoncture sociale*, Paris, Ecully, http://tlibaert.info/articles2.html.

— 2001, *La communication de crise*, Paris, Dunod, 2004.

Moirand S., 2007, *Les discours de la presse quotidienne*, Paris, PUF, « Linguistique nouvelle ».

Moloctch H., Lester M., 1996, « Informer : une conduite délibérée, de l'usage stratégique des événements », *Réseaux*, 75, CNET, pp. 23-41.

Neveu É., Quéré L., 1996, *Réseaux*, 75, CNET, pp. 7-21.

Mouillaud M., Tétu J.-Fr., 1989, *Le Journal quotidien,* Presses Universitaires de Lyon.

[17] « Il est d'abord nécessaire de considérer que face à l'ampleur de certains événements, la communication est impuissante. Une communication de crise optimale n'aurait eu aucune efficacité face à des événements comme Tchernobyl ou Bhopal » (Libaert, 2003).

Pardigon N.et al., 2006, « La flambée du virus Chikungunya dans l'océan Indien : réflexions sur une arbovirose négligée », *Virologie*, vol. 10, 1.

Paroomal M., 2008, « Presse et menace d'épidémie à l'île Maurice : le cas du Chikungunya », pp. 125-142, in : Fuma S. et Chan Low J., dirs, *Épidémies et pharmacopée traditionnelle dans l'histoire des îles de l'océan Indien*, Universités de Maurice et de La Réunion.

Quéré L., 1997, « L'événement», *Sociologie de la Communication*, Réseaux, Reader, CNET, pp. 413-432.

Ricœur P., 1983, *Temps et récits*, (t.1), Paris, Éd. Le Seuil.

Simonin J., 1999, « Pour une anthropologie empirique de l'événement », *Études de communication*, 22, pp. 93-114.

Simonin J., Ledegen G., 2009, « Quand des journalistes entrent en communication. Une étude de cas à La Réunion, l'émission ChikAction », pp. 56-66, *in* B. Idelson, dir., *Journalismes dans l'océan Indien, espaces publics en questions,* Paris, Éd. L'Harmattan.

Taglioni F., Dehecq J.-C., 2009, « L'environnement socio-spatial comme facteur d'émergence des maladies infectieuses. Le chikungunya dans l'océan Indien », *EchoGéo*, CNRS, 9. http://echogeo.revues.org/index1168.html

Watin M., 2008, « Polémique, rumeur et tension : aspects de la « crise » du chikungunya dans l'espace public médiatique réunionnais », pp. 241-251, in : Fuma S. et Chan Low J., dirs, *Épidémies et pharmacopée traditionnelle dans l'histoire des îles de l'océan Indien*, Universités de Maurice et de La Réunion.

Veron E., 1981, *Construire l'événement, les médias et l'accident de Three Mile Island*, Paris, Éd. de Minuit.

Les médias en actes

Sous la direction de Sylvie Pierre

LA TÉLÉVISION, LE TEMPS DES CONSTRUCTEURS

JEAN D'ARCY, PENSÉE ET STRATÉGIES D'UN PÈRE FONDATEUR

L'Harmattan

ina EDITIONS

L'installation de la télévision dans les DOM : ouverture ou fermeture d'un espace public médiatique ? Le contre-exemple de La Réunion

Bernard Idelson

Cette contribution s'intéresse à la construction de l'espace audiovisuel dans les Départements d'Outre-mer. À partir de l'exemple spécifique de La Réunion, nous tentons de mettre en débat la posture qui annonce l'arrivée de la télévision sur ces territoires comme une avancée technique dont la conséquence serait une ouverture démocratique. En effet, en raison d'un contexte historique et politique particulier, les desseins des initiateurs de l'implantation de la télévision outre-mer semblent souvent éloignés des objectifs des premiers fondateurs, responsables des programmes, tels que Jean d'Arcy. Dans ces territoires, l'audiovisuel devient rapidement un moyen de diffusion de la parole étatique[1]. En ce sens, la RTF puis l'ORTF des DOM-TOM apparaissent davantage comme des entreprises de contrôle que comme des outils de renforcement du lien social. Cela, même si les discours des initiateurs affirment le contraire. Pour étayer cette hypothèse, quelques éléments de contexte d'implantation de la télévision réunionnaise seront d'abord exposés. Le cadre théorique et méthodologique de cette approche historique de l'espace médiatique réunionnais sera ensuite rapidement rappelé. Puis, deux corpus significatifs seront analysés dans une perspective compréhensive et comparativiste. Le premier est relatif au discours inaugural de la télévision réunionnaise prononcé par le ministre de l'Information d'alors : Alain Peyrefitte. Le second concerne le récit de vie d'un acteur local,

[1] Jean d'Arcy ne possède plus de responsabilités à la programmation au moment de la création du lancement de la télévision réunionnaise. Mais, s'il avait encore joué un rôle à l'ORTF, il se serait sans doute opposé à ce
centralisme d'État qu'il condamnait par ailleurs (Missika & Wolton, 1983 : 35). Cependant, on souhaite montrer ici que des représentations de la télévision comme objet technique de progrès sont partagées par les pères fondateurs de la télévision de la IVe République, et les acteurs gaulliens de la Ve qui pourtant les évincent de la direction de la RTF.

« pionnier » de l'audiovisuel : le journaliste Jean Vincent-Dolor qui débute à la radio en 1948, au moment de l'implantation de la RDF à La Réunion.

Les contextes de lancement : comparaison Réunion/métropole

Dès l'après-guerre, une station de la RDF est installée dans l'île[2]. Elle est animée par des artisans locaux de la radio et plus tard de l'audiovisuel. L'implantation d'une chaîne de télévision réunionnaise s'inscrit dans un projet fondateur qui n'est pas sans rappeler celui des premiers acteurs de la télévision métropolitaine (Jean d'Arcy, Max-Pol Fouchet et d'autres). Initialement, il s'agit simplement de conforter l'installation d'une radio publique dans l'île. C'est un ingénieur, Bernard Guyot, qui, en 1947, est envoyé à La Réunion par la RDF pour étoffer les modestes structures du service[3]. Il reprend les équipements d'une radio privée, Radio Saint-Denis, dont le matériel et les locaux (situés dans une annexe des PTT à Saint-Denis) sont cédés à la RDF. Un émetteur plus puissant, en ondes courtes, est construit ; des collaborateurs sont embauchés, dont Jean Vincent-Dolor qui deviendra par la suite le premier journaliste titularisé de la radio publique. Si en 1949, la RDF est transformée par décret en RTF, dans l'île, l'installation de la télévision n'est alors guère envisagée. Chaque collaborateur s'investit, avec encore peu de moyens, dans la production des programmes radiophoniques[4].

Durant la nuit, des employés des Postes, rétribués à la pige, réceptionnent au casque, et en morse, les dépêches de l'Agence France Presse qui sont décryptées et retranscrites pour être lues au petit matin. Illustration de la représentation parisienne d'alors de ces régions d'outre-mer : ces dépêches émanent du service « Afridascar » de l'agence et ne concernent guère l'actualité nationale. Grâce aux ondes courtes, Radio Brazzaville est également captée depuis La Réunion et relaie d'autres stations africaines.

Si durant ses premières années, la départementalisation de 1946 ne modifie pas le fonctionnement de l'ancienne colonie, le contexte international des décolonisations va assez rapidement influer sur la vie politique réunionnaise. Une *logique d'acteurs* guidera le positionnement des supports

---

[2] RDF : Radio diffusion française, RTF : Radio télévision française, ORTF : Office de radiodiffusion-télévision française, créé le 27 juin 1964.

[3] Bernard Guyot remplacera René Demarne, le « père » de la radio réunionnaise (Vaxelaire D., *Le Mémorial de La Réunion*, « L'Information moderne », Volume IV, p. 323). En 1950, l'île compte 1900 postes de radio pour une trentaine d'heures hebdomadaires d'émissions.

[4] Au départ, il s'agissait de pigistes comme Jean-Louis Lacour, reporter et speaker sportif le dimanche, et inspecteur des Postes la semaine. Le Tour de l'île cycliste a constitué l'un des premiers reportages, quasiment en direct : les reporters se branchaient, avec des pinces, sur les poteaux du réseau PTT et dictaient leurs papiers...

d'information de l'époque, déjà issus d'une tradition de presse d'opinion et de partis (Simonin & Idelson, 1995 : 42).

On peut citer ainsi deux figures antagonistes qui reflètent une bipolarisation de la vie politique entre les partisans du statut français de La Réunion, proches de Paris, et ceux qui pourtant à l'origine de la loi de 1946, s'insèrent dans le mouvement mondial pour l'autodétermination des populations d'outre-mer. Le préfet Perreau-Pradier, en exercice dans l'île de 1956 à 1963, farouche adversaire des communistes locaux, incarne les premiers. Paul Vergès, qui est alors membre permanent de la section permanente du Parti communiste français, deviendra le leader des seconds. Élu à la députation en 1956, il fonde le Parti communiste réunionnais en 1959.

Le cadre institutionnel du lancement de la télévision réunionnaise n'est pas celui de la IVe République, comme en métropole, mais de la Ve. Cependant, les acteurs clefs locaux de cette inauguration sont les mêmes que ceux qui officient déjà à la RDF d'après-guerre. Les premières images sont diffusées à la fin de l'année 1964, alors que près de la moitié des foyers métropolitains est déjà équipée de récepteurs. La Réunion vit alors une période de transition politico-économique, notamment avec l'accession de Michel Débré à la députation lors des élections législatives de 1963. En insufflant dans l'île des crédits conséquents, son objectif est de rattraper le retard économique pris depuis le début de la départementalisation de 1946, paradoxalement initiée – comme mentionné *supra* – par les communistes réunionnais. Dès lors, ces derniers estiment que les promesses de « rattrapage » n'ont pas été tenues. En effet, dès l'accession à la présidence de la République du général de Gaulle, le nouveau régime doit faire face à une virulente opposition des « forces progressistes » de l'île, plus enclines à réclamer dorénavant une voie de gestion autonomiste, dans le contexte évoqué des décolonisations africaines et asiatique[5]. L'implantation de la télévision dans les DOM est donc très probablement impulsée par Michel Debré et décidée par le ministre de l'Information, Alain Peyrefitte, qui l'inclut dans le plan de décentralisation régionale de la réforme de l'audiovisuel[6]. Dans les

---

[5] Du 9 au 11 juillet 1959, le général de Gaulle, accompagné de son premier ministre Michel Debré, effectue une escale à La Réunion, au retour d'un voyage à Tananarive où il a assisté au premier conseil de la Communauté à l'invitation du député de Madagascar Philibert Tsiranana, futur président de la république malgache. Madagascar accède à l'indépendance en 1960. En 1959, la Fédération réunionnaise du Parti communiste français, se transforme en Parti communiste réunionnais ; le député Paul Vergès, qui sera reçu par la plupart des dirigeants des pays du bloc communiste, en devient le secrétaire général. Le mot d'ordre d'autonomie lancé dès 1958 par le Parti communiste antillais est repris par le PCR à son Congrès de 1972.

[6] Alain Peyrefitte est chargé, dès 1962, de « remettre de l'ordre » au sein de la RTF

« territoires », directeurs de stations ou rédacteurs en chef relaieront ensuite les différentes directives. Considérés comme des commensaux du pouvoir par les opposants autonomistes, à qui ils refusent l'accès des studios, ils sont en fait guidés par des logiques d'acteurs immergés dans des environnements *périphériques* particuliers.

En 1965, Alain Peyrefitte inaugure les CAT (Centres d'actualités télévisées) dans les DOM, notamment à La Réunion, où il prononce une allocution télévisée. Il y présente la télévision comme « une formidable fenêtre sur le monde » reprenant à son compte les propres propos de Jean d'Arcy (Pierre, dans ce numéro). En réalité, le débat public, verrouillé dans un contexte de tension entre départementalistes et autonomistes, ne prend guère essor dans l'audiovisuel de l'époque. Bien au contraire, en pleine période de guerre froide, les opposants au statut de département, soupçonnés d'être inféodés au bloc soviétique, sont interdits d'accès à la télévision. Pour le chercheur, il s'agit alors de questionner certains discours *enchanteurs*, empreints de déterminisme technique, qui occultent la dimension politique de l'outil télévisuel au service du pouvoir central de l'époque, en métropole comme dans les DOM (Idelson, 1999).

Pour autant, l'étiquette de « grand censeur » de la télévision attribuée à Alain Peyrefitte, par les journalistes de cette période, peut de même être nuancée. Celui qui fut l'un des initiateurs de la loi de juillet 1964, à l'origine de la création de l'ORTF, a rappelé à maintes reprises sa volonté de pluralisme (Bourdon, 1991 : 127-128). Dans cette allocution du ministre de l'Information, prononcée le 31 janvier 1965, les arguments d'une pensée « moderne » sont ainsi développés. Les valeurs exprimées pourraient se situer dans la lignée de celles de Jean d'Arcy, avec le rappel des missions premières de la télévision : informer, distraire, cultiver, qui évoquent bien sûr le fameux triptyque – « distraire, informer, instruire » – des fondateurs (Pierre, 2003 : 158).
La question est par conséquent de comprendre pourquoi cette pensée apparaît si peu effective – et cela dès l'implantation de la RDF après-guerre – dans le contexte réunionnais. Dans l'île, il faudra en effet attendre la décennie 1980 pour assister à l'émergence d'un véritable espace public médiatique local, après la libéralisation des ondes et la fin du monopole d'État sur l'audiovisuel.

La mise en perspective comparative des deux situations historiques de l'audiovisuel (durant les décennies 1950 et 1960), en métropole et dans les DOM, peut ainsi être poursuivie. Les territoires domiens sont équipés (à partir

---

(Brochard, 1994 : 247). La décentralisation régionale fait partie des trois axes de cette réforme avec la séparation de la radio et de la
télévision et la refonte des programmes. L'installation des stations dans les DOM-TOM ne semble avoir été impulsée dans ce cadre qu'à partir de 1963, au moment de l'accession à la députation de Michel Debré ; même si A. Peyrefitte a assuré avoir été le seul instigateur de ce programme de régionalisation.

de 1964) avec une vingtaine d'années de retard par rapport à la métropole. Durant les débuts hexagonaux de la RTF, Jean d'Arcy, l'un des premiers penseurs de la télévision, aura une action influente sur la construction des programmes (de 1952 à 1959). Il est, en 1954, l'un des principaux artisans de l'Eurovision avec *l'ambition* universaliste qu'on lui connaît (Pierre, *ibidem*). Mais, les débuts de la période gaullienne marquent un retour en arrière. Le pouvoir se représente l'outil télévisuel comme une condition *sine qua non* à son assise politique. Depuis ses origines jusqu'aux années 1980, les dirigeants de la télévision française sont désignés, par les gouvernements, pendant les conseils des ministres (Jeanneney, 1996 : 283). Et c'est surtout à partir de la montée en puissance du medium, fin des années 1950, qu'il va intéresser les décideurs. La télévision va cependant acquérir peu à peu des gages d'indépendance, mais dans des tempos asynchrones entre la métropole et les DOM. La télévision métropolitaine commence à constituer une tribune d'opposition, dès le scrutin présidentiel de décembre 1965, renforcée par l'apparition des sondages (D'Almeida, Delporte, 2003 : 194). La télévision domienne apparaît dans un contexte de bi-polarisation politique dans lequel le pouvoir central tente de museler l'opposition locale. Dans la première situation, la télévision inaugure, malgré tout, une nouvelle arène de débat, que l'on pourrait qualifier de démocratique. Elle essaie ainsi de se conformer au statut de l'Office. Mais ces tentatives de pluralisme n'atténueront guère sa remise en cause par les opposants du régime, avec une contestation paroxismique lors des événements de mai-juin 1968. Dans la seconde, elle va renforcer les tensions locales, ne délivrant que la seule voix – hiératique – des représentants de l'État dans les DOM.

Cadre théorique, méthode

Il s'agit d'observer les conditions d'émergence d'un espace public, au sens habersmassien (1962), c'est-à-dire comme un lieu de discussion – dans une sphère médiatique locale. Dans une monde créole d'interconnaissance comme celui de La Réunion, qui est passée directement d'un modèle de société de plantation à une société du tertiaire, sans franchir l'étape d'une révolution industrielle, l'espace public a émergé beaucoup plus récemment qu'en Europe (Watin, 2001). Il n'y a pas eu de bourgeoisie industrielle s'opposant à une monarchie. Cet espace public local est apparu dans un mouvement dynamique et concomitant au sein de trois sphères : l'école, l'urbain et les médias.

Les transferts publics structurels impulsés par la départementalisation, surtout à partir des années 1960, ont profondément modifié le système éducatif : une génération de néo-lycéens réunionnais a pu ainsi accéder à d'autres modalités de sociabilité et d'expression. Dans le même temps, l'île a

connu un essor d'urbanisation important avec la mise en œuvre de programmes de logements sociaux et les changements inhérents de mode de vie. Enfin, à la fin des années 1970 et au début des années 1980, une rupture s'est également effectuée dans le paysage médiatique, plus ouvert et moins crispé sur la question du statut. Les prémisses d'un espace public local se sont ainsi manifestées selon ce processus de transfert de sphères urbaine/scolaire/médiatique. L'univers des néo-lycéens illustre bien la rupture. Pour la première fois, de jeunes Réunionnais, issus de familles logées dans les cités de Saint-Denis, vont organiser des débats publics au sein même de l'institution scolaire et participer aux journaux lycéens. On retrouve ensuite ces anciens journalistes lycéens devenus professionnels des médias (Wolff, 1996)[7]. La radio et la télévision d'État vont d'abord rester en dehors de ce processus d'ouverture. Puis, au début des années 1980, la libéralisation du Paysage audiovisuel réunionnais (PAR) permettra enfin d'élargir l'espace public médiatique local. L'arrivée des chaînes satellitaires et du réseau internet, à la fin de la décennie 1990, marquera le début d'une période d'apaisement et de régulation (Idelson, 2006).

Concernant les représentations propres aux acteurs de la télévision, on empruntera des théories critiques d'une certaine technophilie (Breton, 2000) pour analyser les débuts de l'espace audiovisuel français des DOM, étant entendu que cet espace fait partie de l'ensemble national. L'étude du cas particulier de l'implantation de la télévision à La Réunion permet de relativiser, voire de modifier, certaines généralités : l'approche comparative (entre différentes situations décentrées) ouvrant la perspective d'interroger les modèles. Les données à analyser proviennent de deux corpus :

1) Le discours d'inauguration de la télévision réunionnaise

L'argumentation d'Alain Peyrefitte est mise en relation avec la pensée des fondateurs de la télévision française, notamment celle de Jean d'Arcy. Les thèmes communs de « modernité », « d'ouverture », de « progrès », « d'éducation », ou encore de « développement » y sont notamment repérés.

On postule que ces différentes thématiques sont empreintes d'un déterminisme technique dont les racines sont anciennes. Sans vouloir retracer une généalogie du discours techniciste depuis ses origines, on évoquera simplement ici le fait que ces thèmes reflètent la croyance en l'amélioration de

[7] Au sein du laboratoire LCF (Université de La Réunion), É. Wolff mène des travaux ethnographiques sur la réception de la télévision réunionnaise, avec une même approche compréhensive centrée sur les acteurs et les usagers. La réalité – saisie *in vivo* - des individus, familles ou groupes sociaux, face à « l'objet télévision » y est ainsi appréhendée : elle renseigne sur les transformations rapides et récentes de la société locale.

la condition des populations équipées d'un nouveau médium. Des cybernéticiens aux laudateurs du village global numérique (par exemple de Norbert Wiener à Pierre Lévy), c'est cette même conception du progrès qui est ici mise en avant. Ces auteurs s'appuient sur le développement – certes bien réel – des performances techniques de nouveaux outils de communication pour annoncer un *monde meilleur* rendu possible par la technologie mise au service de l'homme (Breton, *idem* : 22). En 1890, avant même l'invention du cinématographe et de la télévision, la magie du petit écran est imaginée par l'écrivain Albert Robida, décrivant une étrange machine, le *téléphonoscope*, qui permet de voir à distance les images de son interlocuteur et dont il prédit l'essor pour le début des années 1950 (Delavaud, 2003 : 9). C'est cette appréciation d'un *média rêvé* que l'on repère durant les prémisses de la télévision réunionnaise : « Le miroir magique est cet opérateur qui donne la faculté à son utilisateur de la vision à distance, qui est le sens premier de "télé-vision" » (Jost, 2005 : 23). Au moment de l'installation de la télévision à La Réunion, celle-ci est présentée avec le même élan enthousiaste comme l'instrument – précisément la *fenêtre sur le monde* – qui va permettre de rompre l'isolement de l'île de sa lointaine métropole.

Certes Jean d'Arcy a projeté une vision optimiste et généreuse des potentialités techniques de l'outil télévisuel, notamment lorsqu'il a fait preuve d'étonnantes capacités d'anticipation de leurs applications (de la notion de « droit de l'homme à la communication » à la prophétie judicieuse d'internet[8]). Mais ce travail de déconstruction tente de montrer que, malgré tout, ces potentialités techniques ne constituent pas les seuls déterminants d'une relation citoyenne (pour reprendre les termes de la présentation de cet ouvrage) entre les habitants de ces régions excentrées et leur télévision. Les logiques socio-historiques des départements d'outre-mer, dans leurs dimensions économiques, politiques, nationales et internationales constituent tout autant des facteurs d'émergence de l'espace public médiatique local, de développement, et de lien social.

2) Le récit de vie d'un acteur pionnier de l'audiovisuel réunionnais ayant exercé des responsabilités à l'époque de la RDF, de la RTF, de l'ORTF, puis de FR3

Une représentation signifiante de la télévision et de son rôle émane d'entretiens réalisés avec un acteur clef de l'audiovisuel d'outre-mer, Jean

[8] Cf. extrait de ce qui est présenté par VSD.fr comme la « prophétie » de Jean d'Arcy sur les potentialités multimédias du futur... L'ina.fr, plus modéré à propos de cette séquence vidéo, évoque « l'anticipation d'internet » (voir sitographie).

Vincent-Dolor[9], premier journaliste et rédacteur en chef de la télévision réunionnaise. Il se dégage, chez cet artisan des programmes de la station locale, une vision « gaullienne » de l'outil[10]. On s'appuie sur une étude socio-biographique (Simonin, Idelson, *ibid.*) pour s'interroger sur le décalage entre certaines représentations technophiles de ces discours et la réalité domienne, notamment politique.

« Mémoire » de la télévision réunionnaise, J. V.-D. a livré le récit de près de quarante années de carrière médiatique. L'itinéraire personnel de ce journaliste n'est pas étranger à certaines de ses options et conceptions qui ont conduit son action au sein de l'*espace professionnel* dans lequel il a évolué sa carrière durant (Ruellan, 1993). Issu d'une famille réunionnaise, il est né à Madagascar le 15 novembre 1922, a passé son enfance et son adolescence en métropole. Durant la Seconde Guerre mondiale, il s'engage dans la Première armée française de De Lattre de Tassigny, puis rejoint la première DFL (Division Française Libre), qu'il définit comme un groupe de « gaullistes à tout crin ». Après un passage dans l'administration colonial à Madagascar où son père, Anatolien Vincent-Dolor, est administrateur de la province du Sud, c'est à son retour à La Réunion, en 1948, qu'il intègre la radio comme pigiste. Il sera ensuite titularisé, animera le premier bulletin d'information de la télévision, deviendra quelque temps rédacteur en chef du très debréiste *Journal de l'Ile de La Réunion*, et encadrera les rédactions télé et radio de la station publique jusqu'en 1981. Il sera alors affecté au projet de lancement de la première régie publicitaire de la télévision, avant de prendre sa retraite en 1987.

Dans une perspective compréhensive – c'est-à-dire prenant en compte le sens que les acteurs donnent à leurs actions – le témoignage personnel de J. V.-D. révèle le fonctionnement d'une société créole d'interconnaissance[11]. En effet, J. V.-D. appartient à un réseau local d'acteurs qui œuvrent au sein du paysage audio-visuel réunionnais. Il s'agit de recueillir la connaissance qualitative de ces notables de l'île, en dégageant, des données historiographies, la compréhension de leurs rapports au monde, à la société locale, et aux liens avec la métropole. Un choix de paradigmes, entre objectivisme et phénoménologie, est effectué de la sorte (Simonin, Idelson, *ibid.* : 51). Il peut être appréhendé comme une construction centrée sur le point de vue des acteurs qui évoluent dans un système médiatique dont ils sont les *producteurs*.

---

[9] Désormais indiqué J. V.-D.

[10] Jean Vincent-Dolor sera donc en lien constant avec les directions successives de l'ORTF, comme il le fut avec celles de la RTF durant la période d'exercice de Jean d'Arcy.

[11] Dix-sept d'heures d'entretiens ont été recueillies à son domicile en 1995 et ont permis de restituer une sociobiographie. J.V.-D. est décédé en 2000.

Une posture anthropologique d'analyse de la société réunionnaise est ainsi inhérente à l'approche biographique qui vient en complément de la prise en considération des structurations et restructurations permanentes de l'espace politico-médiatique local.

Analyse des données et pistes de conclusion

1) A. Peyrefitte : les clefs du discours

Les premières images de la télévision réunionnaise sont diffusées le soir de Noël 1964, avec l'aide de techniciens venus de métropole. Nicole Junot, première speakerine de l'histoire de la télévision réunionnaise, apparaît à l'écran. Le reste du personnel de l'antenne est celui qui officie déjà à la radio. J. V.-D. en fait partie et présente, au début du mois de janvier 1965, les premiers bulletins d'information du tout nouveau CAT (Centre d'actualités télévisées) de la station réunionnaise. Les programmes sont assez restreints (deux heures quotidiennes au maximum). Les contenus, expédiés par avion depuis la métropole, comprennent les mêmes émissions phares de l'époque qu'en métropole : « Violon de poche », « Âge tendre... et tête de bois », « Vol 272 », « Bonne nuit les petits », etc. Les nouvelles présentées par J. V.-D. sont composées essentiellement d'images métropolitaines datant de plusieurs jours. La direction des programmes est confiée à un ex-officier ayant servi en Algérie, Robert de Villeneuve. Au début, cinq cents récepteurs sont vendus et destinés essentiellement au chef-lieu. Puis, au fil des ans, on assiste à une montée en puissance technique, avec notamment un réseau de réémetteurs qui permettra d'assurer la couverture de la quasi totalité de l'île, au relief pourtant escarpé.

Le 31 janvier, le journal télévisé est accompagné d'un discours inaugural, aux intonations lyriques, prononcé par le ministre de l'Information, Alain Peyrefitte. Deux thématiques incarnant des valeurs essentielles peuvent y être repérées : l'équipement d'infrastructures techniques comme facteur de progrès, et la conviction que la télévision va renforcer le lien avec la métropole – « mère patrie ». Les différents thèmes abordés concernent également les missions évoquées (informer, distraire, cultiver), chères aux fondateurs de la télévision.

Le ministre souligne les progrès économiques nationaux qui devraient se répercuter « simultanément » sur le développement local. Il affirme que la télévision assurera la promotion des ressources matérielles et humaines de l'île, la reliera à l'extérieur, comme une ouverture aux autres, tout en rappelant l'effort de la solidarité nationale consentie en faveur des DOM-TOM. Extraits :

« Ce petit écran, sur lequel vous me voyez ce soir, sera à la fois pour vous un miroir reflétant les événements et les problèmes de votre île et une fenêtre sur le monde extérieur et notamment sur la métropole »[12].

Pour le ministre, la télévision est considérée comme un atout de valorisation de la culture locale :

« *Votre île a sa vie à elle, son histoire, ses coutumes, ses intérêts, ses projets.* [...]. *Elle peut être fière de ses profondes traditions religieuses et de ce creuset créole où se mêlent les Français de toutes origines dans l'égalité des droits et dans la liberté* ».

Elle est ainsi présentée comme un instrument patrimonial, mais également tourné vers l'avenir :

« *Elle vous rendra compte de l'extraordinaire transformation que vous êtes en train de vivre et qui doit vous apporter à tous, année après année, de meilleurs salaires et un meilleur niveau de vie.* [...]. *Tels des Français de métropole, vous vivrez à l'heure de notre siècle* ».

« *Distraction et culture* » sont également promises, tandis que la conclusion du discours aborde le thème de la continuité territoriale rendue désormais possible par les ondes :

« *De nos jours, la distance n'est plus un obstacle. Entre la métropole et le département de la Réunion, le bateau, l'avion, le téléphone, la radio avaient établi des liens de plus en plus étroits. Dans le petit écran, votre île va trouver une raison de plus d'aller de l'avant. Avec la télévision, la Réunion est entrée davantage dans la voie ascendante du progrès.*
Vive la télévision réunionnaise !
Vive le général de Gaulle !
Vive la France ! »

Le dispositif de mise en œuvre des actualités télévisées n'est pas présenté dans le détail. Les termes de « pluralité d'expression » sont absents du propos. Alors qu'un rapport confidentiel de l'automne 1963, commandé par le même ministre de l'information, révèle que 82 % des téléspectateurs estiment que le JT métropolitain « est trop orienté par le gouvernement », rapport qui serait à l'origine des nouvelles orientations de l'ORTF (D'Almeida, Delporte, *idem* :

[12] Discours paru dans l'édition du 2 février 1965 du journal *La Liberté*.

193), la question de la représentativité des différents courants politiques îliens à la télévision n'est guère davantage abordée.

Le contrôle politique absolu de la télévision réunionnaise est d'abord le fait de ceux qui en sont localement aux commandes. Mais, leur hiérarchie parisienne ne semble pas les désavouer. Si l'installation de la télévision outre-mer s'est ainsi inscrite dans une logique de continuité territoriale et d'expansion à travers l'ensemble du pays, le fait qu'elle ait pu relayer exclusivement les thèses de Michel Debré n'a suscité que des réactions d'opposants locaux.

Dans un entretien recueilli trente ans après la création de la télévision[13], Alain Peyrefitte relate son projet, lorsqu'il est revenu au ministère de l'Information en décembre 1962. Un voyage préparatoire est ainsi effectué aux Antilles et en Guyane en mars 1964, et un autre à Tahiti et en Nouvelle-Calédonie en septembre 1964. Une rapide prospection aux Comores est effectuée en décembre 1964, au moment de l'inauguration de la télévision réunionnaise, mais à l'issue de laquelle le ministre conclut négativement.

Concernant le contenu des programmes et l'accusation de mainmise par le pouvoir sur la télévision réunionnaise, Alain Peyrefitte évoque le statut de l'ORTF, dont il est à l'origine, statut qui « institutionnalise le pluralisme des différents courants de pensée ». Toutefois, la conclusion de l'entretien apparaît, encore une fois, significative du contexte de tensions statutaires de l'époque : le ministre de l'Information n'aurait pas souhaité voir la radio et la télévision réunionnaises comme tribunes d'expression de ses propres opposants :

> « *Naturellement, je n'avais pas les moyens de m'occuper du contenu des informations depuis Paris, et l'Hôtel Matignon encore moins. Je ne suis pas surpris, cependant, que des responsables de la télévision réunionnaise n'aient pas souhaité faire de la propagande pour la sécession de La Réunion* » .

Alain Peyrefitte cesse de s'occuper de l'information à partir du 9 janvier 1966, mais le contrôle de la télévision réunionnaise reste effectif jusqu'à l'élection de François Mitterrand en 1981. Le contexte socio-historique domien constitue une cause structurelle à l'essor relativement tardif, par rapport à la métropole, d'un espace public médiatique local.

2) J. V.-D. : les représentations et les thèmes récurrents

---

[13] Alain Peyrefitte a répondu par écrit à nos questions dans le cadre de nos travaux sur l'histoire des médias réunionnais. Il est décédé le 27 novembre 1999.

La compréhension de la télévision réunionnaise n'en reste pas moins liée – comme il l'a été suggéré dans la problématique – à une logique d'acteurs locaux, tels J. V.-D., qui agissent en fonction de leur propre représentation de leur environnement et de leurs itinéraires personnel et professionnel. Trois éléments principaux se dégagent du discours biographiques de J. V.-D. : la perception du contexte sociopolitique de l'après-départementalisation, un dualisme identitaire éprouvé par l'ancien responsable de l'information télévisée réunionnaise, et la conception du rôle des médias et notamment de la télévision.

– *La perception de l'environnement sociopolitique* : dans un contexte de bipolarisation de la vie politique, deux camps s'opposent. Les autonomistes/indépendantistes et les légitimistes/départementalistes expriment des visions de l'avenir de l'île peu conciliables. La télévision, lancée sous l'influence de Michel Debré dans l'île, sert les premiers. J. V.-D., durant toutes ses années de fonction, soutient la thèse départementaliste, en refusant l'accès des opposants à l'antenne. Le premier rédacteur en chef de l'histoire de la télévision réunionnaise admet cependant s'être interrogé sur cette pratique. Il évoque la tension entre sa conception de l'exercice du métier de journaliste et son « devoir (estimé) de citoyen français, fidèle aux valeurs de la résistance ». Couvert par ses hiérarchies locales et parisiennes, il explique comment il a préféré choisir « l'option nationale », face aux velléités « de largage autonomiste » (des opposants), privilégiant ainsi la conscience patriotique par rapport à la conscience professionnelle. Il fait référence à la situation stratégique de l'île, sur la route du pétrole, au sein de l'antagonisme Est/Ouest. Il associe ainsi le Parti communiste réunionnais de Paul Vergès, estimé être au « service de l'étranger », à la mouvance anticolonialiste (concrétisée dans la région par le Comité contre la colonisation de Dar Es Salam). Au moment de l'accession à l'indépendance de Madagascar en 1960 ou de Maurice en 1968, La Réunion est considérée par les départementalistes comme le pilier de la souveraineté française dans la zone océan Indien. Après l'accession de François Mitterrand à la présidence de la République, J. V.-D. quitte de son plein gré la rédaction en chef de la radio et de la télévision, pour, selon ses propres termes, « *ne pas avoir à ouvrir le robinet à Vergès* ».

– *Un certain dualisme identitaire* : J. V.-D. fait régulièrement part d'un sentiment de double identité qu'il éprouve entre Paris et Saint-Denis de La Réunion. « Patron » de la radio et de la télévision, *ici*, il se heurte à l'incompréhension de décideurs parisiens, *là-bas,* où il se sent considéré comme un *« paysan du Danube »*. C'est notamment le cas, lorsque, pour alimenter l'information radiophonique, il demande que soit remplacé l'abonnement au service « Afridascar » de l'AFP, par un service « normal », de nouvelles nationales et internationales; ou encore, lorsqu'en 1963, il est reçu par un collaborateur de cabinet du ministre Peyreffitte, pour demander

l'installation de la télévision à La Réunion, pour laquelle il se heurte à une fin de non recevoir[14].

> « *[...] il y avait un besoin, c'est-à-dire que les journaux, la radio, parlaient des émissions de télévision. La télévision était devenue importante. C'était une certaine époque où il y avait " Cinq colonnes à la Une ", de Pierre Lazareff, Pierre Desgraupes, etc. Il y avait des émissions prestigieuses, "La caméra explore le temps ", alors évidemment la presse en parlait, la radio en parlait, et à La Réunion, on avait l'impression d'être un peu marginalisés. »*

Il essuie le même refus plus tard, lorsqu'en 1987, il réclame la couverture de l'île par France-Inter : « *Qu'est-ce qu'ils ont besoin de France-Inter en continu à La Réunion ?* ». Dans le même temps, alors qu'il se sent incompris par les « technocrates parisiens », il est considéré par les opposants de l'île comme un serviteur zélé du pouvoir central, comme l'âme damnée – le « cerbère » dira le socialiste réunionnais, Christophe Payet – du gouvernement. Pour sa part, J. V.-D., accusé de sujétion par les communistes, assure n'avoir « *jamais reçu d'ordre de Paris* ».

– *La conception prévalente du rôle des médias* : on retrouve ici deux représentations assez courantes de la radio et de la télévision d'État. La première est relative à la croyance en son impact politique et électoral (évoquée *supra* concernant le pouvoir gaullien). J. V.-D. considère qu'il est de son devoir de laisser l'accès de l'antenne aux « *partis de l'étranger* ». Le média est perçu comme tout puissant et agissant sur l'opinion. Le contrôler – en termes politiques –, c'est contribuer à la sauvegarde du statut français de l'île.

> *« [Je ne dirais pas que) j'étais acquis à la cause, mais j'étais foncièrement contre ce que je considérais être le pied à l'étrier pour l'indépendance. »*

La seconde a trait à la culture, telle que le journaliste la conçoit. Une culture française, « noble », qui laisse peu de place – ou alors de manière anecdotique – au fait local créole. La participation du téléspectateur-récepteur

---

[14] Ce refus intervient quelques semaines avant l'élection de Michel Debré à la députation dans la 1ère circonscription réunionnaise, le 5 mai 1963. L'ancien Premier ministre du général de Gaulle est l'instigateur d'un ambitieux programme d'investissements publics structurels dans le département de La Réunion (dans les domaines de l'éducation de l'équipement, de la santé, et également des télécommunications et donc de la télévision).

réunionnais au sein des dispositifs de production et surtout de l'information apparaît très réduite :

> « *Ce n'est pas qu'on n'y pensait pas : on y avait réfléchi (...). On avait fait des essais, et les résultats étaient tellement calamiteux que, si vous voulez, c'était la radio trottoir ou la télé trottoir, quand j'en vois encore, à l'heure actuelle, j'en retire toujours une impression pénible : je me dis, mais on a affaire à des demeurés ou quoi ?* ».

Cependant, des programmes locaux, avec une timide apparition de la langue créole, sont produits à partir de 1963 en radio et des années 1970 à la télévision, mais ils sont toujours consacrés aux loisirs (avec notamment des musiciens créoles) ou au sport (Idelson, 2004)[15]. Dès le début des émissions radiophoniques, et selon une certaine vision coloniale de J. V.-D., le « haut niveau » – qui, selon lui, aurait disparu après son départ de la station – ne pouvait provenir que de l'hexagone : « Les Maîtres du Mystère », « La Joie de vivre », les rendez-vous de théâtre sont cités :

> « *Il y avait ici une Société Science et Art qui faisait venir des conférenciers de l'Alliance Française, des écrivains de renom. Je me précipitais pour les interviewer, des prix Goncourt, des prix Renaudot, enfin de très grands personnages, Max-Pol Fouchet, etc., des professeurs au Collège de France, Henry de Monfreid...* ».
> La grille de programmes radiophoniques de la journée du jeudi 15 janvier 1953 annoncée par les journaux se présente ainsi : 12 h 30 : « Le coin des enfants sages ». 18 h 15 : « Disque des auditeurs ». 19 h 15 : « Images éternelles-RDF », 21 h : « Musique de chambre : Sonate pour violoncelle et piano, Quatuor n°1 en UT mineur (G. Fauré) ». 21 h 15 : « Plaisir de la musique ».

Dans le contexte réunionnais, les valeurs de « développement culturel », partagées par les fondateurs de la télévision en métropole, prennent alors une toute autre connotation assimilatrice et négationniste de la culture locale. La télévision est considérée par ses acteurs comme un instrument d'assimilation.

---

[15] Une dizaine d'émissions locales sont lancées comme « Rythmes, chansons et gaieté avec Nadine ou Barnabé » qui propose des disques demandés par les auditeurs. Média de proximité, la radio permet également de décentrer des émissions en dehors du chef-lieu : en 1967, la RTF propose la diffusion radiophonique de l'émission de télévision « Jeux et chansons dans votre quartiers ». Ceux qui ne possèdent pas encore de poste de télévision peuvent donc quand même la suivre. (Idelson, 2006 : 25-27).

Ainsi, il faudra attendre les années 1980 pour que le *maloya* (danse et expression musicale qui trouve ses origines dans l'histoire de l'île marquée par l'esclavage) puisse prétendre à une tribune d'expression au sein de l'espace médiatique local. Des émissions télévisées consacrées à des débats contradictoires politiques n'interviennent qu'au début de cette décennie[16]. Alors qu'en métropole, dès 1949, les premiers journalistes de télévision de la RTF peuvent bénéficier d'une carte de presse et d'un statut mentionnant un « devoir d'information impartiale » (Chupin, Hubé, Kaciaf, 2009 : 62), à La Réunion, un acteur clef comme J. V.-D. instrumentalise la radio et la télévision, en fonction de ses convictions et de sa vision de l'avenir statuaire. Toutefois, ce verrouillage de l'outil existe également en métropole au moment du contrôle gaullien de l'audiovisuel, et même dès 1953, date du début de la « chasse aux sorcières » des réalisateurs suspectés de velléités communistes (Bourdon, 1994 : 39).

En contexte domien, les valeurs fondatrices des premiers programmes, telles qu'elles peuvent être évoquées dans un colloque consacré à la télévision de Jean d'Arcy, trouvent par conséquent un écho déformant, voire discordant. Même si les instigateurs de l'audiovisuel outre-mer reprennent à leur compte les aspirations à une certaine modernité, rêvée, et engendrée par le progrès technique et social, leur action se situe en dehors du modèle démocratique habermassien de l'espace public. La comparaison des contextes et des situations dissemblables – appartenant pourtant au même ensemble national – suggère, d'une manière heuristique, sinon de reconsidérer, du moins de nuancer certaines généralisations énoncées dans le champ socio-politique et historique de la télévision.

Références bibliographiques

– D'Almeida F., Delporte C., 2003, *Histoire des médias en France, de la Grande Guerre à nos jours*, Paris, Flammarion, Champs Université.

– Bourdon J., 1991, « Les journalistes de télévision, l'émergence d'une profession (1960-1968) », *in Histoire des médias, Journalisme et journalistes français, 1950-1990*, Paris, Bibliothèque Albin Michel des idées, pp. 123-150.

– Bourdon J., 1994, *Haute Fidélité, Pouvoir et télévision, 1953-1994*, Paris, Seuil.

– Breton P., 2000, *Le culte de l'Internet, une menace pour le lien social,* La Découverte, Paris

[16] Jusqu'à cette période, la télévision d'outre-mer, *voix de la France* (pour reprendre le l'expression de G. Pompidou utilisée lors de sa fameuse conférence de presse du 21 septembre 1973) clôturait ses programmes au son de la Marseillaise.

– Brochard C., 1994, *Histoire générale de la radio et de la télévision en France, Tome II, 1944-1974*, Comité d'Histoire de la Radiodiffusion, Paris, La Documentation française.
– Chupin I., Hubé N., Kaciaf N., 2009, *Histoire politique et économique des médias en France*, La Découverte, coll. Repères, Paris.
– Delavaud G., 2003, « Visions de la télévision : le XXe siècle d'Albert Robida », *Dossiers de l'Audiovisuel,* n° 112, *Un Siècle de télévision. Anticipation, utopie, perspective*, pp. 8-14.
– Habermas, J., 1962*, L'espace public. Archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*, Paris, Payot, 1993.
– Idelson B., 1999, « Naissance de la télévision réunionnaise, Service Public et voix de la France », Saint-Denis de La Réunion, *Akoz espace public,* n° 5, pp. 12-13.
– Idelson B., 2004, « Le créole dans les médias réunionnais », *Hermès, n° 40,* Paris : CNRS Éditions, pp. 128-134.
– Idelson B., 2006, *Histoire des médias à La Réunion, de 1946 à nos jours*, Paris, Le Publieur.
– Jeanneney J-N., 1996, *Une histoire des médias, des origines à nos jours*, Paris, Seuil.
– Jost F., 2005 *Comprendre la télévision et ses programmes*, Paris, Armand Colin, 2009.
–Missika J.-L. & Wolton D., 1983, *La Folle du logis. La télévision dans les sociétés démocratiques*, Paris, Gallimard.
– Pierre S., 2003, *Jean d'Arcy, une ambition pour la télévision (1913-1983),* Paris, L'Harmattan, coll. Le mouvement des savoirs.
– Rieffel R., 1991, « Les journalistes de télévision, l'émergence d'une profession (1960–1968), *Histoire et médias, journalisme et journalistes français, 1950-1990*, Paris, A. Michel des idées, pp. 123-128.
– Ruellan D., 1993, *Le professionnalisme du flou. Identité et savoir faire des journalistes français*, Grenoble, PUG, 2007.
– Simonin J., Idelson B., 1995, « Médias et biographie », *Études de communication*, n° 17, Université Charles de Gaulle – Lille 3, pp. 40-66.
– Watin, 2001, Dir., *Communication et espace public – Univers Créoles* n° 1, Paris, Anthropos.
– Wolff É., 1996*, Émergence d'un espace public local. Presse et expérience lycéennes à l'Ile de la Réunion*, 1970-1995, Thèse en sciences de l'information et de la communication, (dir. J. Simonin), Université de La Réunion – Université de Provence.
– Wolton D., 1999, *Internet et après ? Une théorie critique des nouveaux médias,* Paris, Flammarion Champs.

Sitographie

http://www.vsd.fr/contenu-editorial/l-actualite/video-buzz/599-jean-d-arcy-l-homme-qui-avait-vraiment-predit-internet [15/04/2010].
http://www.ina.fr/economie-et-societe/vie-sociale/video/I06304175/internet-l-anticipation.fr.html [15/04/2010].